



Assemblée générale

Soixante-seizième session

10^e séance plénière

Jeudi 23 septembre 2021, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

La séance est ouverte à 9 h 10.

Allocution de M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais rappeler aux membres de l'Assemblée les mesures de précaution ci-après, qui s'appliquent pour la présente séance. Les représentants sont priés de porter constamment un masque dans les espaces publics et dans la salle de l'Assemblée générale, sauf lorsqu'ils prennent la parole au micro en séance. Il ne peut y avoir plus de quatre représentants d'une même délégation présents en même temps dans la salle.

Je donne maintenant la parole à la Ministre des relations internationales et de la coopération de l'Afrique du Sud, qui va présenter l'allocution du Président de la République sud-africaine.

M^{me} Pandor (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le privilège de présenter l'allocution préenregistrée du Président de la République sud-africaine, S. E. M. Matamela Cyril Ramaphosa, au nom de l'Afrique du Sud à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République sud-africaine.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe I et voir A/76/332/Add.5).

Allocution de M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République coopérative du Guyana.

M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ali (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Cette élection représente un honneur particulier pour les Maldives et pour tous les petits États insulaires en développement et États côtiers de basse altitude. Je souhaite également adresser les remerciements du Guyana au Président sortant, M. Volkan Bozkır, qui s'est retrouvé à la tête de l'Assemblée durant une des années les plus difficiles de l'histoire moderne.

Notre monde est en proie à des tourments. Les peuples de notre planète vivent dans un climat d'incertitude. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a déferlé sur le monde entier, emportant des vies, anéantissant des moyens de subsistance et paralysant les

Conformément à la décision 75/573, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org.



économies. Et dans son sillage se profilent les changements climatiques, dont la capacité à causer encore plus de dégâts et de pertes que le coronavirus augmente de jour en jour. Nos concitoyens comptent sur nous, représentants des nations réunis en ces lieux, pour créer des conditions qui apaiseront la crainte, effaceront le doute et donneront de l'espoir. Ce qu'ils voient ne sont pourtant pas des nations unies, mais divisées. Le Secrétaire général, António Guterres, a parfaitement décrit notre situation lorsqu'il a déclaré,

« La pandémie a mis au jour notre incapacité collective à nous rassembler et à prendre ensemble les décisions indispensables au bien commun, alors même que nous sommes face à une situation d'urgence qui menace la vie de toutes et tous sur la planète. »

La pandémie a mis à nu les lacunes de notre système international. Elle a montré que le système reste sous-tendu par le nationalisme, qui demeure la force dominante. Soixante-seize ans après la création de l'ONU, ce n'est pas le bien-être collectif de notre planète et de l'humanité qui nous motive, ce sont des intérêts nationaux égoïstes. Et en suivant cette tendance nationaliste égoïste, nous ignorons la vérité de notre cohabitation sur une planète, la Terre, et la réalité qui veut que le malheur des uns fait le malheur de tous.

Si rien au fil des générations de civilisation ne nous a appris que les États-nations ne sont pas des éléments qui vivent en vase clos mais font partie d'un tout, l'expérience des deux dernières années devrait nous être salutaire. Le monde ne progressera pas à l'abri de la cupidité et des guerres et dans un climat de liberté si nous, dirigeants des nations petites et grandes, ne rappelons pas avec détermination les valeurs énoncées dans la Charte des Nations Unies et ne décidons pas d'y être fidèles.

La pandémie a saccagé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par les Membres de l'Organisation en 2015. Les acquis en matière de développement ont été annulés, la pauvreté a gagné du terrain et les inégalités se sont creusées. La hausse des déficits budgétaires, l'alourdissement de la dette, la réduction de la marge de manoeuvre budgétaire et des flux financiers extérieurs menacent la capacité des pays en développement de réaliser les objectifs de développement durable. Dans ces pays, la pandémie a inversé la croissance, aggravé le chômage et affaibli les systèmes de santé et d'éducation. Le recul de l'éducation est maintenant inévitable, compte tenu de la période

prolongée durant laquelle nos enfants n'ont pas eu accès aux salles de classe et des difficultés que rencontrent de nombreux pays en développement pour assurer l'enseignement à distance.

Compte tenu de ces problèmes, la relance économique est essentielle pour remettre les pays sur les rails de la réalisation des objectifs de développement durable. Cependant, cette relance sera douloureusement longue et lente, sans un appui international sous la forme d'un rééchelonnement de la dette, de moratoires sur le service de la dette et de la fourniture de ressources non financières pour redémarrer les économies. Mon gouvernement demande à nouveau que des ressources accrues soient mises à la disposition des États sur la base de leurs vulnérabilités et non pas uniquement de la mesure trompeuse du revenu par habitant. Si ces mesures essentielles ne sont pas appliquées, la croissance ne reprendra pas dans les pays en développement, et les politiques économiques et sociales ne seront pas réalignées sur la voie tracée dans le Programme 2030. Les nations riches en ressentiront les répercussions, car les pays en développement sont pour les nations industrialisées des marchés pour leurs biens et services et des sources de matières premières. Les pays pauvres ne peuvent pas acheter s'ils n'en ont pas les moyens, et ils ne peuvent pas produire s'ils n'en ont pas les capacités. Notre monde deviendra un endroit endommagé, revenu à une ère d'avarice, de conflit et de pillage. Il est clair qu'un tel monde – qui se dessine maintenant à l'horizon – est un monde que tous les dirigeants devraient œuvrer à éviter, en concentrant plutôt leur attention sur le progrès de l'humanité par la coopération et l'intérêt mutuel. Il est clair que c'est ce monde-là que nous voulons tous.

Si les pays pauvres et vulnérables souffriront plus longtemps et intensément de l'impact de la pandémie de COVID-19, les pays riches ne sont pas épargnés. Ceux qui, au début de la pandémie, se sont concentrés sur leur propre sécurité comprennent maintenant qu'ils ne seront pas en sécurité tant que nous ne serons pas tous en sécurité, car le virus n'a pas connaissance – ni cure – des questions d'appartenance ethnique, d'âge et de géographie. Il ne s'arrête pas aux frontières. Tardivement, les riches ont réalisé que, sur notre Terre unique, ils avaient besoin de la coopération des pauvres pour se sauver eux-mêmes. Nous devons tous nous réjouir de cette prise de conscience si elle mobilise finalement la coopération mondiale et l'action unifiée dont notre monde a besoin pour survivre. À cet égard, mon gouvernement s'est félicité du Sommet mondial sur la COVID-19 organisé

par le Président Biden. Nous apprécions qu'il ait donné lieu non seulement à des engagements en faveur d'une action mondiale conjointe mais également à l'allocation des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs convenus et nécessaires.

De même, nous sommes satisfaits que, plus tôt dans le mois, les dirigeants du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Organisation mondiale du commerce aient rencontré les présidents-directeurs généraux (PDG) des principales entreprises de fabrication de vaccins afin de discuter de stratégies pour améliorer l'accès aux vaccins contre la COVID-19 dans les pays d'Afrique à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Mon gouvernement se réjouit que les dirigeants des organisations internationales et les PDG des grandes entreprises pharmaceutiques aient mis en place un groupe de travail technique pour échanger et coordonner des informations sur la production et la livraison de vaccins. Ce sont là des initiatives bienvenues, bien qu'elles arrivent après que des millions de personnes sont mortes et alors que beaucoup d'autres vivent toujours sous la menace de la mort. La question de l'accès aux vaccins a vu le monde polarisé. Je sais m'exprimer au nom de nombreux dirigeants quand je dis que nous ne devons pas compromettre nos efforts visant à en finir avec la polarisation de l'accès aux vaccins en appliquant des mesures qui nous divisent et entravent nos mouvements en fonction du type de vaccin que nous avons reçu. Nos efforts devraient être axés sur la vaccination complète et sur le fait de convaincre les personnes qui hésitent à se faire vacciner. Des millions de gens ont pris le vaccin qui était disponible à un moment de grande incertitude, et ils sont les héros méconnus. Ils ne doivent pas maintenant subir de restrictions basées sur le vaccin qui leur a été administré.

Dans le même esprit, nous formons l'espoir que les pires émetteurs mondiaux des gaz à effet de serre qui menacent le bien-être de toute l'humanité finiront également par comprendre qu'en fin de compte ils n'auront pas grand intérêt à régner sur un monde de poussière. Les promesses de la vingt-unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) à Paris n'ont pas encore été honorées. Si les émissions suivent la trajectoire fixée par les engagements nationaux actuels, nous avons moins de 5 % de chances de maintenir les températures bien en-deçà de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et moins de 1 % de chances d'atteindre l'objectif de 1,5 °C fixé dans

l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Les grands pollueurs n'ont tout simplement pas tenu parole, et la méfiance est maintenant dans l'air. C'est un échec. C'est aussi une déception.

Sur la base de récentes recherches, l'Institut royal des affaires internationales, dont les travaux font autorité, dépeint un sombre tableau de l'avenir. Il prévoit que les impacts climatiques en cascade risquent fort de tuer beaucoup plus de gens que la COVID-19 – par l'effet de la faim, de la chaleur intense, des inondations et de nouvelles pandémies causées par une multiplication des parasites et des maladies. Il conclut en indiquant que, conjugués à des canicules et à des sécheresses, ces impacts entraîneront probablement de mauvaises récoltes, de l'insécurité alimentaire et des migrations sans précédent. Tout cela produira de l'instabilité politique et davantage d'insécurité nationale et attisera les conflits régionaux et internationaux. Les petits États insulaires et les pays continentaux ayant des littoraux de faible élévation, comme le Guyana, seront les premiers à sentir tout le poids de la catastrophe à venir. Pourtant, nos pays sont parmi les plus faibles émetteurs de gaz à effet de serre, contribuant le moins aux effets préjudiciables et destructeurs des changements climatiques. C'est injuste.

Le fardeau de la réduction des émissions n'est pas équitablement réparti. Les petits États insulaires et côtiers de faible élévation en développement font plus que leur part en réponse aux menaces climatiques mondiales. Le Guyana est un puits de carbone net. Nos forêts absorbent beaucoup plus de carbone qu'il n'en est produit par les activités humaines. Toutefois, nous ne nous sommes pas tranquillement rassis pour autant, satisfaits d'avoir fait assez. Nous continuons de contribuer sensiblement à la réduction des émissions mondiales et à la décarbonisation de l'économie mondiale, même si notre pays est maintenant un producteur de pétrole et de gaz. En plus de contenir les émissions de dioxyde de carbone liées à l'industrie, nous persistons à progresser vers une énergie issue de sources durables. Dans ces circonstances, nous pensons avoir le droit d'insister sur un système équitable de partage du fardeau.

Nous devons trouver des moyens novateurs et créatifs pour que le monde agisse afin d'éviter la catastrophe que les changements climatiques présagent si clairement. La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui doit se tenir à Glasgow dans quelques semaines, est le bon endroit

et le bon moment pour commencer. Les pires émetteurs doivent s'y engager de façon contraignante à cesser leur gaspillage. Ils devraient également revoir leurs contributions à la hausse pour aider les petites économies vulnérables à renforcer leur résilience aux effets prolongés des dégâts déjà causés. Autrement, la confiance que les habitants du monde ont peut-être encore dans le fait que les nations polluantes feront ce qu'il faut sera anéantie. La COP 26 – pas la COP 21 – deviendra le moment où l'avenir ou le sort de l'humanité aura été scellé. Les peuples du monde regarderont avec attention.

Le Guyana espère une ère post-pandémie qui renouvellera les relations internationales en luttant contre l'avarice territoriale et en enfourchant la coopération pacifique. À cet égard, nous attirons l'attention sur les menaces ouvertes que la République bolivarienne du Venezuela fait constamment peser sur l'intégrité territoriale et la souveraineté du Guyana. Tout récemment, un accord a été annoncé à Mexico par lequel les factions internes belligérantes du Venezuela ont à nouveau revendiqué de manière infondée les deux tiers du territoire du Guyana. Nous avons répondu en termes clairs. Et je vais répéter notre réponse maintenant dans cette salle sacrée où les nations du monde se rassemblent dans un esprit de paix et de coopération. Le Guyana ne peut servir d'autel sacrificiel pour le règlement des différends politiques internes du Venezuela. Si mon gouvernement se félicite des efforts déployés pour instaurer l'harmonie à l'intérieur du Venezuela, les accords qui défient le droit et les processus internationaux ne peuvent constituer une base à la médiation de cette harmonie. Le Guyana n'encourage pas le recours à la violence ou aux menaces pour régler les différends. Dans un accord signé à Genève en 1966, le Venezuela a consenti à autoriser le Secrétaire général à décider de la manière de régler la controverse. Le Secrétaire général a décidé de saisir la Cour internationale de Justice. Les deux parties sont donc liées par la compétence et la décision finale de la Cour.

Nous restons préoccupés par le conflit israélo-palestinien. Le Guyana réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien et avec son désir de vivre dans la dignité dans sa propre patrie, conformément à la solution des deux États. La communauté internationale doit agir pour répondre aux préoccupations légitimes des Palestiniens, qui souffrent depuis bien trop longtemps.

Les relations tendues entre les États-Unis et Cuba sont également un sujet de profonde préoccupation pour notre région. Nous croyons fermement que la

normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis serait bénéfique pour la paix dans l'hémisphère et favoriserait une plus grande prospérité pour tous.

J'en viens maintenant à mon propre pays, le Guyana, qui est une terre aux nombreuses ethnies issues de son peuple amérindien, de personnes transportées d'Afrique dans le cadre de la traite génocidaire des esclaves, de personnes originaires d'Inde qui ont été engagées pour travailler dans un nouveau pays, de personnes originaires d'Europe qui ont émigré à une époque de pénurie et de persécution et de personnes originaires de Chine qui ont également été amenées à travailler dans les plantations. Toutes ces personnes ont des religions, des cultures et des points de vue différents. Dans sa diversité, le peuple guyanien est représentatif des peuples du monde. Bien que des conflits d'ordre politique surgissent occasionnellement et que des différends aient été exploités à des fins politiques étroites, mon gouvernement est convaincu que la richesse de la diversité de notre peuple est un cadeau pour notre nation. Nous continuons d'édifier une nation qui puise dans tous les aspects de ses racines culturelles pour former des citoyens qui bénéficient de l'égalité des chances dans tous les aspects de notre société, une nation confiante et dotée d'une vision forte. Nous entendons faire du Guyana un exemple pour le monde, en utilisant la force de notre diversité pour créer une nation unique, indivisible, forte, sûre et prospère. Mon gouvernement est résolument grimpé sur l'échelle qui mène au sommet de la réussite. Nous sommes convaincus qu'en favorisant la paix et la prospérité dans notre pays, en respectant les droits humains, en défendant la démocratie et l'état de droit et en nous conformant à la Constitution, nous atteindrons ces nobles objectifs.

Animé par l'ambition, mon gouvernement fait sien la vision exposée dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun (A/75/982)*. Nous partageons son point de vue selon lequel nos nations doivent être mues par un esprit de solidarité, qu'il a si éloquemment décrit comme suit :

« [il] invite à travailler ensemble, sur la base du constat que nous sommes liés les uns aux autres et qu'aucune société ou aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut résoudre seul ses problèmes ».

Le rapport établit un cadre pour l'émergence d'une ère post-COVID-19, s'attaquant aux fragilités, aux injustices, aux inégalités et aux conflits du monde et à l'élimination de la pauvreté, du racisme et de la discrimination fondée sur le genre, ainsi qu'un cadre pour la

réalisation de la justice écologique. Le Guyana attend avec intérêt la revitalisation de l'ONU, qui sera le fer de lance d'une nouvelle ère dans les relations internationales, dans laquelle le monde deviendra meilleur, plus juste et plus solide pour l'humanité tout entière.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République coopérative du Guyana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Botswana.

M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Masisi (*parle en anglais*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, au nom de la République du Botswana et en mon nom propre, de m'associer aux orateurs précédents pour vous adresser, à vous personnellement et à la République des Maldives, nos félicitations pour votre élection bien méritée à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, qui montre clairement que la communauté internationale vous tient, vous et votre grand pays, les Maldives, en haute estime. Ce n'est guère surprenant au vu de vos réussites professionnelles et de l'immense expérience accumulée depuis plus de 35 ans que vous mettez au service de ce poste. Je suis convaincu que l'Assemblée bénéficiera grandement de votre vaste expérience diplomatique au sein du Gouvernement et du Parlement. Alors que nous continuons de lutter contre la terrible pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de nous efforcer de nous en relever, sans oublier les nombreux autres défis mondiaux préexistants, tels que la crise climatique, votre vision, qui repose sur cinq piliers d'espoir, est une source d'inspiration pour

beaucoup, dont mon propre pays, le Botswana. À cet égard, nous notons avec satisfaction que votre vision porte sur les questions d'actualité auxquelles l'humanité continue d'être confrontée et qui doivent rester en tête des priorités de l'ONU. Il s'agit notamment des droits humains, des changements climatiques, de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, du terrorisme et de l'extrémisme violent, ainsi que des inégalités et des injustices. Au Botswana, nous sommes heureux que vous ayez accordé la priorité à ces questions et que vous vous soyez engagé à agir en faveur des peuples, de la planète et de la prospérité, conformément à votre conviction du bien-fondé du multilatéralisme et de la coopération internationale.

Permettez-moi par la même occasion, Monsieur le Président, de rendre un hommage mérité à votre prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, pour ses conseils et son leadership efficaces au cours de l'une des sessions de l'Assemblée générale les plus difficiles des 75 années d'existence de l'Organisation. La pandémie nous a mis au défi, en tant qu'États Membres, et lui, en tant que Président de l'Assemblée, de faire preuve d'innovation et de créativité afin d'assurer la continuité de nos travaux et de faire fonctionner le système des Nations Unies. Malgré les limites imposées par la pandémie de COVID-19, nous nous félicitons d'avoir réussi, sous sa direction avisée, à organiser certaines des réunions de haut niveau les plus importantes de la session. Je pense notamment à la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU (voir A/75/PV.3), au tout premier sommet sur la biodiversité, au vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, au dialogue sur l'appui aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement, à la coopération numérique, ainsi qu'à la réforme du Conseil de sécurité et à la revitalisation de l'Assemblée générale.

La convocation de la trente et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a également été extrêmement importante car elle a permis aux États Membres de démontrer leur détermination collective à joindre leurs efforts à l'appui d'une riposte mondiale efficace face aux conséquences sans précédent de la pandémie et pour renforcer les principes de solidarité et d'humanité partagée. Par conséquent, ma délégation souscrit pleinement au thème que vous avez choisi pour la soixante-seizième session, Monsieur le Président : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire

durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ». Il va dans le sens des mesures que nous devons prendre collectivement pour répondre aux attentes et aux aspirations légitimes des populations que nous servons en cette période difficile de notre histoire.

Nous saluons votre appel à l'espoir, Monsieur le Président, car il donne à cette session le ton optimiste dont nous avons tant besoin, étant donné que nous devons agir de toute urgence dans les circonstances difficiles dans lesquelles nous nous trouvons. L'espoir est une vertu qui est au cœur même du progrès humain. L'histoire regorge d'exemples des grandes choses qui peuvent être réalisées quand on choisit l'espoir plutôt que la peur et le désespoir. Notre grande Organisation, fondée après la Seconde Guerre mondiale, qui fut dévastatrice, est elle-même un produit et une manifestation de cet espoir. Même pendant la pire pandémie que le monde a connue depuis un siècle, nos actions doivent être guidées par la conviction que les choses peuvent s'améliorer et qu'elles vont s'améliorer.

Lorsque j'ai eu l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée il y a un an (voir A/75/PV.8, annexe XII), nous étions tous sous le choc alors que la pandémie était en train de détruire nos systèmes de santé nationaux, de faire de nombreuses victimes, de détruire les moyens de subsistance, de bouleverser nos modes de vie et d'introduire une « nouvelle normalité » faite de confinements et de distanciation sociale. Un an plus tard, nous sommes toujours aux prises avec la pandémie. Cependant, les progrès de la science ont permis de mettre au point des vaccins rapidement. Étant donné que la science a mis les vaccins à notre disposition, c'est maintenant au tour des dirigeants mondiaux, guidés par les idéaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, de veiller à ce que cette ressource vitale soit distribuée équitablement. Il ne fait aucun doute que si nous voulons contenir la propagation de ce virus mortel et de ses variants plus transmissibles, il nous faut une campagne mondiale qui garantisse que tous les pays, en particulier les pays en développement, bénéficient d'un accès immédiat aux vaccins.

C'est pourquoi le Botswana partage la frustration exprimée par beaucoup d'autres pays et appuie fermement l'appel qui a été lancé pour que les vaccins soient considérés comme un bien public mondial, car c'est la clef pour nous relever et reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19. Je voudrais saisir cette occasion pour saluer les efforts déployés par certains

pays développés pour aider les pays en développement, notamment ceux d'Afrique dont les taux de vaccination sont très faibles. Je tiens à remercier sincèrement nos partenaires de développement qui ont fait don de vaccins et d'autres formes d'assistance au Botswana, notamment pour nous aider à lutter contre la pandémie de COVID-19, qui se propage actuellement de manière exponentielle dans mon pays et fait de nombreuses victimes. Ces dons montrent que la communauté internationale est en train de prendre progressivement compte de l'avertissement du Secrétaire général selon lequel personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. Néanmoins, nous avons également constaté que la propagation incontrôlée du virus provoque l'apparition de nouveaux variants. Il est urgent de mettre en place un programme mondial de vaccination plus équitable si nous voulons gagner la course contre les nouveaux variants. Gardons à l'esprit qu'un variant qui apparaît quelque part va se propager partout.

Je suis heureux de dire que, pour mon gouvernement, sauver notre population face à cette pandémie est une priorité. En plus d'encourager notre population à mettre en pratique les mesures préventives nécessaires contre la COVID-19, nous avons également consacré des ressources supplémentaires au secteur de la santé. Nous avons notamment acheté des vaccins dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, de l'Équipe spéciale africaine d'acquisition de vaccins de l'Union africaine et d'accords bilatéraux. Nous avons acheté suffisamment de vaccins pour atteindre l'immunité collective, mais les difficultés actuelles d'approvisionnement logistique continuent d'entraver la mise en œuvre de nos programmes de vaccination. Cependant, il ne faut pas évaluer la lenteur du déploiement des programmes de vaccination dans les pays du Sud, y compris dans mon propre pays, uniquement à l'aune des lois de l'offre et de la demande. Nous devons reconnaître que le vrai problème, ce sont les inégalités actuelles en matière de vaccination, qui sont le reflet des faiblesses inhérentes à notre système multilatéral. Nous devons donc réaffirmer notre engagement, tant en actes qu'en paroles, à tenir la promesse que nous avons faite à l'occasion de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de cette Organisation de renforcer la coopération, la coordination et la solidarité internationales (voir A/75/PV.3). Le partage et le transfert des connaissances et les dérogations aux droits de propriété intellectuelle en ce qui concerne la production de vaccins sont l'un des moyens de concrétiser cette promesse. Nous sommes prêts à travailler avec

toutes les parties prenantes pour que cela devienne une réalité. Au Botswana, nous sommes disposés à accepter des initiatives de renforcement des capacités pour la production de vaccins contre la COVID-19.

Afin d'obtenir les résultats souhaités sous votre direction avisée, Monsieur le Président, le système des Nations Unies, et en particulier ses principaux organes, doivent travailler en étroite collaboration et mener une action conjointe et coordonnée. Mon pays assure actuellement la présidence du Conseil économique et social et nous nous efforcerons, avec vous, de renforcer la coordination et la collaboration entre les deux principaux organes de l'ONU que nous dirigeons. Comme vous l'avez indiqué dans votre vision stratégique, cela contribuera à rendre l'ONU plus forte et plus efficace dans l'accomplissement de son mandat.

Nos économies sont encore ébranlées par les conséquences sans précédent de la pandémie. Pour les petits pays en particulier, les difficultés que connaissent déjà des piliers économiques tels que le commerce, le tourisme et les industries extractives se sont aggravées. Cela compromet notre capacité à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable. Malheureusement, ce sont les personnes les plus vulnérables et les plus démunies au sein de nos sociétés qui risquent d'être laissées de côté. Tout n'est pas perdu pour autant. J'ai bon espoir que si nous prenons un nouveau départ et réaffirmons notre attachement aux idéaux du multilatéralisme, nous pourrions accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable au cours de cette Décennie d'action. Comme vous l'avez souligné à juste titre dans votre vision stratégique, Monsieur le Président, le financement, le commerce, la technologie et la viabilité de la dette sont quelques-unes des conditions préalables à la réalisation de ces objectifs.

Ma délégation a également pris note de votre appel à reconstruire en mieux, reconstruire plus fort, reconstruire plus vert et plus bleu, Monsieur le Président. Nous ne pourrions être plus d'accord. L'idée qu'il faut faire les choses différemment est conforme à l'approche que nous appliquons actuellement au niveau national. Lorsque nous avons pris conscience de l'ampleur des perturbations causées par la pandémie, mon gouvernement a mis en place un programme de réinitialisation, portant sur cinq priorités qui s'alignent parfaitement sur les thèmes prioritaires de votre présidence. Tout d'abord, mon gouvernement est pleinement engagé à protéger la population du Botswana

de la COVID-19 grâce à des programmes de santé qui incluent la vaccination. Deuxièmement, nous sommes en train de réformer les services publics pour garantir l'application effective des politiques gouvernementales. Troisièmement, nous sommes en train d'accélérer la numérisation de la prestation de services publics et de créer des conditions propices à la participation active du secteur privé et de la société à l'adoption et à l'utilisation des technologies numériques. Notre quatrième priorité est le développement de la chaîne de valeur. Cela implique de créer davantage de valeur ajoutée dans des secteurs clefs tels que l'exploitation minière, le tourisme, l'agriculture et l'éducation, grâce à l'innovation et à la créativité de notre peuple, en particulier des jeunes. Cette priorité vise à accélérer la diversification économique ainsi que l'autonomisation et l'emploi des jeunes. La cinquième priorité concerne le changement des mentalités. L'idée est d'encourager nos concitoyens à s'approprier les objectifs de développement nationaux, et à les intégrer en faisant preuve de bonne volonté et en agissant en conséquence.

Mon gouvernement estime que le programme de réinitialisation et ses priorités, qui s'inscrivent dans le contexte de la pandémie de COVID-19, nous permettront de sortir de la crise plus forts et de réaliser nos objectifs de développement, qui sont énoncés dans notre programme national Vision 2036 et dans notre onzième plan national de développement. Ces cadres nationaux sont alignés sur l'orientation globale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Nous sommes toutefois conscients du fait que, dans un contexte d'interdépendance croissante, la trajectoire de développement du Botswana est inextricablement liée à celle du reste du monde. Aujourd'hui plus que jamais, le multilatéralisme, la coopération internationale et la solidarité mondiale sont indispensables. Il incombe donc à l'Assemblée, en tant que principal organe délibérant, représentatif et de décision de l'ONU, d'œuvrer en faveur d'un monde meilleur, un monde dans lequel aucun pays n'est laissé de côté dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable. Au-delà de ce que nous pouvons faire à titre individuel en tant que pays, nous espérons également que les enseignements tirés de la pandémie permettront à l'ONU de trouver des moyens innovants de renforcer la collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales pour que nous soyons préparés à faire face aux futures pandémies et épidémies.

Vous prenez vos fonctions de dirigeant au niveau mondial, Monsieur le Président, à un moment où le monde est aux prises avec de multiples autres défis urgents, notamment des catastrophes naturelles dévastatrices liées aux changements climatiques, auxquels les petits pays insulaires sont particulièrement exposés. Ces derniers mois, des inondations massives et incontrôlables ont frappé l'Europe occidentale, l'Asie et d'autres régions, détruisant des berges et des maisons et tuant des centaines de personnes sur leur passage. Comme nous venons de le constater de nouveau dans des pays comme Haïti et les États-Unis, les ouragans, les typhons et les tempêtes sont à l'origine de la destruction d'infrastructures critiques d'une valeur de milliards de dollars et contribuent aux crises humanitaires. De même, ma région d'Afrique australe n'est pas épargnée par la terrible tendance des catastrophes provoquées par les changements climatiques, comme en témoignent nos saisons des pluies, qui ont provoqué des inondations, ainsi que les cyclones dévastateurs Kenneth, Idai et Eloise. Face à cette situation récurrente, notre région doit également renforcer ses mécanismes d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes en coopérant au niveau régional avec toutes les parties prenantes, avec l'appui de l'ONU.

Alors que la dernière décennie était déjà la plus chaude jamais enregistrée sur notre planète, ces derniers mois, d'autres records de température et problèmes liés aux changements climatiques ont montré que l'intensification du réchauffement de la planète constitue un danger réel. Récemment, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a encore tiré la sonnette d'alarme pour l'humanité. Aujourd'hui, plus que jamais, il est manifeste que notre planète se réchauffe dangereusement, provoquant une fonte des glaces, la montée du niveau des mers, des inondations, des cyclones, des ouragans, des sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Combinés à la pollution atmosphérique, ils détruisent des écosystèmes irremplaçables, ce qui a des répercussions négatives sur le développement durable, sur les systèmes de santé et de production alimentaire ainsi que sur la sécurité alimentaire.

Cela fait longtemps que nous avons tous reconnu que les changements climatiques sont le plus lourd défi auquel nous sommes confrontés et représentent une véritable menace existentielle, ce qui exige que nous prenions des mesures audacieuses et urgentes pour réguler notre interaction avec notre environnement, notamment en adoptant des technologies qui réduisent

nos émissions de carbone. Je reste optimiste que nous pouvons faire en sorte que la situation ne s'aggrave davantage et proposer des solutions innovantes. Comme nous l'a rappelé un jour feu le Secrétaire général Kofi Annan, « la terre ne nous appartient pas. Ce trésor qui nous a été légué, nous sommes tenus de le transmettre à notre tour à nos descendants ». En septembre 2015, nous nous sommes engagés à œuvrer sans relâche pour que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 soit appliqué dans son intégralité dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale –, d'une manière équilibrée et intégrée, qui garantit également le plein respect de la jouissance de tous les droits fondamentaux.

Faute de temps, je vais passer à la suite, et le reste de ma déclaration sera consigné dans le compte rendu de la séance. Je conclurai en disant qu'il est regrettable qu'à un moment où notre priorité doit être de lutter contre cet ennemi invisible qu'est la COVID-19, nous soyons encore témoins d'actes de violence qui tirent profit de la situation et mettent davantage en danger la paix et la sécurité internationales. Dans notre sous-région, où, jusqu'en août dernier, j'ai eu le privilège de présider l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe, nous nous sommes engagés à contrer et à éliminer la menace du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Outre la menace pour la paix et la stabilité que représentent les insurgés terroristes au Mozambique, que nous condamnons, nous considérons que toutes les sanctions imposées au Zimbabwe portent atteinte à la stabilité dans la région. C'est pourquoi le Botswana appelle la communauté internationale à lever ces sanctions. Au niveau national, mon gouvernement continue de prendre des mesures pour assurer la sécurité de sa population, contribuant ainsi à l'idéal plus large du maintien de la paix et de la sécurité internationales. En juin dernier, nous avons signé un mémorandum d'accord avec le Bureau de lutte contre le terrorisme à cet égard, en vue de renforcer la capacité du Botswana de détecter et de prévenir le terrorisme.

*M. Gastorn (République-Unie de Tanzanie),
Vice-Président, assume la présidence.*

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la foi inébranlable du Botswana dans les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et divers instruments multilatéraux, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres protocoles

qui appellent à l'accès universel à l'éducation, à des soins de santé et à une alimentation de qualité, et aux droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées, ainsi qu'à la création de bonnes perspectives d'avenir pour nos jeunes. Et je tiens à assurer le Président du plein appui, de l'engagement et de la coopération de mon pays pour lui permettre de s'acquitter de son mandat au cours de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Botswana de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, Président de la République du Botswana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Miguel Díaz Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures de Cuba, qui va présenter l'allocation du Président de la République de Cuba.

M. Rodríguez Parrilla (Cuba) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Miguel Díaz Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République de Cuba.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe II et voir A/76/332/Add.5).

Allocution de M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République d'Angola.

M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Lourenço (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Le fait que je puisse être à cette tribune pour vous féliciter en personne de votre élection est un signe de progrès dans la manière dont nous gérons la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous n'avons pas encore gagné la bataille contre le virus SARS-CoV-2, mais nous devons noter que nous surmontons les peurs, les incertitudes et le sentiment d'impuissance d'il y a un an, et que nous revenons progressivement à une vie normale, avec toutes les précautions nécessaires et le sens des responsabilités dont il nous faut tous faire preuve.

La lutte contre la COVID-19 et ses nouveaux variants effrayants se poursuit, et nos efforts combinés, sans distinction entre riches et pauvres ou sur la base d'autres types de catégories sociales, sont le seul moyen pour nous de combattre cette pandémie avec des résultats répondant à l'attente de nos peuples qui consiste dans un retour complet à la vie normale. Nous voyons croître dans le monde le sentiment qu'il est réellement possible d'atteindre cet objectif, alors que des vaccins ont été mis au point et introduits par la communauté scientifique internationale avec une vitesse admirable et louable, et l'objectif plus large de préserver l'espèce humaine, qui est menacée par la pandémie de COVID-19.

Il est donc urgent que nous fassions concrètement comprendre au plus grand nombre que la solidarité et des procédures rationalisées pour l'accès aux vaccins sont la seule manière de mener le monde à la victoire dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, en assurant la vaccination la plus large possible des habitants de notre planète. Il est choquant de voir la disparité entre certaines nations et d'autres en ce qui concerne la disponibilité des vaccins. Ces différences font que des troisièmes doses peuvent être administrées dans certains cas, tandis qu'ailleurs, comme en Afrique, la grande majorité des gens n'ont même pas reçu la première dose. Les Nations Unies doivent examiner et adopter des décisions conçues pour encourager la libération des brevets de production de vaccins, afin qu'il puisse en être produit pour un nombre croissant de pays, dans le but de les rendre accessibles à tous. Nous sommes aux prises avec une pandémie mondiale, qui accentue les liens et l'interdépendance entre les nations. Pour cette raison, le vaccin contre la COVID-19 doit être reconnu comme un bien appartenant à toute l'humanité et dont l'accès soit universel et ouvert afin de permettre une production plus large et une répartition équitable à l'échelle mondiale.

Les effets et conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19 ont aussi eu un fort impact sur la vie économique et sociale en Angola. Néanmoins, nous avons pu agir de façon rapide, agressive et décisive pour contenir la propagation de la maladie, dans une mesure telle que nous avons réussi à maintenir les niveaux de contagion dans les limites des capacités de prise en charge de nos structures de santé. Toutefois, les résultats de l'évaluation des pertes infligées par la pandémie de COVID-19 à notre économie nationale sont affligeants, et nous cherchons à présent des solutions pour atténuer la souffrance de notre peuple et l'en débarrasser. Nous bénéficions d'un soutien et d'efforts que nous apprécions énormément, car ils nous soulagent un peu quant à nos responsabilités financières envers nos créanciers. Cela nous donne la possibilité de maintenir certains moyens pour répondre à nos besoins gigantesques et multiples. Au vu de la dégradation notable des conditions de vie de la population et de notre tissu économique et social, nous devons travailler avec acharnement pour trouver des solutions durables qui puissent servir de base à la reconstruction de notre économie, que cette crise sanitaire mondiale a gravement endommagée.

L'Angola déploie des efforts majeurs pour contribuer à la paix et à la stabilité en Afrique centrale, dans la région des Grands Lacs et dans d'autres parties de notre continent. Notre sensibilité aux questions de paix et de guerre résulte de notre long conflit intérieur, qui a duré plusieurs décennies et nous a donné un point de vue clair sur l'importance du règlement des différends par le dialogue et l'entente entre les parties belligérantes. Nous nous employons à faire part de notre expérience à d'autres nations, car nous croyons que nos efforts, s'ils sont bien compris, contribueront sûrement à mettre fin à des conflits et à rétablir la paix dans certains des pays touchés par des troubles. Des conflits se poursuivent dans diverses parties du monde, et certains semblent ne jamais devoir finir, non seulement du fait de la complexité de leurs causes, mais surtout par l'effet d'un refus de se conformer aux normes régissant les relations internationales et aux principes de la coexistence pacifique entre les peuples et entre les nations. Nous devons garder foi dans les mécanismes dont l'ONU dispose pour bâtir un cadre de multilatéralisme, si nous voulons mettre en œuvre des solutions garantissant une paix et une sécurité mondiales solides et durables.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les changements dans l'ordre institutionnel des pays africains qui résultent fréquemment de l'utilisation de la force militaire. Ces actes anticonstitutionnels, comme

nous l'avons vu au Mali et plus récemment en Guinée, n'ont pas suscité de réaction appropriée ou suffisante de la part de la communauté internationale pour décourager de tels agissements, qui sont tout à fait répréhensibles. Nous jugeons donc indispensable que la communauté internationale agisse avec détermination, au lieu de se contenter de faire de simples déclarations de condamnation, afin de forcer ces acteurs à céder le pouvoir aux institutions légitimement établies dans les pays. Nous ne pouvons pas continuer de laisser les récents événements survenus en Guinée et ailleurs se reproduire en Afrique et sur d'autres continents. C'est une excellente occasion pour les chefs d'État et de gouvernement réunis ici d'exiger d'une seule voix la libération immédiate et inconditionnelle du Président guinéen Alpha Condé.

Nous sommes préoccupés par les menaces que font peser sur la paix et la sécurité internationales les groupes extrémistes au Sahel, en République démocratique du Congo, au Mozambique et dans d'autres régions du monde, qui requièrent de la communauté internationale une mobilisation constante pour renforcer notre capacité de répondre à ces dangereux assauts contre la stabilité socioéconomique. Nous assistons malheureusement au retour de l'utilisation de mercenaires, à savoir des professionnels sans armée recrutés n'importe où dans le monde et payés pour tuer, déstabiliser des pays et évincer des dirigeants politiques et des régimes démocratiquement élus mais gênants. Hélas, ce problème, autrefois vivement condamné et combattu, est aujourd'hui encouragé et alimenté par des forces puissantes qui se cachent derrière l'anonymat. L'ONU, l'Union africaine et la communauté internationale en général doivent exhorter les autorités éthiopiennes à trouver de meilleurs moyens de mettre fin au conflit dans la région du Tigré et de contrer la menace d'une catastrophe humanitaire avant que la situation n'empire et qu'il ne soit trop tard.

La question des changements climatiques est pleinement à l'ordre du jour, comme le montrent les graves conséquences auxquelles l'humanité est confrontée sur tous les continents. La fréquence et la férocité des ouragans, des inondations, des incendies de forêt, des glissements de terrain, des éruptions volcaniques et des tremblements de terre qui dévastent des villes entières et des centres de population dans les zones rurales, faisant parfois de nombreux morts, doivent diriger l'attention de tous, gouvernements, organisations non gouvernementales, milieux universitaires, scientifiques et société civile, sur la nécessité de déployer des efforts concertés pour protéger la planète Terre, notre maison commune,

qui envoie des signaux de plus en plus clairs indiquant qu'elle n'est pas satisfaite de la façon dont nous la traitons et se défend de la manière la plus violente possible.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Angola de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Burkina Faso, qui va présenter l'allocution du Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso.

M. Sinka (Burkina Faso) : J'ai l'honneur et le privilège de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, devant l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe III et voir A/76/332/Add.5).

Allocution de M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama.

M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Cortizo Cohen (*parle en espagnol*) : Le Panama se félicite de la tenue de la soixante-seizième Assemblée générale des Nations Unies à l'heure où l'humanité est confrontée à de grands défis.

Dans le discours que j'ai prononcé devant l'Assemblée générale l'année dernière (voir A/75/PV.7, annexe XIII), j'avais indiqué que la voie à suivre pour construire un monde différent post-pandémie passait par l'adoption de mesures de prévention qui nous permettraient de jeter les bases de profondes transformations structurelles. La pandémie a frappé chacun d'entre nous et, dans son sillage, elle nous a révélé dans toute leur dureté les profondes inégalités de nos sociétés, tant au niveau mondial que régional. Face à cette réalité, nous pouvons choisir la solution qui mène à la division, au conflit et à l'indifférence, ou nous pouvons prendre le chemin de l'unité et de la solidarité. La pandémie a clairement montré que dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, la seule façon pour l'humanité de survivre doit être guidée par la solidarité. Les décisions que nous prenons aujourd'hui sont importantes ; elles auront de bonnes ou de mauvaises conséquences, aujourd'hui, demain et à long terme.

Le Panama s'est engagé à construire un avenir durable et inclusif, et à cette fin, même en pleine pandémie, nous avons organisé un dialogue national dans le but de prendre les bonnes décisions qui perdureront au-delà du mandat du Gouvernement. Ce dialogue, que nous avons appelé le Pacte du bicentenaire : combler les lacunes, a été réalisé au moyen d'une large consultation, avec l'appui de l'ONU, fort de la reconnaissance du fait que tous les citoyens doivent faire des propositions et contribuer à asseoir les bases d'un Panama plus juste, inclusif et solidaire. Au sujet du Pacte du bicentenaire, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a déclaré,

« Ce qui se fait au Panama peut être considéré comme un exemple pour de nombreuses autres nations... C'est une grande chance qui s'offre à vous. »

La pandémie a soumis les nations du monde à des défis monumentaux. L'un de ces défis est la vaccination et, dans le cas du Panama, notre pays a fait preuve de prévoyance et a pu se procurer suffisamment de vaccins sûrs et efficaces pour l'ensemble de sa population. Grâce à cela, nous atteindrons l'immunité collective dans seulement quelques semaines. Cependant, l'objectif ne

peut pas être que certains pays atteignent l'immunité collective quand ce qu'il faut c'est parvenir à une immunité mondiale.

Un autre défi majeur auquel notre région est confrontée consiste à fournir toute l'assistance voulue à la population dans les circonstances difficiles imposées par la pandémie, afin de contribuer ainsi à préserver les conditions de vie et la paix sociale. Dès le début de la pandémie, notre gouvernement a donné la priorité à la livraison de nourriture et de articles de base à ceux qui ont perdu leurs sources de revenus, en particulier parmi les groupes les plus vulnérables de la population. À cette fin, nous avons élaboré un plan comportant deux initiatives : d'une part le transfert de fonds aux personnes les plus touchées au moyen de bons numériques, et d'autre part la distribution de sacs de nourriture et de fournitures aux habitants des régions isolées et difficiles d'accès. Ce plan, qui est en place depuis mars 2020, a évolué en fonction de la dynamique de la pandémie et, dans sa dernière phase, les bénéficiaires doivent choisir entre participer à la prestation d'un service social communautaire ou suivre une formation professionnelle grâce à des cours proposés par le Gouvernement. Il s'agit désormais d'un plan d'aide sociale avec une responsabilité partagée. L'efficacité de ce programme a été reconnue par l'Organisation des États américains et la Banque interaméricaine de développement. D'autre part, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Panama est l'un des deux pays d'Amérique latine qui sont parvenus à réduire leur taux d'extrême pauvreté en 2020, en pleine pandémie.

La migration irrégulière, phénomène historique et constant auquel nous ne pouvons être indifférents, est un autre défi auquel sont confrontées de nombreuses nations. Jusqu'à présent en 2021, plus de 80 000 migrants en situation irrégulière ont traversé le territoire panaméen. Ce chiffre est en croissance exponentielle. Pour comprendre à quel point la situation est dramatique, il faut savoir que le Panama a reçu 800 migrants en janvier de cette année et que ce nombre est passé à 30 000 le mois dernier. La plupart de ces migrants sont originaires des Caraïbes et d'Afrique et ils ont traversé plusieurs pays dans des conditions difficiles. Notre pays, agissant de manière responsable et dans le respect des droits de l'homme, traite ces migrants avec dignité et leur offre, pour la première fois de leur périple, un toit temporaire, une assistance médicale et de la nourriture. Nous consacrons une part importante de nos ressources limitées à ces tâches, je répète, nos ressources limitées. Le Panama fournit sa part d'efforts. Désormais, nous

appelons la communauté internationale à déployer, dès que possible, un effort conjoint, avec des stratégies coordonnées et des ressources, afin de prévenir une crise humanitaire régionale de grande ampleur. C'est la responsabilité de chacun, et il est urgent de s'en acquitter. Nous avons entendu de nombreux discours, des discours avec beaucoup de profondeur, mais il est temps de passer des discours aux actions concrètes.

Le défi le plus redoutable que nous devons encore relever après la pandémie, c'est celui des changements climatiques. Le scepticisme existant quant à la réalité des changements climatiques et de leurs effets doit appartenir au passé. Tous les grands problèmes auxquels notre planète est confrontée sont liés aux changements climatiques. Que faut-il de plus aux dirigeants mondiaux pour comprendre cette réalité dramatique ? Combien de discours seront encore nécessaires, dans diverses instances et conférences, pour comprendre qu'il s'agit d'un problème hautement prioritaire ? Sur cette question aussi, le Panama apporte sa contribution. Nous comptons parmi les trois pays au monde à avoir un bilan carbone négatif. Je le répète, le Panama compte parmi les trois pays au monde à avoir un bilan carbone négatif. Au Panama, pays qui dispose de la meilleure connectivité maritime et aérienne d'Amérique latine et des Caraïbes, pays de transit à vocation logistique, nous avons compris que ce qui est bon pour la planète est bon pour l'économie et pour chacun de nos pays. Les Panaméens ont assumé la responsabilité de cette chance qui leur a été donnée d'être dotés de l'une des biodiversités les plus riches au monde. Le Panama est un pionnier du monde bleu, qui respecte l'initiative 30x30, dont le but est de protéger 30 % de nos océans, un objectif que nous avons atteint avec neuf ans d'avance sur l'échéance de 2030.

Le Panama se propose une fois de plus de faire office de pont permettant de rapprocher les nations, de rechercher des solutions communes et concrètes aux problèmes et de relever les défis régionaux et mondiaux. Nous pouvons y parvenir, avec une feuille de route caractérisée par la solidarité et le respect des droits de l'homme. Nous pouvons y parvenir par un dialogue vaste et honnête, en concentrant les efforts internationaux sur le maintien de la paix sociale et sur la fourniture des vaccins nécessaires à tous les pays, pour sauver des vies, préserver la santé et nous engager, toutes et tous, sur la voie du relèvement économique le plus rapidement possible. Pour tous ces grands défis, l'avenir, c'est maintenant. Ne nous y trompons pas. Pour tous ces grands défis, l'avenir, c'est maintenant. Il n'est

plus temps de philosopher, de prononcer des discours et de faire des promesses. Il est temps de faire jaillir la vérité. Il est temps d'agir. Le Panama fournit sa part d'efforts.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Panama de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Laurentino Cortizo Cohen, Président de la République du Panama, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Milo Đukanović, Président du Monténégro

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Monténégro.

M. Milo Đukanović, Président du Monténégro, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Milo Đukanović, Président du Monténégro, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Đukanović (*parle en monténégrin ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole à l'Assemblée au nom du Monténégro, et de réaffirmer notre solide attachement aux principes et doctrines énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi qu'à la mission et aux objectifs de cette organisation mondiale. C'est également un immense plaisir que de retrouver une fois de plus tout le monde dans cette auguste salle, en dépit des risques et des craintes générés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Notre présence en ces lieux montre que nous sommes fermement déterminés à faire savoir que le multilatéralisme est bien vivant.

Je tiens à remercier le Secrétariat et les services du pays hôte des efforts considérables qu'ils ont consentis non seulement pour que le débat général illustre l'espoir et la conviction que le monde se chargera de la pandémie, mais également pour qu'il représente un événement sûr pour tous les participants. En fournissant une aide médicale et humanitaire absolument nécessaire, ainsi qu'un appui conséquent en matière de lutte contre les graves conséquences économiques de la pandémie, les activités de l'ONU ont indéniablement montré l'importance de leur rôle dans le monde moderne. Il est aujourd'hui

plus évident que jamais que nous ne pouvons lutter efficacement contre les problèmes mondiaux que si nous agissons au niveau mondial, en prenant tous ensemble des mesures concertées et coordonnées. Et c'est l'ONU qui doit être au cœur de cette action.

Des problèmes et des crises considérables – malheureusement de plus en plus nombreux – exigent que les dirigeants se mobilisent fermement. Autrement, le monde ne pourra apporter à nos citoyens ce qu'ils attendent et à quoi ils ont droit. Mais à notre grand malheur, le monde a récemment été témoin d'une crise politique dont les conséquences peuvent être observées dans presque tous les aspects des relations mondiales. La fragmentation et les approches nationales restent des facteurs dominants du comportement des principaux acteurs internationaux. Plutôt que de nous unir pour prendre des mesures concrètes, nous ne partageons le plus souvent que nos préoccupations communes. Un parcours axé sur une vision et un engagement clairs, la qualité et la continuité, l'efficacité, la coopération et la solidarité, la détermination et la responsabilité est le seul qui puisse nous permettre de traiter nos problèmes mondiaux croissants, de la pandémie et des changements climatiques à la famine, aux migrations, aux violations des droits de l'homme et aux crises humanitaires. Les États Membres pourront toujours compter sur le Monténégro en tant que partenaire ouvert et fiable dans ce parcours.

Le thème du débat de cette année porte sur l'idée généralement acceptée que la compréhension et le traitement adéquat des conséquences multidimensionnelles de la pandémie, en vue de bâtir un avenir durable, auront une influence majeure sur les actions et les comportements futurs des États et autres acteurs internationaux. Il est clair que la revitalisation du multilatéralisme et de l'ONU est absolument cruciale. Une avancée à cet égard, dont nous nous félicitons vivement, est l'initiative du Secrétaire général visant à répondre aux urgences sanitaires et à lutter contre les conséquences socioéconomiques de la pandémie en créant le fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement et le Plan de réponse humanitaire global COVID-19. Notre action doit être unie et accessible à tous.

La pandémie de COVID-19 est la plus grave crise que le monde ait connue depuis la création de cette organisation mondiale. Néanmoins, en adoptant une approche réfléchie et responsable, nous pouvons retenir des enseignements de toutes les crises. L'enseignement

du moment est un avertissement haut et fort montrant à quel point il est important de s'unir et de faire preuve de solidarité internationale dans la recherche de solutions mondiales. Il semble que le monde se trouve à un tournant. Nous pouvons choisir d'accentuer l'isolationnisme et l'érosion de la confiance, tolérer la montée de la xénophobie, du nationalisme et des idées d'extrême-droite, ignorer les avertissements alarmants concernant l'état de l'environnement et accepter en silence l'aggravation des inégalités dans tous les domaines, ou nous pouvons réaliser une percée en vue de bâtir un avenir plus sûr et meilleur pour tous, en nous engageant dans la voie de *Notre Programme commun (A/75/982)* – pour l'humanité, pour la planète, pour la prospérité et pour la paix, comme l'a souligné le Secrétaire général, M. Guterres. Cela signifie que nous devons choisir un avenir basé sur les valeurs les plus nobles que sont l'égalité, la justice, la responsabilité et la solidarité, et non sur des idéologies rétrogrades, l'égoïsme et le populisme de bas étage.

Nous ne pouvons certainement pas considérer que nous sommes face à un dilemme entre ces deux options. Nous, dirigeants et citoyens, avons une occasion unique d'utiliser la crise actuelle pour bâtir un monde plus vert, plus juste et plus durable. Cette mission exigera de mettre en place un multilatéralisme efficace et renforcé, de placer la rhétorique en retrait et d'élargir la marge de manœuvre. Pour venir à bout des divisions géostratégiques existantes et des relations internationales dysfonctionnelles, nous devons adopter une nouvelle vision du monde au sein de nos États et renouveler le pacte mondial entre eux. Notre relèvement après la pandémie et la revitalisation du multilatéralisme doivent être basés sur une mondialisation équitable, le respect des droits de l'homme et de la dignité de tous, la protection de l'environnement et une attitude responsable à l'égard de la nature, et les résultats obtenus doivent être mesurés par des paramètres humains, et pas simplement économiques. Nous ne devons pas œuvrer à une paix qui n'est rien d'autre que l'absence de guerre, et nous ne devons pas œuvrer au développement en ne pensant qu'au profit. Nous devons bâtir la paix et le progrès en réalisant les normes démocratiques et la qualité de vie les plus élevées pour tous, pour les générations actuelles et futures.

Le renforcement de l'approche multilatérale doit s'effectuer en parallèle de nos efforts visant à renforcer la coopération dans le domaine numérique, en particulier maintenant que nous sommes témoins de l'influence de la technologie sur le relèvement post-crise et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Le

Monténégro continuera d'appuyer les efforts visant à mettre en œuvre le programme de réforme au sein des structures de développement et de gestion, ainsi que des organes qui s'emploient à préserver la paix et la stabilité et à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous sommes convaincus que nous ne pouvons améliorer et assouplir le fonctionnement de l'Organisation qu'en menant ces efforts essentiels de réorganisation.

Par son appui à l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, le Monténégro a montré une fois de plus son attachement politique aux mandats des opérations de paix et à leur mise en œuvre effective, en particulier en ce qui concerne la protection des civils. Nous demeurons déterminés à contribuer, dans la mesure de nos capacités, à la préservation et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à élargir notre participation aux missions humanitaires et de maintien de la paix des Nations Unies. En raison de la détérioration évidente du climat général de paix internationale, de la modernisation des systèmes d'armes et de l'effondrement de certains des instruments stratégiques les plus importants dans ce domaine, l'architecture internationale de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements subit de fortes pressions. C'est un problème sur lequel le Monténégro, en tant que membre responsable de l'ONU et de l'OTAN, souhaite attirer l'attention. L'appui à la mise en œuvre, au renforcement et au perfectionnement des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements doit être un impératif pour nous tous.

Le Monténégro continuera également de s'employer à intégrer la perspective des droits de l'homme et des questions de genre dans tous les aspects des travaux de l'ONU, en défendant le caractère universel du droit international des droits de l'homme et l'indépendance du système de protection des droits de l'homme. En tant que candidat qui a une véritable chance de devenir membre du Conseil des droits de l'homme, nous promouvons des programmes rationalisés et le renforcement de la synergie entre Genève et New York. C'est le seul moyen de veiller à ce que nous puissions réagir en temps voulu et prévenir les violations massives qui ont choqué l'opinion publique mondiale à maintes reprises. Tant que ce ne sera pas le cas, nous continuerons de réagir presque systématiquement après les faits, et donc de consacrer nos ressources principalement à la désescalade et à la lutte contre les crises humanitaires au lieu de les gérer et de les prévenir.

C'est dans cette optique que nous devons également prendre en compte la détérioration évidente de la situation sécuritaire et humanitaire, alors que nous nous préparons à l'arrivée potentielle d'une nouvelle vague de migrants encore plus importante, qui aura sans aucun doute des répercussions régionales et mondiales. Nous appelons à prendre des mesures à l'échelle mondiale pour lutter contre la crise des réfugiés et des migrants. Nous devons partager la responsabilité à cet égard, comme nous l'envisageons dans les accords mondiaux que nous avons adoptés sur la question des réfugiés et des migrants. Nous devons rechercher ensemble des solutions et fournir une aide aux pays de destination et d'origine. Le Monténégro est la seule république de l'ex-Yougoslavie qui n'a pas été touchée par la guerre sur son territoire durant les conflits des années 90. Nous avons accueilli plus de 100 000 réfugiés et personnes déplacées à l'époque, soit plus de 20 % de la population de notre pays. En tant que Membre de l'ONU, nous avons du mal à comprendre et à accepter une approche qui ne serait pas fondée sur la solidarité et l'aide aux plus vulnérables.

La crise climatique et environnementale s'aggrave. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a récemment présenté des conclusions très inquiétantes à Genève concernant la situation mondiale des droits de l'homme dans le contexte des problèmes environnementaux, affirmant que les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité représenteront de loin la principale menace aux droits de l'homme de notre époque. Elle a clairement identifié l'activité humaine comme un facteur, et l'absence d'action appropriée, comme un autre. La pleine mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Accord de Paris est cruciale pour un meilleur relèvement après la pandémie et pour une préparation mondiale contre de futurs chocs systémiques. C'est pourquoi il est particulièrement important que, dans le cadre des préparatifs du Sommet mondial sur le climat et de la session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques prévue à Glasgow en novembre de cette année, tous les pays fassent preuve d'un supplément d'ambition pour la réalisation de leurs objectifs à long terme en termes de réduction du réchauffement planétaire. Bien que la part du Monténégro dans les émissions mondiales soit minuscule, nous avons revu nos objectifs à la hausse, en décembre 2020, affirmant ainsi notre détermination ferme et constante à lutter de manière adéquate contre les problèmes climatiques. Nous escomptons que des activités supplémentaires

au niveau national nous permettront de faire des avancées nouvelles et plus ambitieuses. C'est la raison pour laquelle il est exceptionnellement important d'intégrer les composantes d'action qui seront basées sur les droits de l'homme à la fois quand de nouveaux objectifs climatiques seront fixés et quand un nouveau cadre mondial pour la biodiversité aura été défini.

Cette année, le Monténégro a célébré le quinzième anniversaire du rétablissement de son indépendance et le moment où le drapeau monténégrin a été hissé pour la première fois au-dessus de l'East River à New York. Nous avons parcouru un chemin éprouvant depuis notre admission dans la famille des Nations Unies – reconnaissance la plus large de notre indépendance rétablie –, depuis notre positionnement dans le hall principal de l'ONU et avec nos principaux partenaires de politique étrangère, jusqu'à la visibilité, la reconnaissance et l'affirmation que nous avons maintenant et qui dépassent largement la taille physique de notre pays. Le chemin n'a pas été facile, en particulier dans les Balkans, région qui porte le fardeau de son passé et qui reste un endroit où les influences contraires s'affrontent et où les intérêts géostratégiques sont concurrents. C'est toujours une préoccupation pour divers acteurs internationaux, mais elle ne suscite pas toujours l'attention nécessaire en temps voulu.

Les défis et les menaces touchant la démocratie multiethnique dans les Balkans ne sont pas amoindris. Les Balkans occidentaux sont de nouveau un champ de bataille pour des intérêts géopolitiques contraires, d'où il résulte un ralentissement de l'intégration des sociétés des Balkans occidentaux dans leur contexte européen naturel, minant la confiance des gens dans les valeurs européennes et par conséquent leur adoption de ces valeurs. Cette confusion entrave et ralentit encore le développement de cette région européenne, mais elle ouvre aussi la porte à un retour des théories destructrices selon quoi, parce qu'elle a du retard, cette région ne peut pas survivre comme communauté multiethnique et multiconfessionnelle, et ses États ne peuvent pas être fonctionnels. Cette thèse fabriquée de toutes pièces vise la Bosnie-Herzégovine en particulier, mais aussi les pays plus petits de la région. Le but en est de justifier la remise en place des projets nationalistes d'un grand État qui, dans les années 90, ont mené à la guerre dans les Balkans occidentaux et fait près de 150 000 morts.

Toutefois, notre détermination à lutter contre ces idées rétrogrades et dangereuses n'a pas faibli, et donc, aujourd'hui, de cette tribune, le Monténégro avertit du

danger renouvelé de voir les Balkans occidentaux déstabilisés, et leurs perspectives européennes, réduites. Le Monténégro continue d'œuvrer à l'édification d'un avenir meilleur pour ses citoyens, fondé sur l'égalité et la non-discrimination. Nous avons noué des relations de confiance et de coopération avec tous nos voisins. Comme les plus hauts responsables de notre pays hôte le disaient à l'époque, le Monténégro était une oasis de paix dans les Balkans pendant la guerre des années 90. En tant que contributeur de la sécurité régionale, nous avons rejoint l'OTAN et sommes devenus un chef de file dans le processus d'intégration européenne. En dépit de ses nombreux problèmes, le Monténégro reste déterminé à défendre une démocratie civique, inclusive, multiethnique et européenne et à être la preuve qu'une démocratie multiethnique est possible dans les Balkans et constitue la seule vraie garantie de prospérité.

Le Monténégro demeurera loyal à ces politiques et fortement attaché aux valeurs du multilatéralisme, à une coopération ouverte et amicale, à une consolidation démocratique accrue et au renforcement de l'état de droit. Entre autres choses, cela aidera à renforcer notre partenariat avec l'Organisation.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Monténégro de l'allocution qu'il vient de prononcer.

S. E. M. Milo Đukanović, Président du Monténégro, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie

Le Président par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Namibie.

M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Geingob (parle en anglais) :
La Namibie se joint aux autres États Membres pour féliciter le Président de son élection à la tête de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session, convoquée sur

le thème « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ». Nous tenons également à saluer le Secrétaire général António Guterres pour sa déclaration profonde et émouvante (voir A/76/PV.3), où il a mis en exergue les nombreux problèmes qui se posent au monde, tout en implorant les dirigeants mondiaux d'agir maintenant pour régler ces problèmes. Nous avons parfaitement entendu son cri d'alarme.

Pour la deuxième année d'affilée, le monde se trouve submergé par le sombre nuage de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui continue de faire des milliers de morts chaque jour. Il y a toutefois une lumière au bout du tunnel. Les efforts mondiaux pour mettre au point des vaccins sont une victoire scientifique et une illustration de l'ingéniosité humaine. En à peine moins d'un an, l'inattendu est survenu. Plusieurs vaccins différents ont été mis à l'essai et produits pour des millions de personnes dans le monde. Malheureusement, le déploiement mondial des vaccins n'a pas été imperméable au fléau des inégalités. L'apartheid vaccinal a donné lieu à d'importantes disparités en termes de déploiement et de disponibilité de vaccins, ce qui fait que beaucoup de gens, dans les pays en développement, ont été laissés de côté. Il est regrettable que nous soyons dans une situation où, dans certains pays, les citoyens reçoivent des injections de rappel, tandis que, dans d'autres, beaucoup attendent encore leur première dose. Gardons à l'esprit que personne n'est en sécurité tant que nous ne sommes pas tous en sécurité.

La COVID-19 touche les pays plus pauvres de façon plus aiguë et plus inégale. Aux prises avec des dettes élevées et sans accès à la finance, les pays en développement ont du mal à atténuer les graves effets de la crise. Cependant, la Namibie entend mettre en œuvre des approches novatrices pour un développement économique durable dans cette période incertaine de pandémie et de changements climatiques. Compte tenu de nos ressources renouvelables comme les énergies solaire et éolienne, et compte tenu aussi de l'océan, la Namibie a décidé de donner la priorité au développement d'économies verte et bleue. Nous sommes également bien placés, du fait de notre adhésion récente au Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable, pour concevoir et défendre une économie bleue durable, qui fera croître notre base économique et créera des emplois très nécessaires, tout en luttant contre les changements climatiques. En outre, la Namibie fait

des progrès en matière d'incubation d'actifs énergétiques renouvelables sous la forme d'hydrogène vert et d'ammoniac dans le cadre de son régime énergétique, afin de nous permettre d'agir dans l'intérêt supérieur de notre planète et de ses habitants.

L'Afrique a fait beaucoup de chemin depuis l'époque de la première vague de dirigeants africains qui ont ouvert la voie vers l'indépendance. Leur personnalité extraordinaire nous a obligés à nous battre pour notre indépendance. Cette première vague a été suivie d'une deuxième qui a dû faire face aux complications causées par la guerre froide, aux États à parti unique et aux coups d'État militaires. Après la période de conflit mondial qui a pris la forme de la guerre froide, une troisième vague de dirigeants africains a inauguré une ère caractérisée par des élections démocratiques et la limitation du nombre de mandats successifs. La première vague de dirigeants africains correspond à nos pères fondateurs. La deuxième a dû faire face aux complications de la guerre froide, et la troisième est celle des dirigeants actuellement au pouvoir, qui sont issus d'élections régulières et respectent la limitation du nombre de mandats successifs. Cependant, bien que nous ayons récemment essuyé des revers dans deux pays, contrairement au passé, où d'autres disaient aux Africains ce qu'ils devaient faire, ce sont les Africains, au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union africaine, qui ont pris des décisions à ce sujet, en ostracisant les dirigeants en question et en exigeant le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Voilà la nouvelle Afrique à laquelle nous croyons aujourd'hui, une nouvelle Afrique qui croit en l'ordre constitutionnel.

La Namibie est convaincue qu'il n'y a pas de place pour la discrimination dans ce monde, quelle qu'elle soit. À cet égard, nous demeurons attachés à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, qui incarnent notre ferme détermination en tant que communauté internationale à libérer le monde des fléaux que sont le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, aux niveaux national, régional et international.

La question de Palestine, qui en est à sa soixante-treizième année depuis la Nakba, n'est toujours pas résolue. Sur cette question cruciale, la Namibie souhaite insister sur la déclaration du Secrétaire général, qui dit explicitement que les dirigeants des deux parties doivent reprendre un dialogue constructif, en reconnaissant que la solution des deux États est la seule voie pouvant conduire à une paix juste et globale. De même,

après presque 50 ans, le peuple du Sahara occidental attend toujours d'exercer son droit à la liberté et à l'indépendance. La Namibie se félicite de la nomination par le Secrétaire général de M. Alexander Ivanko au poste de Représentant spécial pour le Sahara occidental. Nous espérons qu'il consacrera toute son attention à cette question afin de permettre au peuple du Sahara occidental d'exercer sans plus tarder son droit à l'autodétermination.

Dans le même ordre d'idées, conformément aux résolutions adoptées à l'unanimité par l'Assemblée générale, nous demandons la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis. Le peuple cubain mérite de réaliser ses aspirations au développement et d'accéder à la liberté économique. Nous demandons au Président Biden, membre inestimable du Gouvernement du Président Obama qui a cherché à rapprocher Washington et La Havane, de raviver l'esprit de respect et de paix entre les États-Unis et Cuba que le Président Obama avait cultivé.

En tant que membre du Comité des dix chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, la Namibie est engagée dans la réforme du Conseil de sécurité. Nous appelons par conséquent tous les pays à soutenir cette réforme, conformément au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte.

Alors que nous continuons de reconstruire en mieux, nous avons la responsabilité collective de garantir la participation des femmes à tous les niveaux de la gouvernance et de l'activité économique, en tant que symbole de liberté et d'égalité dans la société. La Namibie estime que la participation et la représentation des femmes sont essentielles au développement équitable et durable. Nous continuons donc de plaider en faveur d'une plus grande égalité des genres dans le monde et nous nous sommes fixé comme défi de montrer l'exemple dans nos politiques, programmes et mesures. Nous sommes également conscients du fait que les jeunes sont l'épine dorsale du village planétaire et les gardiens des clefs de l'avenir de l'humanité. La Namibie reste ainsi déterminée à soutenir le développement des jeunes et à promouvoir une plus grande participation des jeunes dans tous les secteurs de la société, car ils ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion de la paix et du développement dans le monde. Pour illustrer notre engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes, ma délégation comprend deux jeunes femmes de moins de 30 ans, dont l'une n'a que 25 ans, qui sont toutes deux Vice-Ministres. Avec leurs pairs, elles représentent l'avenir.

M. Carazo (Costa Rica), Vice-Président, assume la présidence.

Nous traversons l'une des périodes les plus critiques de l'histoire de l'humanité. La paix mondiale, la dignité humaine et l'avenir de notre village planétaire sont en jeu. Alors que nous nous réunissons dans ce parlement mondial de l'humanité, nous sommes appelés par les citoyens du monde entier à définir une voie collective qui nous permettra de nous remettre des ravages causés par la COVID-19 et de tracer la voie menant à un avenir plus radieux. Bien que la tâche puisse paraître insurmontable, nous parviendrons à nos fins en unissant nos efforts. Là où règne l'unité se trouve l'espoir de vaincre la COVID-19. Là où règne l'unité, les populations peuvent reconstruire durablement. Là où règne l'unité, nous pouvons répondre aux besoins de la planète et respecter les droits de tous. En effet, forts de notre unité, nous revitaliserons l'ONU en la transformant en un bastion de la démocratie mondiale qui sauvera le monde du fléau de la guerre et réaffirmera la foi dans les droits humains fondamentaux, la dignité et la valeur de chaque être humain sur cette planète.

Je dis toujours une Namibie, une nation. Je dis une Afrique, un continent. Je dis un monde, un univers.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Namibie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Macédoine du Nord.

M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Pendarovski (parle en macédonien ; interprétation en anglais assurée par la délégation) : C'est pour moi un honneur et un privilège de prendre la parole devant cette assemblée pour la première fois au nom de la République de Macédoine du Nord. Le fait que la plupart des dirigeants soient ici en personne aujourd'hui, au lieu de s'adresser à l'Assemblée au moyen de messages vidéo, montre que le début de la fin de la pandémie est en vue.

Depuis près de deux ans, presque tous les pays du monde ont été durement frappés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Confrontée à une situation sans précédent, l'humanité s'est rassemblée et a mobilisé toutes ses capacités pour atténuer les conséquences de la pandémie et préparer l'après-COVID. Même si les disparités entre les pays les plus développés et tous les autres ont été de nouveau exposées au grand jour, nous avons été témoins d'un grand nombre de cas exemplaires de solidarité et d'humanité dans le monde entier. Bien que le chemin à parcourir soit encore long, nous pouvons enfin voir la lumière au bout du tunnel et nous tourner de nouveau vers l'avenir. Nous devons donc appuyer les nouvelles idées et initiatives telles que le projet Build Back Better World du Groupe des Sept, un partenariat en matière d'infrastructures visant à aider les pays en développement qui ont été durement touchés par la COVID-19.

Comme pour tout autre terrible fléau dans l'histoire de l'humanité, nous devons tirer les enseignements de cette pandémie. Il est indéniable que la plupart des défis auxquels est confrontée l'humanité, et pas seulement la COVID-19, ne s'arrêtent pas aux frontières nationales et ne font pas de distinction entre les pays, les religions ou les idéologies. Ce n'est que grâce à plus d'empathie, de coopération et de solidarité que nous pourrions relever les défis mondiaux, que ce soit en matière de sécurité, de santé ou de changements climatiques. La réalité est que notre monde actuel est loin d'être un endroit sûr. Les conflits à travers le monde, qu'ils soient ouverts ou gelés, ainsi que le terrorisme et les menaces hybrides continuent de perturber notre paix et nos modes de vie. Ils continuent de mettre en péril les droits de l'homme et les libertés, et provoquent des catastrophes humanitaires et des flux de réfugiés.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'évolution de la situation en Afghanistan. Nous partageons les inquiétudes de nombreux dirigeants, dont le Secrétaire général, qui a attiré l'attention sur le fait que le monde est confronté à une nouvelle crise humanitaire

et a appelé à l'entraide, à des efforts concertés et à la solidarité. Guidé par un sentiment d'obligation morale et de solidarité, mon pays, la Macédoine du Nord, a immédiatement annoncé qu'il était prêt à accueillir un grand nombre de réfugiés afghans, en particulier les personnes qui font partie des catégories les plus vulnérables ou qui ont travaillé pour des organismes des Nations Unies en Afghanistan pendant de nombreuses années. Des centaines d'entre elles ont déjà reçu l'asile, et vivent dans de conditions dignes. Un bébé est né dans un hôpital local immédiatement après l'atterrissage du premier avion transportant des réfugiés afghans à l'aéroport de Skopje. Il s'agit d'un symbole d'espoir et la preuve que la vie triomphe toujours. Nous sommes prêts à contribuer aux efforts de la communauté internationale pour garantir une vie meilleure aux personnes touchées par le chaos militaire et la destruction. Les derniers événements survenus en Afghanistan n'ont fait qu'accentuer les menaces existantes de terrorisme et d'extrémisme violent. Nous devons continuer à joindre nos efforts pour nous attaquer aux causes profondes du terrorisme en appliquant une approche multidimensionnelle. Nous devons renforcer nos efforts aux niveaux national, régional et sous l'égide de l'ONU pour trouver des solutions et des mécanismes afin de combattre ce mal.

Le multilatéralisme, avec l'ONU jouant un rôle central et en tant que symbole universel, doit être l'élément moteur pour le renforcement des instruments et des méthodes permettant de garantir la sécurité, la démocratie, la liberté, les droits de l'homme, le développement durable et la prospérité pour tous. Nous devons revitaliser un multilatéralisme efficace et inclusif qui nous donne le sentiment de forger collectivement notre destin. À cet égard, je tiens en particulier à attirer l'attention sur les efforts déployés par le Secrétaire général, comme en témoigne son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), qui réaffirme les valeurs fondamentales de l'Organisation et contient des propositions concrètes pour une ONU plus efficace, fondée sur un multilatéralisme inclusif. Nous saluons également les activités de l'Alliance pour le multilatéralisme, lancée par l'Allemagne et la France, que nous considérons comme une plateforme utile qui pourrait donner un nouvel élan à une coopération internationale renforcée. Dans l'esprit du multilatéralisme, la Macédoine du Nord continuera de s'acquitter de ses obligations internationales et d'appuyer l'action de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques publiques portant sur des questions d'importance mondiale.

Il est bien connu que chaque crise représente également une nouvelle chance. La COVID-19 doit nous inciter à repenser notre attitude face aux différents aspects de la vie. La santé publique, l'éducation et la science méritent beaucoup plus d'attention si nous voulons que leur développement soit systématique, intégral et durable. Pour faire face aux problèmes complexes et interdépendants de cette nouvelle ère, nous devons renforcer et approfondir nos partenariats et notre solidarité, non seulement pour mieux faire face à leurs conséquences, restructurer les économies et continuer à nous développer, mais aussi pour changer les mentalités qui nous freinent et entravent le progrès. Cependant, la dignité humaine doit être au centre de nos efforts, aux niveaux national et international. L'élimination de la pauvreté n'est qu'un point de départ pour garantir les droits élémentaires et satisfaire les besoins élémentaires de tous, et pour ce faire, il est impératif que les nouvelles générations soient élevées dans un esprit de plus grande solidarité et de moins d'inégalités. Il nous faut des dirigeants éclairés et tenus de rendre compte de leur action à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières pour atteindre ces nobles objectifs. Nous ne devons pas fuir nos responsabilités. Nous devons tirer les leçons de nos erreurs et perceptions erronées, qui sont dues parfois à notre réticence à sortir de nos zones de confort, et faire preuve de plus de courage et d'initiative.

En outre, il est absolument essentiel d'écouter et de prendre en compte différentes opinions lorsque nous prenons des décisions. Nous ne devons ménager aucune ressource ni aucun effort pour garantir l'autonomisation structurelle des femmes, avec pour objectif ultime de parvenir à une pleine égalité des genres dans tous les domaines de la société, qu'il s'agisse de l'entrepreneuriat, de la sécurité, de l'éducation ou de la politique étrangère. Dans ce contexte, nous devons lancer un débat sur la démocratie, qui est menacée à l'échelle mondiale, et continuer d'investir activement dans les valeurs démocratiques tout en décourageant les tendances autoritaires, la corruption de haut niveau et les atteintes systématiques aux droits de l'homme. En tant que Président d'un pays qui a connu un système de gouvernance différent, j'ai soutenu dès le début l'idée proposée par le Président Biden d'organiser un sommet pour la démocratie en décembre. Si nous voulons préserver la supériorité morale de la démocratie vis-à-vis d'autres modèles de gouvernance politique, nous devons investir dans la démocratie, en particulier auprès des jeunes générations. Il est important que les jeunes apprennent de nos échecs, qui sont souvent

motivés par de bonnes intentions. Dans la pratique, le vieil adage selon lequel nous empruntons cette Terre à nos enfants signifie qu'il faut créer un espace pour leurs contributions, leur liberté et leur créativité. L'éducation universelle, accessible à tous, en tant que fondement du développement personnel, préparera nos jeunes à faire face plus facilement aux défis d'aujourd'hui et fera du monde un endroit plus digne.

Un large consensus international est en train de se dégager sur le fait que le plus grand défi de notre époque concerne probablement les changements climatiques, dont nous sommes témoins chaque jour, avec une intensité variable et sous différentes formes. Bien que nous ressentions les effets des changements climatiques dans notre vie quotidienne et que nous soyons de plus en plus conscients de la nécessité de les atténuer, il semble que nous ayons malheureusement du mal à mobiliser nos forces pour lutter contre cette menace. Nous avons été témoins de scènes horribles dans le monde entier : les terribles inondations ici à New York et en Europe occidentale, et la série d'incendies mortels en Europe du Sud-Est et en Méditerranée qui ont entraîné des pertes en vies humaines et d'énormes souffrances. Réaffirmant ses engagements passés, la Macédoine du Nord reste attachée à l'Accord de Paris, tout en augmentant sa contribution nationale qui a été incorporée dans le droit et les politiques internes ainsi que dans les mesures réglementaires. Nous nous réjouissons à la perspective de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, et nous attendons beaucoup de cette conférence. Nous considérons qu'il s'agit d'une étape cruciale dans les efforts communs que nous déployons pour remettre en état la seule maison que nous ayons, à savoir notre planète Terre.

Je voudrais à présent mettre de côté les questions et dilemmes mondiaux pour aborder les questions et dilemmes régionaux et nationaux, et dire que les aspirations à l'intégration européenne des Balkans occidentaux se heurtent à de sérieux obstacles. L'impasse dans laquelle se trouve actuellement ce processus déçoit nos citoyens et continue d'entamer leur enthousiasme à l'idée d'un changement positif. La situation actuelle est également la porte ouverte à la concurrence géopolitique, mais aussi à différents modèles de gouvernance, ce qui rend plus difficile la mise en œuvre des réformes démocratiques qui sont indispensables aux perspectives de stabilité et de prospérité de la région. Il est grand temps de repenser la phase actuelle du plus grand projet

continental depuis la Seconde Guerre mondiale, l'idée d'une Europe unie, libre et pacifique. L'état actuel de l'intégration européenne dans la région est-il conforme à la vision conçue par les pères fondateurs de l'Europe il y a plusieurs décennies ? Si nous tenons à ce que les Balkans occidentaux, maillon important de la stabilité et de la sécurité continentales et transcontinentales, soient stables et prospères, nous devons reconnaître qu'il est urgent que le processus d'intégration européenne fasse un grand pas en avant.

Petit pays d'Europe du Sud-Est, la Macédoine du Nord a prouvé sa capacité, avec la Grèce et grâce à la médiation de l'ONU, de régler les problèmes les plus complexes, tels que ce que l'on a appelé la « question du nom », contribuant ainsi à renforcer la stabilité de la région. Les effets de l'Accord de Prespa, qui est maintenant mis en œuvre de bonne foi, profiteront à nos deux pays et à toute la région. Parallèlement, nous sommes prêts à engager un dialogue constructif avec l'un de nos autres voisins, la Bulgarie, afin de garantir la mise en œuvre intégrale de notre traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage. Nous continuons de renforcer notre stabilité interne et notre développement en tant que société multiethnique fonctionnelle, fondée sur les principes de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme. Nous sommes en effet conscients que la meilleure contribution que nous puissions apporter à la stabilité et à la prospérité au sens large, c'est de faire respecter ces valeurs dans notre pays, pour nos citoyens.

Pour terminer, je voudrais souligner que les messages que nous envoyons cette semaine depuis New York ne doivent pas rester de simples mots. Si nous ne prenons pas de décisions concrètes aujourd'hui, nous ne construirons pas un avenir meilleur. Nous avons une occasion et une responsabilité singulières, en tant que génération de dirigeants qui guident leurs pays alors qu'ils sont confrontés à leurs plus grands défis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de prendre des mesures pour créer un monde plus pacifique et plus juste, dans lequel la foi en l'humanisme, la liberté et la solidarité et le respect de la dignité humaine seront restaurés.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Macédoine du Nord de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Stevo Pendarovski, Président de la République de Macédoine du Nord, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

**Allocution de M. Lionel Rouwen Aingimea,
Président de la République de Nauru**

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Nauru, qui va présenter l'allocution du Président de la République de Nauru.

M^{me} Deiyé (Nauru) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Lionel Rouwen Aingimea, Président de la République de Nauru.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Nauru.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe IV et voir A/76/332/Add.5).

**Allocution de M. Emmerson Dambudzo
Mnangagwa, Président de la République du
Zimbabwe**

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Zimbabwe, qui va présenter l'allocution du Président de la République du Zimbabwe.

M. Chimbindi (Zimbabwe) (*parle en anglais*) : J'ai l'insigne honneur et le privilège de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe, à l'occasion de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Zimbabwe.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe V et voir A/76/332/Add.5).

**Allocution de M. Mahamat Idriss Déby Itno,
Président du Conseil militaire de transition,
Président de la République du Tchad, Chef de l'État
du Tchad, Chef de l'État**

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je donne la parole à la représentante du Tchad, qui va présenter l'allocution du Président du Conseil militaire de transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'État du Tchad, Chef de l'État.

M^{me} Baroud (Tchad) : J'ai l'honneur de présenter une déclaration préenregistrée de S. E. M. Mahamat Idriss Déby Itno, Président du Conseil militaire de transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'État du Tchad, Chef de l'État.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Conseil militaire de transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'État du Tchad, Chef de l'État.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe VI et voir A/76/332/Add.5).

**Allocution de M. Azali Assoumani, Président de
l'Union des Comores**

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Union des Comores.

M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Assoumani : Je voudrais tout d'abord exprimer aux autorités américaines nos vifs et sincères remerciements pour l'accueil chaleureux qu'elles nous réservent chaque fois que nous arrivons dans cette belle ville de New York pour prendre part à ce grand rendez-vous annuel. J'exprime notre sincère sympathie au peuple américain, qui commémore en ce mois de septembre 2021 le vingtième anniversaire des attentats lâches de septembre 2001, et je m'associe à l'hommage rendu aux victimes de cette barbarie.

Je voudrais ensuite joindre ma voix à celles des éminentes personnalités qui m'ont précédé à cette tribune afin d'adresser mes chaleureuses félicitations à S. E. M. Abdulla Shahid pour sa brillante élection à la présidence de cette soixante-seizième session ordinaire de l'Assemblée générale. Ma délégation et moi-même sommes convaincus que ses qualités humaines et professionnelles pourront, dans le cadre de la présente session, être mises à profit pour le succès de nos travaux. Qu'il me soit permis également de saisir cette heureuse

occasion pour rendre un hommage mérité à son prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé les travaux de la soixante-quinzième session et s'est acquitté de sa noble charge. J'adresse enfin, au nom de mon pays et de ma délégation, nos très sincères félicitations à S. E. M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour sa brillante réélection pour un nouveau mandat. Je voudrais lui dire également toute notre appréciation et notre reconnaissance pour son investissement soutenu, ainsi que celui de l'ensemble de ses équipes, en vue de servir l'ONU, une organisation confrontée à des défis qui rendent son action de plus en plus ardue, mais toujours indispensable.

Cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale se tient à un moment particulièrement crucial de l'histoire en marche du monde et de l'Organisation. Elle se tient alors que l'ensemble des nations déploient leurs meilleurs efforts pour maîtriser et vaincre la maladie à coronavirus (COVID-19) et ses variants qui, depuis bientôt deux ans, ont mis à genoux tous les peuples du monde. Je salue, au nom de ma délégation, les élans de solidarité salutaires qui ont permis d'éviter le pire. En effet, après le choc des premiers jours et semaines, la solidarité humaine a établi et posé les bases d'une lutte qui, peu à peu, nous a aidés à reprendre graduellement le contrôle des événements. À cet égard, l'Union des Comores salue le travail efficace des femmes et hommes, savants, chercheurs et experts, et des laboratoires pour leur investissement dans la recherche et la production de vaccins contre ce virus et qui, finalement, ont réussi à redonner espoir au monde. Bien sûr, nous ne saurions oublier les sacrifices consentis par ces milliers de femmes et d'hommes et de personnels soignants, toutes catégories confondues, qui, en première ligne de la bataille et au péril de leur vie, ont su trouver, dans chacun de nos pays, le courage et la force de braver la tempête de cet ennemi mortel. À toutes et à tous, et à chacun d'eux, un grand bravo et infiniment merci.

La pandémie de COVID-19 a dévasté les économies du monde et renversé les équilibres posés depuis des siècles par les États, les nations et les peuples. Elle nous a forcés et nous a appris à vivre autrement, différemment. Nous vivons depuis novembre 2019, date de son apparition dans le monde, une crise sans précédent, une véritable guerre mondiale. La pandémie a ralenti le cours de la vie, creusé davantage le fossé entre riches et pauvres, accéléré les inégalités et perturbé les équilibres de nos économies nationales. Aucune nation n'a été épargnée.

La pandémie a également révélé l'ampleur de l'écart technologique entre les pays et nous a montré l'importance des nouvelles technologies de l'information et des communications et la nécessité d'agir en urgence pour réduire ce fossé. De même, les inégalités observées dans l'accès aux vaccins soulignent la nécessité d'agir pour ancrer cet esprit de solidarité et rappellent le rôle primordial du multilatéralisme. Voilà pourquoi c'est tous ensemble, dans une solidarité plus forte et qui accorde toute sa place au vrai sens du multilatéralisme, que nous devons agir pour reconstruire le monde et sauver les nations et les peuples. C'est en intégrant la dimension de cette réalité que nous réussirons les travaux de cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale et ceux des autres grandes rencontres internationales, notamment le prochain Sommet mondial de l'alimentation, la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

Le thème de notre session touche à la réforme de l'Organisation, qui représente ce que nous avons tous de mieux à offrir au monde dans notre quête permanente d'une paix et d'une sécurité durables. Cette session nous offre ainsi une occasion de procéder à une évaluation des performances de l'Organisation en vue de garantir une meilleure représentation des pays en développement, et notamment ceux du continent africain qui, rappelons-le, renferment à la fois des zones de croissance économique dynamiques, mais aussi des conflits, parfois sanglants, qui retardent le développement et le bien-être de leurs peuples. La communauté des nations que nous sommes a le devoir de se préoccuper des problèmes qui, s'ils ne sont pas résolus, feront perdre à l'Organisation sa crédibilité, notamment ceux liés à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des États.

Je réitère ainsi, au nom de mon gouvernement, du peuple comorien et de ma délégation, la nécessité impérieuse d'une solution rapide, juste et équitable à la question de Palestine, une solution qui consacre le droit du peuple palestinien de disposer d'un État souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant en harmonie et en parfaite sécurité avec l'État d'Israël. Je comprends la position de certains pays frères du monde arabe, qui ont renoué des relations avec l'État d'Israël. Il appartient à l'État d'Israël de prendre la mesure de ces initiatives audacieuses et d'en tenir compte, dans l'intérêt de tous.

Par ailleurs, dans la perspective d'un règlement durable de la question du Sahara marocain, qui préoccupe au plus haut point mon gouvernement, je tiens à exprimer ici nos encouragements aux efforts engagés par le Royaume du Maroc. Nous espérons qu'ils aboutiront à la solution qui permettra à ce pays frère de recouvrer son autonomie et son intégrité territoriale sur cette province marocaine. Mon gouvernement salue toute initiative qui contribuera à assurer la paix dans cette région et encourage fortement le dialogue entre nos deux pays frères que sont le Royaume du Maroc et la République algérienne démocratique et populaire.

Dans le même chapitre relatif à la souveraineté, l'Union des Comores réitère sa position concernant la nécessité pour la République populaire de Chine de recouvrer son intégrité sur la province chinoise de Taiwan.

S'agissant du différend territorial franco-comorien relatif à la question de l'île comorienne de Mayotte, ce dossier a été marqué ces dernières années par une volonté des deux parties, les Comores et la France, de capitaliser sur les acquis de notre passé commun tout en maintenant un dialogue franc et constructif en vue d'aboutir, sur la base d'un esprit apaisé, à une solution définitive et respectueuse du droit international, dans l'intérêt des deux pays.

Les foyers de tension, qui mettent à mal la paix dans diverses régions du monde, devenues des terreaux fertiles pour l'éclosion du terrorisme international comme au Sahel, et plus récemment en Afrique australe et dans la zone de l'océan Indien, ne doivent pas nous laisser indifférents. La situation en Afghanistan nous interpelle également, et je tiens à renouveler le soutien de mon pays au peuple afghan dans cette phase cruciale de sa destinée. Les récents changements inconstitutionnels intervenus dans de nombreux pays, en Afrique et dans le monde, nous rappellent l'impérieuse nécessité de réfléchir à des solutions innovantes et pérennes qui s'affranchissent des enjeux géopolitiques inscrits dans le court terme. Pour consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans le monde, il nous faut ainsi un consensus fort, et l'accent doit être mis sans cesse sur la prévention des conflits, tout en soutenant inlassablement les efforts de résolution des crises qui surgissent.

Les principes et les valeurs de l'ONU sont aujourd'hui rassemblés autour des objectifs de développement durable dont chaque pays a fait sa priorité. Ils constituent une plateforme idéale consacrant notre engagement collectif et sur laquelle nous pouvons nous

appuyer pour réaliser nos actions en faveur du développement. Dans cette démarche, comme l'a montré le rapport de l'évaluation nationale volontaire de mon pays, présenté en 2020 au forum politique de haut niveau, l'Union des Comores s'est engagée sur la voie permettant d'atteindre les objectifs de développement durable dans tous leurs aspects. Le Plan Comores émergentes 2030 en est le cadre de référence national.

Par ailleurs, il convient de rappeler, au moment où nous abordons les travaux de cette session, que selon les études et recherches en cours, des régions entières sont appelées tout simplement à disparaître, alors que d'autres seront soumises à l'intensification des phénomènes climatiques, comme les inondations, les sécheresses, les incendies, l'érosion du littoral ou l'acidification des océans, conséquences des effets néfastes de la dégradation de notre environnement. Si ces phénomènes n'épargnent aucun pays, ni aucune région, il convient de souligner que le cas des petits États insulaires en développement, dont les Comores font partie, est encore plus préoccupant et mérite une plus grande attention de la part des dirigeants que nous sommes. En effet, ces États, au même titre que tant d'autres, sont également confrontés à d'autres phénomènes dangereux comme la piraterie maritime, le trafic humain en mer, le trafic de drogue, la pêche illicite et le pillage des ressources en mer. Mon gouvernement s'associe à toutes les initiatives nationales et mondiales pour mener un combat sans merci contre ces actes barbares, qui sont une menace majeure pour la sécurité de nos populations respectives. C'est pour cette raison que j'entends réorienter les axes stratégiques de notre diplomatie afin d'intégrer la dimension de la sécurité dans notre action géostratégique, notamment dans la zone du canal du Mozambique et de la région du sud-ouest de l'océan Indien. Cette nouvelle vision, qui nécessite l'apport des pays environnants et de nos partenaires de développement, est devenue le socle de toute projection d'avenir dans cette partie du monde, pour qui le développement d'une économie bleue, durable et maîtrisée constitue un potentiel immense et vital.

Au niveau national, je suis conscient de la nécessité d'une stabilité politique comme gage d'un développement socioéconomique pour lequel œuvre sans relâche mon gouvernement. La stabilité politique et la cohésion nationale sont chères à nos pays, car elles conditionnent toute initiative. Notre salut réside en une société apaisée, soudée et de plus en plus inclusive de toutes les couches qui la composent.

Les fausses informations véhiculées çà et là par les réseaux sociaux, et à travers des canaux fiables et non officiels, n'ont d'autre objectif que de nuire à un climat serein au sein de nos îles et de saper les efforts engagés pour l'émergence de l'Union des Comores. Ainsi, dans la perspective d'une meilleure cohésion nationale et à mi-mandat, j'ai décidé d'engager un dialogue politique national qui, je l'espère, contribuera à rassembler davantage les Comoriennes et les Comoriens autour d'objectifs essentiels, à savoir la paix, la sécurité et l'unité nationale, qui permettront de capitaliser sur nos efforts en vue du développement socioéconomique de notre pays. Je tiens ici à remercier la mission de l'Union Africaine, conduite par le Commissaire à la paix et à la sécurité, qui vient d'achever son séjour en Union des Comores et qui, durant une semaine, a pu rencontrer toutes les parties prenantes à ce dialogue, écouter tout le monde, apprécier les positions des uns et des autres et émettre des recommandations. Il appartient maintenant à tous les interlocuteurs de ce dialogue d'aller de l'avant. J'ai effectivement conscience que notre pays a besoin de toutes les forces vives nationales pour consolider les acquis de ces 20 dernières années en matière de droits humains et d'alternance démocratique, et ainsi avancer dans son développement.

D'autre part, le Comorien doit pouvoir faire confiance à la justice comme garante du respect de ses droits et de sa protection. L'appareil judiciaire comorien doit demeurer la perche que tend l'État aux plus faibles pour les défendre et aux plus démunis pour les protéger dans leurs droits face à une recrudescence et à une montée de la violence, notamment à l'endroit des femmes, des enfants et de toutes les couches vulnérables. De tels actes doivent être réprimés très sévèrement. C'est pourquoi mon gouvernement a mis en place le Conseil supérieur de la magistrature, composé d'éminents magistrats de longue expérience dans leur domaine, et fait adopter la révision du Code pénal et du Code de procédure pénale pour intégrer des dispositions visant à doter le pays d'un cadre politico-juridique adéquat et à l'améliorer.

Sur le plan social, comme partout ailleurs, la COVID-19 a occupé les esprits et obligé les pays à accorder la priorité à sa gestion. L'Union des Comores en a connu deux vagues, dont la seconde s'est montrée plus virulente. Néanmoins, la situation a été maîtrisée dans le pays grâce aux mesures et aux dispositions prises par les autorités dans ce sens, soutenues en cela par tous nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, les communautés et la société civile, que nous tenons ici à

remercier infiniment. Il faut dire que même si l'Union des Comores, Dieu merci, est aujourd'hui classée dans la catégorie « vert », la vigilance est à observer, surtout dans un pays insulaire, afin d'éviter une nouvelle propagation de la maladie. À ce jour, la seconde étape de vaccination est terminée. La troisième cohorte de la vaccination, qui commence bientôt, nous permettra d'atteindre l'objectif de 80 % de la population cible, que nous nous sommes fixé d'ici le début de 2022. D'autre part, des efforts considérables sont déployés par mon gouvernement pour accompagner la population dans la vie au quotidien, surtout pour être à l'abri de la crise alimentaire mondiale qui se profile comme l'une des conséquences de la conjoncture sanitaire générée par la COVID-19.

L'action de tous les partenaires de développement des Comores est à saluer. Avec le système des Nations Unies, le nouveau Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement durable, qui vient d'être signé pour les cinq ans à venir, intègre parfaitement les priorités retenues par le Plan Comores émergentes. Tous ces efforts conjugués du Gouvernement et des partenaires bilatéraux et multilatéraux des Comores doivent converger vers un objectif majeur, celui de l'émergence du pays d'ici à 2030. À ce titre, je souhaite rappeler ici l'organisation de la Conférence des partenaires au développement des Comores en décembre 2019, qui a vu la participation de centaines de partenaires bilatéraux et multilatéraux et du secteur privé. À l'issue de la conférence que la France a eu l'amabilité d'abriter, nous avons réussi à mobiliser des partenaires qui ont manifesté leur intérêt à accompagner la réalisation de ce plan, qui demeure aujourd'hui le cadre de référence par excellence du développement de l'Union des Comores. La forte présence des partenaires des Comores, ainsi que l'importance des annonces faites, attestent du succès de cette rencontre historique.

J'ai également à cœur la coopération de proximité avec les pays avec lesquels nous partageons un destin commun dans le sud-ouest de l'océan Indien. Avec eux, nous entendons mettre en œuvre des actions communes pour renforcer de manière significative nos liens de bon voisinage et de coopération pour le bien-être de nos peuples respectifs. Toutefois, tout cet élan est malheureusement émué par la grave crise sanitaire qui a pris de court tous les pays et, pour les Comores, fragilisé le suivi des engagements pris à la Conférence. Aujourd'hui, la réalité est que nous devons nous rendre à l'évidence et que nous n'avons d'autre choix que d'apprendre à vivre avec ce virus. Il nous faut

en conséquence trouver des moyens d'avancer dans nos projets retenus avant. Aussi, du haut de cette tribune, voudrais-je lancer un appel amical et fraternel à tous nos partenaires pour que nous trouvions ensemble les voies et moyens d'évoluer dans la concrétisation de nos engagements pris à Paris, visant à financer les divers projets retenus dans le Plan Comores émergentes. Ainsi, l'Union des Comores a mis en place un secrétariat exécutif chargé du suivi de la Conférence des partenaires au développement qui travaillera en étroite collaboration avec les instances nationales concernées, mais également avec tous nos partenaires.

Au niveau régional, l'Union des Comores a, au mois de mai dernier, passé le flambeau de la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI) à la France, à laquelle elle souhaite plein succès dans le triomphe des idéaux et des valeurs chers aux peuples de l'océan Indien. Quant à la présidence comorienne de la COI, elle a été un succès et a eu le mérite de faire avancer l'organisation sous-régionale dans la démarche d'une réforme qui visait à rendre la COI plus performante, plus moderne et plus apte à répondre aux attentes des populations respectives, à l'issue d'une retraite ministérielle que mon gouvernement avait pris l'initiative d'organiser à Moroni. La présidence comorienne de cette organisation régionale porte également la marque de la gestion réussie de la pandémie de COVID-19 dans les pays membres et de la mise en place d'un plan régional sur l'économie bleue et d'une stratégie pour la relance des économies régionales.

L'Union des Comores participe d'autre part aux efforts régionaux visant à assurer la sécurité dans la zone est-africaine. Un soutien sans faille est ainsi apporté à la République sœur du Mozambique dans la lutte contre le terrorisme, un fléau qui malheureusement n'épargne aucun pays. La solidarité régionale et internationale doit ainsi prévaloir pour mener un combat sans merci contre ce fléau et assurer notre sécurité régionale.

D'autre part, l'Union des Comores est très honorée d'assurer la vice-présidence de l'Union africaine. Elle s'est engagée de ce fait à jouer un rôle effectif dans le sens d'aider à la promotion des valeurs nobles défendues par l'organisation continentale, liées à la paix, à la stabilité, au respect des droits humains et à la réalisation de l'Agenda 2063 dans tous ses aspects. La vice-présidence comorienne de l'Union africaine travaille étroitement avec le Bureau de l'organisation, notamment dans la

recherche d'une solution apaisée au différend opposant les frères que sont la République arabe d'Égypte, la République du Soudan et la République d'Éthiopie.

Notre présence chaque année ici à l'ONU est la preuve irréfutable de l'intérêt que nous accordons au multilatéralisme et de notre conviction du rôle majeur de l'Organisation pour davantage humaniser le monde. À cet égard, je tiens à saluer le discours de S. E. Joe Biden, Président des États-Unis d'Amérique, pour son engagement en faveur du multilatéralisme. Notre présence à tous cette année à l'Assemblée générale traduit en outre une détermination commune, encore plus forte et inébranlable, à agir pour le bien de nos peuples respectifs. Nous sommes là pour dire oui à tout ce qui contribuera à un meilleur équilibre du monde et dire non à ce qui serait contraire à cela, et surtout non à la COVID-19.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Union des Comores de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Gabon, qui va présenter l'allocation du Président de la République gabonaise.

M. Biang (Gabon) : J'ai l'honneur d'introduire la déclaration préenregistrée de S. E. M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise et Chef de l'État, à l'occasion de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République gabonaise.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe VII et voir A/76/332/Add.5).

M. Alfonso (Mozambique), Vice-Président, assume la présidence.

Allocution de M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République-Unie de Tanzanie.

M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Hassan (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux orateurs qui m'ont précédée pour féliciter le Président de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session et de la manière exemplaire dont il a dirigé les travaux de la session à ce jour. Je le félicite également d'avoir fait en sorte que nous puissions nous rencontrer en personne malgré les circonstances sans précédent créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La tenue d'un débat général en présentiel cette année, bien qu'avec certaines restrictions, démontre une fois de plus que l'humanité et le multilatéralisme ne peuvent et ne doivent pas succomber au virus, et que, par conséquent, quand on veut, on peut. C'est de cet esprit que nous aurons besoin à l'avenir. C'est pourquoi j'appuie le thème de la soixante-seizième session, qui nous exhorte toutes et tous à miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies, et je souscris à ce thème.

Étant donné qu'il s'agit de mon premier discours à l'Assemblée générale, je voudrais, au nom du peuple et du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, remercier tous les États Membres de l'ONU des messages de condoléances qu'ils ont transmis à notre nation à la suite du décès prématuré de notre regretté Président, M. John Pombe Joseph Magufuli, le 17 mars. Que son âme continue de reposer dans la paix éternelle. Nous sommes redevables à tous des messages attentionnés et réconfortants qui nous ont aidés à surmonter cette épreuve sans précédent pour notre nation. Je tiens également à remercier le Président sortant de la soixante-quinzième session d'avoir consacré un créneau, le 16 avril, à la 59^e séance plénière de

l'Assemblée générale (voir A/75/PV.59), à un hommage à notre bien-aimé Président Magufuli. Cela a en effet été un geste de solidarité et de fraternité.

Ce n'est pas une simple coïncidence si j'ai choisi d'assister au débat général pour mon premier voyage hors d'Afrique depuis mon entrée en fonction. J'ai fait ce choix, car j'ai la foi et la conviction profondes que le multilatéralisme peut nous permettre de relever la multitude de défis auxquels notre monde est aujourd'hui confronté. Je suis ici pour assurer à l'Assemblée que, sous ma direction, la Tanzanie restera un membre dynamique de l'ONU ainsi qu'une partisane fiable du multilatéralisme. Nous continuerons de tendre la main à celles et ceux qui sont prêts à nous accueillir et à dialoguer avec nous. Nous resterons la Tanzanie que les États ont connue et à laquelle ils ont fait confiance, une Tanzanie qui coexiste et coopère pacifiquement et respectueusement avec tous les pays, grands ou petits, puissants ou faibles, riches ou pauvres, pour faire de ce monde, de notre monde, un endroit meilleur pour nous tous.

La pandémie de COVID-19 nous a rappelé combien nous sommes vulnérables en tant que pays individuels, quelles que soient notre taille, notre richesse ou notre géographie. Alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui, il nous reste moins de 10 ans pour nous acquitter de notre engagement collectif à atteindre les objectifs de développement durable. Je constate avec un profond regret qu'à l'heure actuelle, selon le Rapport sur les objectifs de développement durable 2020, le monde n'est pas sur la bonne voie pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, principalement en raison des effets néfastes de la COVID-19. Le rapport montre également que dans certaines régions, la pandémie a même réduit à néant les progrès réalisés il y a plusieurs années. Par exemple, on s'attend à ce qu'environ 71 millions de personnes qui avaient pu s'extraitre de l'extrême pauvreté y replongent à cause de la pandémie. Ce qui est décourageant, c'est que ces effets ne sont pas ressentis de manière égale. Nous sommes, dans le monde en développement, les plus touchés. Il est donc impératif que nous déployions des efforts concertés pour remédier à cette situation catastrophique.

Il faut aider les nations en développement à faire face aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19. À cet égard, nous sommes reconnaissants aux institutions financières multilatérales des efforts qu'elles déploient pour aider de nombreuses économies à ne pas s'effondrer. Ce genre d'interventions est

important. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous servir de l'excuse de la COVID-19 pour ne pas progresser suffisamment dans la réalisation des objectifs de développement durable.

La Tanzanie n'a pas été épargnée par la COVID-19. Après le début de la pandémie, la Tanzanie et beaucoup d'autres pays en développement, je crois, se sont retrouvés face à un dilemme : protéger les vies ou protéger les moyens de subsistance. Les mesures préconisées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) visaient à protéger les vies. Cependant, dans un pays comme la Tanzanie, où une grande partie de la population, dont nous avons besoin pour nous maintenir à flot, vit d'une économie de subsistance, nous avons dû adopter toutes les mesures nécessaires pour freiner la propagation de la COVID-19, notamment rejoindre le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, pour que les Tanzaniens puissent avoir accès aux vaccins. La campagne de vaccination a débuté en juillet pour les communautés les plus vulnérables, suivies par d'autres groupes d'âge.

Au niveau mondial, lorsque les vaccins contre la COVID-19 étaient en cours de développement, certains d'entre nous espéraient que cela apporterait quelque chose de bon à l'ensemble de l'humanité. Nous avons néanmoins appris que le virus se propage à un rythme plus rapide que la production et la distribution mondiales de vaccins, et que la grande majorité des vaccins avaient été administrés dans des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur. Au rythme actuel, il est peu probable que nous atteignons le seuil fixé par l'OMS, à savoir vacciner au moins 40 % des habitants de chaque pays d'ici à la fin de 2021 et au moins 70 % d'ici au premier semestre de 2022. Le niveau d'inégalités en matière d'accès aux vaccins est choquant. Il est vraiment décourageant de constater qu'alors que la plupart de nos pays ont vacciné moins de 2 % de leur population et cherchent à se procurer davantage de vaccins, d'autres pays commencent à distribuer une troisième dose, qu'ils appellent un vaccin de rappel. Nous avons tendance à oublier que nul n'est à l'abri tant que tout le monde ne l'est pas. Il est crucial que les pays qui ont des doses excédentaires de vaccins contre la COVID-19 les partagent avec les autres. Par ailleurs, nous demandons humblement que les droits de brevet sur les vaccins soient levés pour les pays en développement afin qu'ils aient la possibilité de produire eux-mêmes les vaccins. Cela est non seulement essentiel pour mettre fin à cette pandémie, mais c'est également ce qui s'impose moralement si nous voulons sauver l'humanité.

Sur le plan économique, la Tanzanie, comme d'autres pays, n'a pas été épargnée par les répercussions de la COVID-19. Avant la pandémie, notre économie connaissait un taux de croissance soutenu de 6,9 %, alors que le taux estimatif actuel est de 5,4 %. Nous commençons à relancer le secteur du tourisme, qui a été durement touché par les restrictions de voyage imposées dans de nombreux pays pour enrayer la propagation de la COVID-19. Tout en essayant de relancer graduellement la plupart des activités économiques qui ont été paralysées par la pandémie, mon gouvernement continue de travailler dur pour améliorer l'environnement économique et attirer davantage d'investissements. Conscients du lien qui existe entre la croissance économique et la gouvernance, nous avons réussi à maintenir la paix et la stabilité politique, avec une démocratie dynamique et des pratiques de bonne gouvernance institutionnalisées qui garantissent le respect de l'état de droit et des droits humains.

Je prends bonne note du rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), qui soulève des questions importantes d'intérêt commun, telles que l'égalité des genres, les changements climatiques et l'épanouissement des jeunes. En ce qui concerne l'égalité des genres, la COVID-19 risque de réduire à néant les progrès que nous avons réalisés. En tant que première femme Présidente de l'histoire de mon pays, les attentes en matière d'égalité des genres sont plus élevées à mon égard. C'est pour cette raison que je me félicite de l'initiative prise par ONU-Femmes, la France et le Mexique d'organiser le Forum Génération Égalité, qui s'est tenu à Paris en juin et pendant lequel mon pays s'est porté volontaire pour défendre les droits économiques des femmes et la justice. Mon gouvernement est conscient que la passion pour l'égalité des genres ne suffit pas, raison pour laquelle nous sommes en train de revoir nos cadres politiques et juridiques afin d'élaborer des plans réalisables et mesurables pour garantir l'autonomisation économique des femmes et d'autres aspects de l'égalité et de la parité des genres. Nous sommes également en train d'élaborer et de mettre en œuvre des plans microéconomiques, des réformes budgétaires et des mesures de relance qui tiennent compte des questions de genre, dans le but de réduire le nombre de femmes et de filles vivant dans la pauvreté.

Les défis posés par les changements climatiques ont des incidences négatives sur les moyens de subsistance, la paix et la sécurité et ont entraîné le déplacement forcé de certains de nos citoyens. Le Gouvernement tanzanien consacre entre 2 et 3 % de son

produit intérieur brut à l'atténuation des effets des changements climatiques et au renforcement de la résilience des communautés. C'est beaucoup pour un pays qui est toujours aux prises avec la pauvreté, ainsi qu'avec la crise provoquée par la pandémie de COVID-19, qui a elle-même compromis notre capacité de faire face aux effets néfastes des changements climatiques. Les mesures que nous prenons aujourd'hui détermineront l'avenir de notre planète en termes de changements climatiques. À cet égard, j'appelle à la mise en place de modalités transparentes de décaissement des fonds, et j'insiste sur le fait que les pays développés doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de contribuer 100 milliards de dollars par an d'ici à 2025 pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

En conclusion, je voudrais réitérer l'engagement de mon pays à défendre les principes du multilatéralisme, tels que consacrés par la Charte des Nations Unies. Je prie instamment les autres pays de continuer d'appuyer cette grande institution. La pandémie de COVID-19 nous a appris que nous sommes interdépendants et que l'unilatéralisme ne nous mènera nulle part lorsque nous sommes confrontés à des défis qui dépassent nos frontières nationales. Pour reprendre les propos d'un sage : « Si tu veux aller vite, marche seul mais si tu veux aller loin, marchons ensemble ». Le multilatéralisme doit toujours prévaloir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République-Unie de Tanzanie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Libéria, qui va présenter l'allocation du Président de la République du Libéria.

M^{me} Mc Gill (Libéria) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le plaisir de présenter la déclaration préenregistrée de S. E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Libéria.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (annexe VIII et voir A/76/332/Add.5).

Allocution de M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Iraq.

M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Salih (*parle en arabe*) : Nous félicitons le Président pour son élection à la tête de l'Assemblée générale, et lui souhaitons plein succès dans sa tâche.

Je m'adresse aujourd'hui à l'Assemblée en tant que représentant de l'Iraq, l'un des États fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Je parle au nom de son peuple, dont les racines remontent aux temps les plus anciens, aux civilisations d'Our, de Sumer, de Babylone et d'Assyrie, les plus anciennes connues de l'homme. Nous sommes réunis ici aujourd'hui alors que nous continuons de faire face aux difficultés sanitaires causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi qu'aux défis liés à la violence, au terrorisme, au développement durable et aux changements climatiques. Il s'agit de problèmes graves qui nécessitent des solutions sérieuses. Ils soulignent une fois de plus le rôle central de l'ONU et des organisations internationales pour rassembler ceux qui ont des positions divergentes afin de faire face à ces dangers, et il est temps d'y faire face ensemble. Notre session cette année est l'occasion de coopérer et de convenir d'une feuille de route pour l'avenir.

En Iraq, le Gouvernement a pris une série de mesures sanitaires nécessaires pour contrôler la pandémie, malgré nos infrastructures médicales limitées qui ont subi d'importantes destructions pendant les guerres que nous avons connues ces dernières décennies. Nous avons été en mesure d'accroître les capacités des institutions gouvernementales chargées des traitements et de la prévention. L'Iraq a été l'un des premiers pays à rejoindre le Mécanisme COVAX pour un accès mondial

aux vaccins contre la COVID-19 afin de garantir l'accès aux vaccins à ses citoyens et aux résidents étrangers. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer la profonde reconnaissance de mon gouvernement et de mon peuple envers les organisations internationales, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, qui nous ont apporté leur appui dans la lutte contre cette pandémie.

Au cours des 40 dernières années, seulement l'Iraq a subi des guerres, des embargos, la tyrannie et des campagnes de génocide. Nous avons connu les charniers, la campagne Anfal contre les Kurdes, l'utilisation d'armes chimiques à Halabja, l'assèchement de nos marais et l'emprise du terrorisme sur nos villes. Nous avons pu surmonter ces terribles tragédies et libérer nos villes des forces maléfiques de l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), délivrant ainsi le monde de leurs crimes, grâce au courage de notre armée et de notre police, ainsi que des Forces de mobilisation populaire et des peshmergas, avec l'appui de la Coalition internationale et de nos voisins et amis, ainsi qu'au rôle important joué par l'autorité religieuse de Najaf pour mobiliser la population pour cette confrontation fatidique. Nos forces armées continuent d'agir avec détermination pour éradiquer les dernières cellules terroristes qui menacent la sécurité de l'Iraq, de sa région et du monde.

Nous ne pouvons pas sous-estimer le danger que représente le terrorisme. Si nous devenons laxistes ou que nous nous laissons distraire par les conflits régionaux, nous verrons simplement ces forces obscurantistes revenir menacer nos peuples et notre sécurité. La coopération et la solidarité sont la seule option possible dans notre lutte contre le terrorisme et les groupes qui le soutiennent. Nous devons lutter contre son financement, nous attaquer à ses effets dangereux et offrir des réparations à ses victimes, en veillant à ce que les horribles souffrances que nous avons connues ne se répètent pas. Notre obligation aujourd'hui est de reconstruire nos villes libérées et de veiller à ce que les personnes déplacées puissent rentrer chez elles. Nous avons fait quelques progrès à cet égard et nous espérons bénéficier de l'appui de la communauté internationale pour reconstruire nos régions libérées du terrorisme. Nous devons répondre aux besoins humanitaires urgents de la population et améliorer notre capacité à reconstruire les infrastructures de notre pays afin que nos citoyens puissent à nouveau mener une vie normale et digne. Dans ce contexte, je tiens à souligner la promulgation par l'Iraq d'une loi pour les rescapées yézidiennes afin que justice soit rendue aux membres de ce groupe, qui ont

subi les pires formes d'oppression et d'exploitation aux mains de Daech. Cette loi couvre également les femmes issues d'autres groupes de la société

Il existe un autre problème, celui de la corruption, qui constitue également une menace pour la sécurité et la stabilité du monde entier. Notre pays est confronté à la corruption qui est apparue dans le sillage du lourd fardeau laissé par les guerres, les conflits et les violences qui ont dilapidé une grande partie des ressources du pays, privant les Iraquiens de ses richesses. Pour l'Iraq, la lutte contre la corruption est donc une bataille nationale. Nous ne pourrions pas normaliser la situation de notre pays sans vaincre la corruption. Cela signifie que nous devons éliminer les sources de la corruption et bloquer leurs différentes formes d'accès. Nous devons garantir la restitution des fonds qui ont été pillés ou détournés, et dont une grande partie a été utilisée pour perpétuer la violence et le chaos dans notre pays. Nous n'avons pas d'autre choix que de gagner cette guerre.

Dans le cadre de son engagement à lutter contre la corruption, l'Iraq a rejoint la Convention des Nations Unies contre la corruption de 2000, ainsi que la Convention arabe contre la corruption de 2010. Nous travaillons également à l'élaboration d'un projet de loi sur la récupération des biens pillés, et le Gouvernement a récemment organisé une importante conférence visant à coordonner les efforts à cette fin. Dans ce contexte, je voudrais demander à nos amis de la communauté internationale de nous aider à trouver et à restituer l'argent qui a été volé à l'Iraq en raison de la corruption, ce qui constituerait une mesure de dissuasion décisive. Nous réitérons également notre appel à la création d'une alliance internationale pour lutter contre la corruption et restituer les fonds pillés, comparable à la coalition internationale contre le terrorisme. Le terrorisme ne peut être éliminé qu'en mettant fin à la corruption, qui constitue elle-même une économie politique de la violence et du terrorisme. La corruption et le terrorisme sont liés et interdépendants, et se renforcent mutuellement.

Notre planète est confrontée à un danger existentiel sous la forme de changements climatiques extrêmes, qui font peser une menace sur les générations futures. Même si nous avons des désaccords politiques, nous devons rester unis pour faire face aux changements climatiques, qui représentent un danger pour nous tous. L'Iraq connaît des conditions climatiques difficiles. En raison de la désertification et de la raréfaction des ressources en eau, nous sommes le cinquième pays le plus vulnérable face aux changements climatiques, selon

la sixième édition du Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial concernant l'Asie occidentale. L'Iraq a adhéré à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 et à l'Accord de Paris de 2015, et nous travaillons à l'adoption d'une stratégie visant à protéger l'environnement et à atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Nous avons élaboré un document portant sur notre contribution nationale pour guider la transformation économique et promouvoir le concept d'une économie verte afin d'attirer de nouveaux investissements en Iraq et de garantir une participation accrue du secteur privé à la lutte contre les changements climatiques.

Nous devons faire revivre la Mésopotamie. Cette région était autrefois appelée Terre de Saouad et Jardin d'Eden en raison de sa verdure et de ses terres fertiles. L'Iraq, grâce à sa situation géographique au cœur de la région et à sa diversité écologique, qui comprend des palmiers, des marais et les montagnes du Kurdistan, peut être un point de rencontre pour les pays du Moyen-Orient sur le plan environnemental. Pour ce faire, il faut un appui international dans tous les domaines pour accompagner l'Iraq dans ses efforts visant à mettre en œuvre ces politiques et stratégies nationales.

Aucun pays n'est épargné ou exclu par la crise climatique, et nous ne pouvons pas atténuer ses effets néfastes ou nous y adapter par des mesures individuelles. Tout pays qui estime que les mesures nationales suffisent pour le protéger des dangers des changements climatiques ne sera pas épargné si des mesures similaires ne sont pas prises par ses voisins, sa région et le monde dans son ensemble. Les tempêtes de sable, la pénurie d'eau, la hausse des températures et la désertification croissante sont des problèmes transfrontaliers qui ne seront résolus que par une coordination et une planification internationales conjointes au plus haut niveau, et en intégrant les plans nationaux, régionaux et internationaux.

L'Iraq est situé au cœur du Moyen-Orient, une région qui souffre encore de guerres et de conflits résultant de l'effondrement de ses systèmes politiques et sécuritaires depuis au moins 40 ans. Le fait que l'Iraq a cessé de jouer son rôle naturel dans la région est l'une des raisons pour lesquelles celle-ci a été déstabilisée. C'est pourquoi nous avons adopté une politique équilibrée fondée sur le dialogue, l'apaisement des tensions et la recherche d'un terrain d'entente. Nous soulignons la nécessité de mettre en place un nouveau système basé sur la coopération et les liens économiques entre les pays de

la région, avec la participation de la communauté internationale, à même de relever les défis communs liés au terrorisme, à l'extrémisme, aux conditions économiques instables, à l'incapacité de fournir des perspectives d'emploi à un nombre toujours croissant de jeunes et aux répercussions des changements climatiques. C'est pourquoi mon gouvernement a organisé la Conférence de Bagdad pour la coopération et les partenariats, pour confirmer que l'Iraq, qui était synonyme de conflit, est désormais un point de convergence des intérêts des peuples et des États de la région. Les efforts déployés en faveur de la paix n'aboutiront pas sans l'Iraq ; un Iraq sûr, stable et pleinement souverain, qui a repris son rôle central dans la région. Cela exige un appui régional et international ainsi que la fin des rivalités et des conflits par procuration sur notre territoire.

Par ailleurs, nous constatons que la poursuite de la crise en Syrie et de ses terribles répercussions humanitaires est devenue inacceptable. Nous voulons rappeler au monde que les foyers du terrorisme sont toujours actifs et prospèrent grâce à la persistance de cette crise, et font peser une menace sur le peuple syrien, mon pays et toute la région. Le moment est venu de prendre des mesures sérieuses pour mettre fin aux souffrances des Syriens, en respectant leur droit à la paix et à la liberté et en détruisant les foyers du terrorisme qui sont toujours actifs dans ce pays.

L'Iraq réitère la nécessité de trouver une solution globale et juste à la question palestinienne. Il ne peut y avoir de paix dans la région sans la reconnaissance et la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien à un État indépendant. La guerre en cours au Yémen et ses répercussions humanitaires et en matière de sécurité sont également une source de préoccupation. À cet égard, il faut trouver une solution qui garantit la sécurité et la paix pour ses citoyens et les pays de la région.

Le mois prochain, l'Iraq connaîtra un événement national décisif, à savoir la tenue d'élections anticipées en réponse à un mouvement populaire et à un large consensus national sur la nécessité de réformes radicales et d'un nouveau pacte politique et social permettant de remédier aux défaillances du système précédent et de garantir une bonne gouvernance. Ces élections seront cruciales et auront une incidence importante en Iraq et peut-être dans toute la région. Elles se tiendront au moment où notre peuple effectue son pèlerinage au sanctuaire de l'Imam Al-Hussain à Karbala, un acte qui incarne les valeurs humaines les plus nobles par la réforme, la paix, le rejet de l'injustice et de la tyrannie

et l'aspiration à vivre dans la dignité. Les Iraquiens sont fermement déterminés à préserver leur patrie et à avancer sur la voie des réformes, de la lutte contre la corruption et de la réalisation du droit à une vie libre et digne. Pour atteindre ces nobles objectifs, rétablir la confiance des Iraquiens dans le processus électoral et garantir leur large participation est une priorité absolue. Nous avons promulgué une nouvelle loi électorale, plus juste et plus représentative que la précédente, et créé une nouvelle commission électorale, soutenue par le Gouvernement, pour que le scrutin se déroule dans de bonnes conditions. En outre, un nouveau code de conduite électoral a été adopté pour garantir le succès des élections, afin qu'elles ouvrent la voie à des réformes pacifiques par l'entremise d'un Parlement et d'un Gouvernement qui respectent véritablement la voix du peuple, sans recourir à des manœuvres ou à des manipulations. L'une des raisons des tensions politiques dans le pays est liée aux faiblesses des processus électoraux précédents et au manque de confiance de la population à leur égard. À ce sujet, je tiens à remercier les pays qui ont contribué à l'adoption de la résolution 2576 (2021) du Conseil de sécurité, en vue d'appuyer le processus électoral en Iraq. Nous tenons également à remercier le Secrétariat et l'Union européenne d'avoir envoyé des observateurs internationaux pour garantir le plus haut niveau de transparence, ainsi que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour tous les efforts qu'elle déploie à l'appui du processus électoral.

L'Iraq est un exemple vivant de diversité et de profonde coexistence humaine à travers l'histoire. Notre peuple tire sa force de cette diversité et de cette coexistence ancestrale. Nous le savons, les nations deviennent plus fortes lorsqu'elles font du respect de la diversité une partie intégrante de leur culture.

(l'orateur poursuit en kurde ; aucune interprétation n'est assurée)

Je voudrais conclure en réaffirmant que nous sommes partenaires sur cette planète. Nous sommes partenaires dans nos aspirations, nos craintes, nos préoccupations et nos valeurs humaines. Nous avons un besoin urgent de solidarité si nous voulons mettre un terme à la dégradation de notre environnement et éviter les guerres et les conflits. Répondre à ces enjeux est le plus beau cadeau que nous puissions faire aux générations futures.

Le Président par intérim *(parle en anglais)* :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Iraq de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim *(parle en anglais)* :

Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance. Le débat général se poursuivra à la 11^e séance plénière, qui commencera à 15 heures précises.

La séance est levée à 14 h 45.

Annexe I**Allocution de M. Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine**

[Original : anglais]

Monsieur le Président de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Abdulla Shahid,

Monsieur le Secrétaire général, António Guterres,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Chers collègues,

Chers amis,

Nous prenons part au débat général d'aujourd'hui depuis plusieurs endroits dans le monde.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a changé à jamais la nature de la collaboration multilatérale, de la diplomatie, des affaires, des interactions humaines fondamentales.

Et pourtant, même si nous sommes séparés par de vastes étendues, les nobles idéaux de fraternité, de solidarité et de coopération restent immuables.

Ils constituent le socle sur lequel l'ONU a été créée il y a 76 ans, et ils nous servent de principes directeurs au moment où nous faisons face à la pire urgence sanitaire internationale depuis plus d'un siècle.

La pandémie de COVID-19 provoque de grands ravages partout dans le monde.

Des millions de vies ont été perdues et des moyens de subsistance détruits.

La pandémie ébranle notre sentiment de bien-être et de sécurité.

Pourtant, les liens solides de solidarité qui existent entre les nations nous ont permis de surmonter de grandes difficultés.

C'est grâce à la solidarité multilatérale, au soutien et à la coopération entre les États Membres que les pays dans le besoin ont pu accéder aux équipements et aux fournitures médicales indispensables.

Face à la COVID-19, il est généralement admis que les vaccins constituent la meilleure défense de l'humanité contre les ravages de cette pandémie. Il est donc très préoccupant que la communauté internationale n'ait pas respecté les principes de solidarité et de coopération pour garantir un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19.

Le fait que plus de 82 % des doses de vaccin dans le monde aient été acquises par les pays riches, alors que moins d'un pour cent est allé aux pays à faible revenu, est comme une mise en accusation de l'humanité.

Si nous ne nous remédions pas d'urgence à ce problème, la pandémie durera beaucoup plus longtemps et de nouvelles mutations du virus apparaîtront.

L'Afrique du Sud appelle à nouveau à une distribution juste et équitable des vaccins.

Nous demandons instamment à tous les États Membres de soutenir la proposition de dérogation temporaire à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, afin de permettre à davantage de pays, en particulier les pays à revenu faible ou intermédiaire, de produire des vaccins contre la COVID-19.

Dans ce monde interconnecté, aucun pays n'est en sécurité tant que tous ne le sont pas.

Nous devons nous préparer dès maintenant à de futures pandémies et œuvrer avec une plus grande détermination à la réalisation de l'objectif de couverture sanitaire universelle.

À la suite de la pandémie de COVID-19, nous devons accroître les investissements en vue de réaliser les objectifs de développement durable en donnant aux pays à faible revenu les moyens de les mettre en œuvre.

À cet égard, l'initiative de moratoire de la dette du Groupe des Vingt est une réponse bienvenue aux difficultés budgétaires et de liquidité auxquelles les économies les moins développées doivent faire face.

L'accord sur l'allocation de 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux est important, mais il est insuffisant pour répondre à l'ampleur des besoins.

Par conséquent, l'Afrique du Sud réitère son appel pour que 25 % de l'allocation totale, soit environ 162 milliards de dollars, soient mis à la disposition du continent africain.

Monsieur le Président,

Les changements climatiques constituent une crise existentielle partout dans le monde, mais les pays pauvres sont particulièrement vulnérables.

Même si nous sommes les moins responsables des changements climatiques, les pays africains sont parmi ceux qui en supportent le coût le plus élevé.

Pour que la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) qui se tiendra à Glasgow réponde de manière adéquate à la crise à laquelle nous devons faire face, nous devons faire preuve d'une plus grande ambition et progresser en matière d'atténuation, d'adaptation et de moyens de mise en œuvre.

La COP 26 doit donc lancer un programme de travail officiel sur la mise en œuvre de l'objectif mondial en matière d'adaptation.

La pandémie est un rappel brutal de notre interdépendance mutuelle et du fait que l'instabilité d'une région du monde a inévitablement des répercussions sur ses voisins.

C'est pourquoi nous cherchons à renforcer la relation entre l'ONU et l'Union africaine pour maintenir la paix, financer les efforts de consolidation de la paix et faire progresser la reconstruction et le développement après les conflits.

L'Afrique du Sud poursuit ses efforts pour contribuer à la paix et à la sécurité internationales en étant membre de la Commission de consolidation de la paix et en continuant de participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Depuis quasiment aussi longtemps que l'Assemblée générale existe, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination y est évoqué.

Nous soulevons à nouveau cette question aujourd'hui, non pas parce que nous sommes tenus par la pratique de le faire, mais parce que nous croyons résolument qu'il n'y aura ni paix ni justice tant que le peuple palestinien ne sera pas libéré de l'occupation et ne pourra pas exercer les droits que l'ONU défend.

Il nous incombe, en tant que nations du monde, de ne ménager aucun effort pour trouver une solution juste, durable et pacifique fondée sur des paramètres convenus au niveau international et inscrits dans les résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

Nous réaffirmons notre position selon laquelle le peuple du Sahara occidental a le droit à l'autodétermination en accord avec les décisions pertinentes de l'Union africaine et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Afrique du Sud affirme en outre sa solidarité avec le peuple cubain et appelle à la levée de l'embargo économique qui cause des dommages indicibles à son économie et à son peuple.

Monsieur le Président,

Cette année marque le douzième anniversaire du lancement du processus de négociations intergouvernementales et le seizième anniversaire du Sommet mondial de 2005, au cours duquel les dirigeants du monde entier ont convenu à l'unanimité d'une réforme rapide du Conseil de sécurité.

Nous n'avons pas respecté cet engagement.

L'Afrique du Sud réitère son appel en faveur d'une réforme urgente et d'un passage à des négociations fondées sur des textes, grâce auxquelles un accord pourra finalement être conclu.

Nous devons remédier à la sous-représentation du continent africain dans le système des Nations Unies et veiller à ce que la voix du continent africain et des pays du Sud en général puisse être mieux entendue dans le système multilatéral.

Parallèlement à l'obtention d'une représentation géographique équitable au sein de l'ONU, nous devons également aborder la question de l'égalité des sexes.

Hier, nous avons marqué le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à la Conférence mondiale contre le racisme en Afrique du Sud.

Elle demeure le plan d'action de la communauté internationale pour lutter contre le racisme et d'autres formes d'intolérance.

Nous sommes liés par la responsabilité commune de combattre à la fois l'héritage du racisme passé et ses manifestations dans le présent.

Le racisme, comme le sexisme, la xénophobie et l'homophobie, nous avilit tous.

Il porte atteinte à notre humanité et entrave les efforts que nous faisons pour bâtir un monde fondé sur la tolérance, le respect et les droits de l'homme.

Tirons parti de cet anniversaire pour renouveler notre détermination à combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, où qu'ils se trouvent.

Monsieur le Président,

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses.

Nous devons être le moteur de la reprise mondiale.

Nous devons mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous devons faire des avancées en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Nous devons faire face aux changements climatiques, maintenir la paix et la sécurité, et protéger les plus vulnérables de la société.

Par-dessus tout, nous devons refermer les plaies que sont la pauvreté, les inégalités et le sous-développement qui empêchent les sociétés de réaliser pleinement leur potentiel.

Cela ne peut se faire que dans le cadre d'un système multilatéral revitalisé et réformé, avec en son centre une ONU forte et compétente.

En ce moment décisif, l'Assemblée générale des nations du monde est une fois de plus appelée à inspirer, à guider et à diriger.

L'ONU est une lueur d'espoir pour tous ceux qui rêvent d'un monde meilleur.

Ensemble, avec l'ONU comme instrument, écrivons une nouvelle histoire de l'humanité – une histoire d'égalité, de liberté, de droits fondamentaux et de prospérité partagée pour tous, ne laissant personne de côté.

Je vous remercie.

Annexe II

Allocution de M. Miguel Díaz Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba

[Original : espagnol]

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président,

Nous vivons des temps incertains. Sous l'effet ravageur d'une pandémie qui exacerbe les inégalités structurelles et la crise mondiale, le rôle que jouent le multilatéralisme et l'ONU devient de plus en plus important. Et la coopération internationale est insuffisante.

L'application, des décennies durant, de recettes néolibérales a réduit la capacité des États à satisfaire les besoins de leurs populations.

Les plus vulnérables sont laissés à l'abandon, tandis que les nations riches, les élites et les transnationales pharmaceutiques se remplissent les poches.

Il est non seulement urgent, mais aussi moralement imprescriptible, de conjuguer efforts et volonté pour le bien de l'humanité.

La pandémie a causé la mort de plus de 4,5 millions de personnes et empiré les conditions de vie sur notre planète ; ses séquelles et ses retombées dans nos sociétés sont en revanche incalculables, mais l'on sait qu'elles ne seront pas éphémères.

Le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2021* l'affirme, tandis que l'Organisation internationale du Travail prévoit que 205 millions de personnes se retrouveront au chômage en 2022.

L'objectif d'éliminer la pauvreté d'ici à 2030 est d'ores et déjà sérieusement compromis, puisque le taux de pauvreté mondiale devrait être alors de 7%, soit environ 600 millions de personnes.

Face à ce panorama désolant, les vaccins offraient un espoir : s'il est vrai qu'en août 2021, plus de 5 milliards de doses avaient été administrées à l'échelle mondiale, le fait est qu'elles l'ont été à plus de 80% dans des pays à revenu intermédiaire ou élevé, soit bien moins de la moitié de la population mondiale.

Des centaines de millions de personnes dans des pays à faible revenu attendent toujours une première dose, sans même l'espoir de la recevoir un jour.

En revanche, les dépenses militaires se sont chiffrées dans le monde à presque 2 000 milliards de dollars, ce qui est absolument inconcevable.

Combien de vies aurait-on pu sauver si ces ressources avaient été allouées à la santé publique ou à la production et à la distribution de vaccins ?

Pour répondre à cette question, il faut modifier ce modèle et transformer un ordre international foncièrement inégal et antidémocratique, qui fait passer l'égoïsme et les intérêts étriqués d'une minorité avant les aspirations légitimes de millions de personnes.

Nous ne nous laisserons pas de le répéter : il faut mettre un terme au gaspillage des ressources naturelles et aux modèles de production et de consommation irrationnels

du capitalisme, prédateurs de l'environnement et causes des changements climatiques, ce qui menace l'existence même de l'espèce humaine.

L'effort doit être collectif, assurément, mais ce sont les pays développés, principaux fauteurs de la situation actuelle et disposant des ressources nécessaires, qui ont l'obligation morale d'assumer cette responsabilité.

Il faut lutter pour faire prévaloir la solidarité, la coopération et le respect mutuel, de manière à satisfaire efficacement les besoins et les aspirations de tous les peuples et à préserver ce qui est le plus précieux : la vie et la dignité humaines.

Nos peuples ont le droit de vivre en paix et en sécurité, et ont droit au développement, au bien-être et à la justice sociale. Une Organisation des Nations Unies revitalisée, démocratisée et fortifiée sera appelée à jouer un rôle central dans cette bataille.

Monsieur le Président ;

Sous leur conduite et à leur instigation permanente, les États-Unis fomentent une dangereuse scission internationale.

Usant et abusant de mesures de coercition économique, au point d'en faire un instrument type de sa politique étrangère, l'administration étasunienne menace, extorque et punit des États souverains afin que ceux-ci se prononcent et agissent contre ceux qu'elle qualifie d'adversaires.

Elle exige de ses alliés qu'ils mettent en place des coalitions visant à renverser des gouvernements légitimes, qu'ils bafouent des engagements commerciaux, qu'ils abandonnent et interdisent certaines technologies et qu'ils adoptent des mesures judiciaires injustifiées contre des citoyens des pays qui ne se soumettent pas à elle.

Le terme de « communauté internationale » semble vouloir s'appliquer désormais au petit groupe de gouvernements qui s'alignent inconditionnellement sur la volonté de Washington. Nous, qui formons les pays restants et constituons l'immense majorité de l'ONU, n'entrons pas, apparemment, dans cette définition de « communauté internationale » que prônent les États-Unis.

Cette attitude s'associe de plus à l'intolérance idéologique et culturelle, tout en étant profondément marquée par le racisme et par des visées hégémoniques. Il est inadmissible que le droit d'une nation au développement économique et technologique soit taxé de menace, tout comme il est inacceptable de contester celui de n'importe quel État de mettre en place le système politique, économique, social et culturel que son peuple a choisi en toute souveraineté.

Bref, nous constatons dans l'arène internationale des pratiques politiques inacceptables, parce que contraires à l'engagement que nous avons tous contracté de défendre la Charte des Nations Unies, dont le droit souverain à l'autodétermination. Recourant à de multiples pressions, les États-Unis forcent des États indépendants et souverains à se soumettre à leur volonté et à un ordre fondé sur leurs règles capricieuses.

Monsieur le Président ;

Voilà maintenant plus de 60 ans que les différentes administrations étasuniennes ne cessent, sans une minute de trêve, d'attaquer Cuba. Mais cette agressivité, en un moment crucial et problématique pour toutes les nations, dépasse les bornes.

L'Administration Trump a durci le blocus économique, commercial et financier le plus cruel et le plus prolongé jamais imposé à aucune nation, d'une manière opportuniste et criminelle, pour profiter de la pandémie, allant jusqu'à adopter 243 mesures de coercition, dont l'inscription de Cuba sur la liste illégitime et immorale des pays qui parrainent censément le terrorisme, toutes mesures que l'administration démocrate actuelle persiste à maintenir telles quelles.

C'est dans ce contexte qu'elle a lancé contre notre pays une guerre non conventionnelle à laquelle elle alloue d'une manière publique et notoire des millions et des millions de dollars et qui, à partir de campagnes d'intoxication et de mensonges orchestrées grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et à d'autres plateformes numériques, vise à répandre à l'intérieur et à l'extérieur une image absolument faussée de la réalité cubaine, à semer la confusion, à déstabiliser notre pays, à le discréditer et à justifier la doctrine dite du « changement de régime ».

Les administrations étasuniennes ont tout fait pour rayer la Révolution cubaine de la carte politique du monde, refusant tout modèle différent de celui qu'elles conçoivent pour leur arrière-cour.

Il s'agit là d'un plan pervers et incompatible avec la démocratie et la liberté qu'elles disent prôner.

Nos ennemis doivent se persuader une bonne fois pour toutes que nous ne livrerons jamais la patrie et la Révolution que plusieurs générations, luttant debout, nous ont léguées. Je tiens à réitérer devant la communauté des nations respectable et réelle, qui vote chaque année à la quasi-unanimité contre le blocus, ce qu'a affirmé voilà quelques années Raúl Castro : « Cuba ne craint pas le mensonge, pas plus qu'elle ne plie devant les pressions, les conditions et les diktats, d'où qu'ils viennent... ».

Monsieur le Président ;

Les enjeux énormes ne nous effraient pas. Nous continuons de créer au profit de Cuba.

Nous pratiquons la solidarité désintéressée avec ceux qui ont besoin de notre appui, tout comme nous l'acceptons de gouvernements, de peuples, d'amis et de la communauté cubaine à l'étranger. J'en profite pour remercier tous ceux qui nous apportent leur soutien en cette conjoncture, car il exalte les valeurs humanistes et la coopération internationale offerte sans conditions ni ingérence.

Parallèlement, répondant à des demandes et guidée par sa profonde vocation solidaire et humaniste, Cuba a envoyé plus de 4 900 coopérants, organisés en 57 brigades médicales, dans 40 pays et territoires touchés par la maladie à coronavirus (COVID-19).

Nos personnels de santé ne se sont pas accordé une minute de trêve dans le combat contre la pandémie à Cuba et ailleurs.

Ce sont eux qui, voilà quelques semaines à peine, ont aidé le peuple haïtien frère frappé par un terrible séisme. Eux qui, à peine de retour d'une mission à l'étranger, sans même s'ôter la poussière du chemin, se rendent dans une province cubaine pour y sauver des vies grâce à leur expertise et à leur savoir-faire.

Ils sont bien plus que des héros quotidiens : ils sont l'orgueil de notre nation, un symbole de sa vocation à la justice. Des dizaines de personnalités et des milliers de personnes appuient par leur signature leur candidature au Prix Nobel de la paix.

Nous sommes fiers aussi de notre communauté scientifique qui, concrétisant l'idée du leader historique de la Révolution cubaine que « l'avenir de notre patrie doit forcément être un avenir d'hommes de science », a, malgré nos grosses carences, mis au point trois vaccins contre le SarsCov-2, ainsi que deux candidats vaccinaux.

Grâce au concours de nos scientifiques et de nos soignants, nous avons administré dans les 10 premiers jours de septembre plus de 15,8 millions de doses des vaccins Abdala, Souverain 02 et Souverain +, si bien que 37,8 % de la population cubaine est totalement vaccinée.

Nous aspirons à immuniser toute la population d'ici la fin de l'année, ce qui nous permettra de mieux faire face à la résurgence de la pandémie.

Monsieur le Président,

Nous ratifions notre aspiration à la pleine indépendance de Notre Amérique et à une région latino-américaine et caribéenne économiquement et socialement intégrée, capable de défendre l'engagement contenu dans la proclamation qui en fait une zone de paix face aux prétentions de nous réimposer la doctrine Monroe et la domination néocoloniale.

Nous nous opposons aux tentatives de déstabiliser la République bolivarienne du Venezuela, d'en saboter l'ordre constitutionnel et l'union civico-militaire, et de détruire l'œuvre entamée par Hugo Chávez Frías et poursuivie par le Président Nicolás Maduro Moros en faveur de son peuple.

Nous ratifions qu'elle pourra toujours compter sur la solidarité de Cuba.

Nous renouvelons notre soutien résolu au peuple nicaraguayen frère et à son gouvernement de réconciliation et d'unité nationales sous la direction de Daniel Ortega, qui défendent courageusement et dignement leurs acquis face aux menaces et aux actions interventionnistes de l'Administration étasunienne.

Nous accompagnons les nations caribéennes qui réclament de justes réparations pour les horreurs de l'esclavage et de la traite d'êtres humains. Nous appuyons leur droit à un traitement juste, spécial et différencié, indispensable pour qu'elles puissent faire face aux problèmes découlant des changements climatiques, des catastrophes naturelles, du système financier international injuste et des conditions difficiles qu'impose la pandémie de COVID-19.

Nous réaffirmons que le peuple portoricain frère doit être libre et indépendant après plus d'un siècle de soumission à la domination coloniale.

Nous sommes solidaires de la République argentine quand elle réclame en toute légitimité le retour sous sa souveraineté des Îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, et des espaces maritimes environnants.

Nous réitérons notre attachement à la paix en Colombie. Nous sommes convaincus qu'un règlement politique et le dialogue entre les parties sont les moyens de l'instaurer.

Nous demandons aussi la fin de l'ingérence étrangère en Syrie et le respect absolu de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, tout en appuyant la recherche d'un règlement pacifique et négocié à la situation imposée à cette nation sœur.

Nous réclamons un règlement juste, ample, intégral et durable du conflit au Moyen-Orient, qui passe par le retrait d'Israël des territoires palestiniens qu'il occupe

et usurpe et par l'exercice du droit inaliénable du peuple palestinien à disposer de son propre État dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Nous condamnons les mesures coercitives unilatérales imposées à la République islamique d'Iran.

Nous réaffirmons notre solidarité invariable avec le peuple sahraoui.

Nous condamnons énergiquement les sanctions unilatérales imposées injustement à la République populaire démocratique de Corée.

Nous réitérons notre soutien inébranlable au principe d'« Une seule Chine » et nous opposons à toute tentative de briser l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République populaire de Chine ainsi qu'à toute ingérence dans ses affaires intérieures.

Nous rejetons la prétention d'étendre la présence de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie, l'ingérence dans ses affaires intérieures et l'application injuste de sanctions unilatérales contre elle.

Nous demandons la fin de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la République du Bélarus et réitérons notre solidarité avec le Président Alexander Loukachenko et le peuple bélarusse frère.

Les Nations Unies ne sauraient ignorer la leçon de l'Afghanistan. Il a fallu 20 ans d'occupation, des milliers de morts, 10 millions de personnes déplacées et des milliards de dollars dépensés – mais convertis en profits par le complexe militaro-industriel – pour aboutir à la conclusion qu'on ne peut prévenir ni combattre le terrorisme à coups de bombes, que l'occupation ne laisse derrière elle que des destructions et qu'aucun pays n'a le droit d'imposer sa volonté à des nations souveraines.

L'Afghanistan n'est pas un cas isolé.

En tout cas, la preuve est faite que, partout où les États-Unis interviennent, l'instabilité s'accroît, les morts et les souffrances augmentent, les cicatrices perdurent.

Monsieur le Président,

Cuba continuera – je le ratifie ici – d'exposer clairement les vérités, auraient-elles beau en irriter certains, de défendre les principes et les valeurs auxquels elle croit, de faire siennes les causes justes, d'affronter les avanies, comme elle l'a fait face à l'agression étrangère, au colonialisme, au racisme et à l'apartheid, et de lutter sans relâche pour la plus grande justice, pour la prospérité et le développement de nos peuples qui méritent un monde meilleur.

Je vous remercie.

Annexe III**Allocution de M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et
Président du Conseil des ministres du Burkina Faso**

[Original: français]

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Distingués délégués,
Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Président Abdulla Shahid,

Mon pays, le Burkina Faso, se réjouit de votre brillante élection à la présidence de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je puis vous assurer de tout notre soutien pour le succès de votre mandat afin de contribuer à faire aboutir la « présidence de l'espoir », sous le sceau duquel vous avez été élu.

À l'endroit de votre prédécesseur, S. E. M. Volkan Bozkır, je voudrais adresser toutes nos félicitations pour la manière remarquable avec laquelle il a présidé aux destinées de l'Organisation durant son mandat.

Monsieur le Secrétaire général,

Votre brillante réélection, le 18 juin dernier, pour un second mandat de cinq années à la tête de l'Organisation vous donne l'occasion d'assurer la mise en œuvre de vos priorités pour 2021 et d'envisager les années à venir avec plus de sérénité. C'est l'occasion pour moi de vous adresser mes vives félicitations et tous mes encouragements pour davantage de succès durant votre second mandat.

Vous avez fort pertinemment souligné, dans votre serment du 18 juin, que les 18 derniers mois ont été uniques dans l'histoire des Nations Unies et que notre plus grand défi est de transformer la crise de ces mois en opportunités.

La vision stratégique que vous avez présentée pour votre second mandat confirme votre engagement et votre détermination à travailler au renforcement du multilatéralisme et de l'ONU dans la résolution des multiples problèmes auxquels notre monde est confronté, particulièrement en ces temps difficiles provoqués par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,

La soixante-seizième session de l'Assemblée générale de l'ONU, qui s'est ouverte le 14 septembre dernier, se tient sous le thème général suivant : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ».

Ce thème, qui correspond aux cinq priorités du Président de l'Assemblée générale, nous interpelle tous en ce sens que celles-ci s'articulent autour de défis mondiaux qu'aucun pays ne peut relever tout seul. Plus que jamais, nous avons besoin d'un multilatéralisme encore plus renforcé et plus engagé.

En effet, outre le défi de la pandémie de COVID-19, de nombreux pays dans le monde font face aujourd'hui à d'autres fléaux, tels que le terrorisme, le dérèglement climatique, la pauvreté, etc.

Tout indique que si la tendance se maintient, les objectifs de développement durable ne seront malheureusement pas atteints à l'horizon 2030.

S'agissant particulièrement de la maladie à coronavirus, il nous faut poursuivre la mobilisation et renforcer davantage la solidarité internationale pour lutter contre cette pandémie, qui endeuille des millions de familles et aggrave la situation économique déjà préoccupante des pays.

Au plan national, le Burkina Faso a adopté un plan de ripostes, qui organise la réponse sanitaire et détermine des mesures sociales et de relance économique. Grâce au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins et aux gouvernements des pays amis, des doses de vaccins ont été reçues et le programme de vaccination est en cours.

Je remercie les partenaires multilatéraux, bilatéraux et privés qui ont accompagné le Burkina Faso dans ces efforts de mobilisation contre la pandémie. Je lance un appel pressant à une plus grande solidarité internationale afin de nous permettre d'être véritablement à l'abri des effets dévastateurs de cette pandémie.

En outre, la lutte contre la COVID-19 ne doit pas nous faire oublier la lutte contre le VIH/sida, considéré aussi comme une pandémie. Je salue la tenue de la réunion de haut niveau sur le VIH/sida, le 8 juin, et me félicite de l'adoption d'une déclaration politique qui appelle à agir pour vaincre le sida d'ici à 2030.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Le terrorisme demeure aussi un grand défi auquel nous devons faire face au regard des nombreuses victimes à travers le monde. En Afrique, et dans la région du Sahel en particulier, les efforts de développement sont annihilés ces dernières années par les attaques terroristes récurrentes.

Au Burkina Faso, la situation sécuritaire continue de se dégrader, surtout dans la zone des trois frontières (Burkina Faso, Mali, Niger), mais aussi dans d'autres régions du pays.

Pour assurer le retour de la sécurité dans toutes les régions menacées, le Gouvernement a adopté des instruments de pilotage de la politique de sécurité nationale et continue à renforcer les compétences de ses forces de défense et de sécurité pour une efficacité opérationnelle satisfaisante.

Tout sera mis en œuvre pour garantir la sécurité dans toutes les régions menacées du pays, et je tiens à rassurer la communauté internationale que les opérations militaires, à l'instar de celles déjà réalisées, seront menées dans le strict respect des droits humains et en conformité avec les engagements internationaux du Burkina Faso dans ce domaine.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Dans la lutte contre le terrorisme, les seuls efforts des pays touchés n'auront des impacts importants et durables que s'ils sont soutenus par la communauté internationale.

En effet, la stabilité, la sécurité et la paix au Sahel ne sont pas seulement une affaire des pays du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), surtout que la situation résulte, faut-il le rappeler, de l'effondrement de la Libye en 2011, qui a fait exploser la circulation des armes dans la région du Sahel.

C'est le lieu pour moi de rappeler qu'il s'agit de paix et de sécurité internationales, et donc qu'il est nécessaire, voire urgent, pour la communauté internationale et particulièrement le Conseil de sécurité, de soutenir les pays du G5 Sahel dans la lutte contre le terrorisme. Encore une fois, la meilleure façon de le faire serait de placer le mandat de la Force conjointe du G5 Sahel sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Pour l'heure, je salue les efforts de coordination et de coopération des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans notre lutte commune contre le terrorisme. La nomination par la cinquante-neuvième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de M. Mahamadou Issoufou, ancien Président de la République du Niger, et de M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, comme champions de la mobilisation des ressources pour le plan d'action 2020-2024 pour l'éradication du terrorisme dans la région, est une bonne indication et constitue un acte majeur de l'engagement de la CEDEAO.

Je voudrais également reconnaître et saluer l'assistance multiforme de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, l'Union européenne, l'ONU et bien d'autres, dans cette lutte, et réitérer notre reconnaissance au Secrétaire général de l'ONU pour son engagement personnel en faveur du Sahel.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Après la période 2016-2020, le Burkina Faso met en œuvre actuellement un nouveau référentiel de développement, le Plan national de développement économique et social (PNDES II) pour la période 2021-2025, qui s'articule autour des axes suivants :

- 1) la consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale et la promotion de la réconciliation nationale ;
- 2) l'approfondissement de la réforme des institutions et la modernisation de l'administration publique ;
- 3) la consolidation de la dynamique amorcée de transformation des bases productives de l'économie nationale ; et
- 4) la consolidation du développement humain et de la solidarité.

La mise en œuvre du PNDES II va nécessiter 19 000 milliards de francs CFA, soit environ 34 milliards de dollars des États-Unis, dont 63 % seront assurés par le budget national.

Je saisis cette tribune pour remercier tous les partenaires techniques et financiers, bilatéraux, multilatéraux et privés, qui nous ont accompagnés dans la mise en œuvre du PNDES I, ainsi que dans l'élaboration du nouveau référentiel national.

Je voudrais leur exprimer par avance la reconnaissance du peuple burkinabé pour l'appui qu'ils ne manqueront pas d'apporter dans la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de notre plan national de développement économique et social pour la période 2021-2025.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En ce qui concerne les changements climatiques, la fréquence des événements extrêmes et leurs terribles conséquences nous interpellent sur l'urgence d'une action forte et concertée. Cette urgence climatique est confirmée par le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui souligne l'accélération du réchauffement climatique et pointe sans équivoque la responsabilité de l'action humaine.

Au Burkina Faso, on estime à 34 % du territoire la superficie totale des terres de production dégradées du fait non seulement de l'action de l'homme, mais aussi et surtout de la sécheresse et des inondations endémiques.

La compétition pour accéder aux ressources naturelles rares nuit à la coexistence pacifique et conduit à une plus grande instabilité.

Le Burkina Faso a ratifié l'Accord de Paris sur le climat et fait partie des premiers pays qui ont soumis des contributions déterminées au niveau national en 2015 lors de l'adoption dudit Accord. Les contributions déterminées au niveau national du Burkina Faso sont basées sur des mesures d'atténuation et d'adaptation et couvrent des domaines tels que l'agriculture et l'eau, l'élevage, le logement et l'urbanisme, la biomasse et l'énergie, la forêt et l'utilisation des terres.

Étant donné qu'il n'y a pas de planète B, tous les pays, petits ou grands, développés ou en développement, doivent contribuer à sauver notre planète et à faire du monde un meilleur endroit où peuvent vivre à la fois les générations actuelles et futures.

Cinq ans après l'adoption de l'Accord de Paris, la vingt-sixième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), prévue en novembre prochain à Glasgow, en Écosse, sera un moment important pour évaluer nos engagements communs et nos tentatives mondiales pour lutter contre la crise climatique. La pandémie a retardé la tenue de la Conférence, nous offrant ainsi une opportunité inédite de repenser la reprise économique post-pandémique.

Pour réussir notre combat contre la crise climatique, l'adaptation est primordiale. Ainsi, il devient urgent que nous repensions nos modes de vie, de production et de consommation.

À cet effet, le Burkina Faso salue l'initiative d'organiser un sommet sur les systèmes alimentaires qui nous permettra d'évaluer nos systèmes actuels et de réfléchir sur les moyens de mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable).

Nous formulons le vœu que ce sommet connaisse une grande participation des États Membres et aboutisse à des conclusions heureuses.

En dépit du contexte sécuritaire et sanitaire qu'il traverse, le Burkina Faso n'a jamais cessé de maintenir son engagement à servir la cause de la paix, à travers le théâtre des opérations de l'Organisation des Nations Unies.

Je saisis l'occasion pour me réjouir du consensus qui a pu se dégager cette année pour le bon fonctionnement des 11 opérations de maintien de la paix.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Comme je l'évoquais plus haut, la situation en Libye mérite une grande attention de la part de la communauté internationale, car la solution politique au conflit libyen contribuera sans aucun doute à la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel. Je saisis l'occasion pour exprimer la solidarité du peuple burkinabé au peuple frère libyen, dont la souffrance n'a que trop duré.

S'agissant du dossier du Sahara occidental, le Burkina Faso réaffirme son soutien au processus politique en cours, mené sous l'égide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et qui vise à parvenir à une solution politique, réaliste, pragmatique, durable et de compromis à ce différend régional, comme recommandé par les 17 résolutions du Conseil de sécurité depuis 2007.

Au vu des avancées notables enregistrées lors des deux tables rondes tenues à Genève, qui ont réuni l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario, le Burkina Faso encourage les participants à maintenir leur engagement dans ce processus, dans un esprit de réalisme et de compromis.

Au Moyen-Orient, le conflit israélo-palestinien demeure un véritable défi à relever pour la communauté internationale.

Aussi faut-il entendre l'appel lancé par le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient devant le Conseil de sécurité en mai dernier, après le conflit entre Israéliens et Palestiniens. Il a appelé à la création d'un horizon politique qui permettra aux parties de reprendre des négociations constructives, car l'absence d'horizon politique « tue l'espoir ». Il urge donc de reprendre les négociations.

Quant au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba depuis plus de 60 ans, l'Assemblée générale l'a encore largement rejeté le 23 juin dernier. Cette résolution, qui s'ajoute aux 29 autres résolutions adoptées depuis 1992, souligne la nécessité de mettre fin à cet embargo, dont les conséquences socioéconomiques et sanitaires déjà désastreuses se sont aggravées avec la pandémie de COVID-19.

Le Burkina Faso salue la résilience du peuple cubain et appelle de tous ses vœux la levée de l'embargo pour le bien-être des populations cubaines.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Le 16 juin dernier, l'Assemblée générale a adopté, par consensus, la décision orale du Président sur la poursuite, à la prochaine session et en plénière informelle, des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, « en tirant

parti » des réunions durant la session, du document intitulé « Éléments de convergence et de divergence » préparé par les coprésidentes, et des positions et propositions des États Membres contenues dans le « Document-cadre » de 2015.

Le consensus historique qui s'est dégagé autour d'un document de base est un pas important dans la bonne direction.

Le Burkina Faso se félicite de l'adhésion de la majorité des délégations à la Position commune africaine et saisit l'occasion pour réitérer son soutien à ladite position, telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, et au caractère indivisible des deux composantes de la position africaine.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Le monde fait face à des défis ardu. Bien évidemment, pour les relever, il nous faut une Organisation des Nations Unies encore plus forte, un multilatéralisme plus renforcé, et une communauté internationale plus que jamais engagée.

Alors, travaillons tous dans une synergie d'actions, pour un monde de paix, de justice, un monde sans faim et sans conflits armés, un monde débarrassé du terrorisme et de la pandémie de COVID-19. Et cela est bien possible, si nous nous y engageons tous.

Je vous remercie.

Annexe IV**Allocution de M. Lionel Rouwen Aingimea, Président de la République de Nauru**

[Original: anglais]

Monsieur le Président,

C'est un honneur de prendre la parole à l'occasion de l'ouverture de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, (bien que virtuellement plutôt qu'en personne, une fois de plus.

Au nom de la République de Nauru, je voudrais féliciter S. E. M. Abdulla Shahid à l'occasion de son accession à la présidence de l'Assemblée générale. Je voudrais vous assurer, Monsieur le Président, de l'entière coopération et du plein appui de ma délégation alors que vous dirigez nos importants travaux au cours de cette session. Il est réconfortant de voir un autre insulaire assumer ce rôle prestigieux et mettre au premier plan des travaux de l'Assemblée générale nos défis communs, notre résilience et le dynamisme des grands États océaniques.

Je souhaite également remercier S. E. M. Volkan Bozkır pour sa gestion exceptionnelle de cet auguste organe au cours de la soixante-quinzième session.

Monsieur le Président,

L'année qui vient de s'écouler a véritablement marqué un tournant pour l'Organisation des Nations Unies, marquée par un anniversaire historique et entachée de catastrophes, de conflits et de souffrances humaines indicibles, le tout exacerbé par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Afin de surmonter ces obstacles, nous devons garder espoir, et l'espoir de notre humanité commune doit inspirer des actions ambitieuses.

Les obstacles auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui reflètent à bien des égards l'histoire de Nauru. Nous avons survécu à des épidémies qui ont décimé notre population, nous avons reconstruit et nous nous sommes remis du fléau des guerres mondiales, nous avons surmonté l'exploitation et nous avons connu une grande prospérité et de grandes pertes.

Nous avons toujours persévéré et ces épreuves nous ont appris que nous sommes tous profondément connectés et qu'une épidémie qui se déclenche dans un coin du monde peut produire une vague de destruction qui nous touche tous.

Conscients des liens qui nous unissent tous, nous devons tous œuvrer à changer de cap et à tenir la promesse du multilatéralisme : une ONU efficace et robuste, adaptée à sa mission, capable de relever les défis d'aujourd'hui et de demain, afin de construire un monde plus sûr et durable pour les générations à venir. Un monde qui tient la promesse de paix, de droits de l'homme et de développement durable pour tous et qui s'éloigne de la tendance actuelle à la multiplication des conflits violents. Les approches précédentes n'ont pas rendu le monde plus sûr, et il est temps de renouveler notre engagement à l'égard de la vision du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Monsieur le Président,

Cette instance, qui reflète les points de vue de chaque État Membre, a la capacité de définir notre trajectoire vers un monde résilient, juste et équitable. Nauru, qui est l'un des plus petits membres de la famille des Nations Unies et l'un des plus

vulnérables, est attaché au multilatéralisme, notre seule façon d'avancer ensemble, mais nous devons ouvrir les yeux sur la réalité de ses échecs actuels et agir pour mettre en œuvre nos accords historiques sur de nombreuses questions telles que, entre autres, le développement durable, les changements climatiques et le financement du développement. Les politiques et les plans visant à éviter de nouvelles catastrophes qui ont été négociés et adoptés dans les couloirs de l'ONU n'ont fait l'objet que de tentatives de mise en œuvre peu convaincantes et dorment sur des étagères et des disques durs tandis que le monde évolue et affronte de nouvelles crises et de nouveaux chocs.

À ce titre, nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour prendre la tête d'une Organisation des Nations Unies modernisée et revigorée, comme l'indique son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Nous soutenons par principe un grand nombre des propositions contenues dans ce rapport.

Monsieur le Président,

Les inégalités se creusent rapidement et la pandémie accentue les divisions au sein des pays et entre eux. Nauru n'y échappe pas, et la COVID-19 n'a fait qu'exacerber notre isolement de la communauté mondiale. Nous sommes en état d'urgence depuis mars 2020. Le groupe de travail national sur la COVID-19 a œuvré sans relâche dans le cadre d'une approche à l'échelle de l'État impliquant les communautés, le secteur privé et la société civile.

Par la grâce de Dieu, nous n'avons toujours aucun cas de COVID-19 à ce jour. Nous sommes l'un des cinq pays à bénéficier de cet avantage.

Pour Nauru, avec sa petite population de 12 000 habitants et ses infrastructures sanitaires limitées, la meilleure défense contre le virus est la fermeture de nos frontières et une politique de prise et d'enrayement. Toutefois, cela ne signifie pas que nous sommes à l'abri des effets considérables de la pandémie. Les mesures d'urgence et les coûts ne cessent d'augmenter. Étant donné que notre pays est tributaire de produits importés, y compris de fruits et légumes et autres produits alimentaires, nous sommes confrontés à de graves difficultés d'approvisionnement.

Monsieur le Président,

Pour lutter en toute sécurité contre la pandémie de COVID-19 et commencer à rouvrir notre économie, nous avons besoin d'un accès équitable et rapide à des vaccins sûrs, efficaces et abordables partout dans le monde. Il est clair que personne n'est en sécurité tant que tous les habitants de la planète ne sont pas vaccinés. Pourtant, même si nous savons cela, les vaccins restent hors de portée et leur accès est inégal. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser qui que ce soit de côté. C'est pourquoi nous appuyons la proposition du Secrétaire général de créer une plateforme d'urgence et d'élaborer un plan de vaccination mondial.

La pandémie de COVID-19 constitue une grave menace pour les systèmes de santé des petits États insulaires en développement (PEID). Il importe au plus haut point que nous puissions avoir accès à des interventions de prévention, d'atténuation et de traitement en ce qui concerne la COVID-19, ainsi qu'à des médicaments et des vaccins essentiels, sûrs, abordables, efficaces et de qualité pour prévenir, contenir et arrêter la transmission du virus.

À Nauru, avec l'appui de l'Accélérateur ACT et de nos partenaires de développement, nous avons réussi à vacciner l'ensemble de la population adulte. Malgré ces avancées, notre île reste vulnérable et nous ne pouvons pas lever les mesures

d'urgence avant que les vaccins ne soient accessibles aux jeunes de 12 à 18 ans. En raison de la taille réduite de notre population et du fait que le nombre de cas n'a pas été vérifié, nous n'avons pas pu obtenir de vaccins supplémentaires. Même si nous avons pris les premières mesures nécessaires pour protéger notre population, nous ne pouvons pas vacciner tout le monde et protéger efficacement notre pays sans l'appui de la communauté internationale et un accès équitable.

Nos efforts pour faire face à la COVID-19 et vacciner notre population n'auraient pas été possibles sans l'appui précieux de nos partenaires. Nous sommes sincèrement reconnaissants à nos véritables amis, l'Australie, l'Inde, le Japon et la République de Chine (Taïwan), pour leur aide constante.

Monsieur le Président,

Nous demandons à l'ONU d'accueillir des partenaires volontaires et capables, comme Taïwan, qui sont confrontés aux mêmes défis mondiaux, et de veiller à ce que le peuple de la République de Chine (Taïwan) jouisse des mêmes droits que les peuples des autres nations. L'ONU doit être à la hauteur de ses idéaux d'universalité et d'égalité, en respectant la valeur de chaque individu. Taïwan est un partenaire important dans la riposte mondiale à cette pandémie, et il ne faut pas mésestimer sa réponse exemplaire face à la pandémie mondiale. Taiwan est prêt à partager son expérience et aspire à le faire en rejoignant l'Assemblée mondiale de la Santé. Taïwan doit avoir le droit de participer sur un pied d'égalité à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, car il a donné la preuve de sa capacité et a apporté son appui à bon nombre de personnes dans des domaines relatifs à la réalisation de ces objectifs. Il doit également être associé à la vision énoncée dans *Notre Programme commun*.

Monsieur le Président,

Une « ONU 2.0 » avec un nouveau contrat social doit garantir que personne n'est laissé de côté, y compris dans les PEID et dans la région du Pacifique.

Nous nous félicitons des progrès constants réalisés par le Bureau multi-pays dans le Pacifique Nord. Le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies apporte un appui inestimable à nos pays. Ce système doit être soutenu par des financements prévisibles et suffisants. Nous appelons nos partenaires à continuer de soutenir ce système des coordonnateurs résidents, qui a été revitalisé, par des sources de financement plus prévisibles. Face aux défis sans précédent posés par la COVID-19 et à la crise climatique actuelle, il est encore plus important que nous ayons un système de coordonnateurs résidents bien financé et pleinement opérationnel.

Des financements durables sont essentiels pour reconstruire en mieux. Nauru, comme plusieurs PEID, fait face à des obstacles sur la voie d'une croissance économique durable liés à son éloignement géographique, à la taille réduite de son économie, à sa vulnérabilité aux changements climatiques, aux chocs économiques et financiers externes et aux règles qui régissent l'aide au développement.

Depuis des années, les PEID ne cessent de souligner les inconvénients liés à l'utilisation du revenu par habitant comme mesure de développement. Cette mesure arbitraire ne tient pas suffisamment compte de nos circonstances particulières et des vulnérabilités qui nous sont propres.

Nauru a récemment été reclassé dans la catégorie des pays à revenu élevé – cette classification, pour nous comme pour bon nombre de pays insulaires, fait que nous ne pouvons pas prétendre aux financements accordés à des conditions de faveur. Par

conséquent, si les obstacles structurels et nos vulnérabilités particulières ne sont pas pris en compte et traités de manière appropriée, les objectifs des Orientations de Samoa et la réalisation complète du Programme 2030 continueront d'être compromis. Nous nous félicitons des travaux en cours sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle et nous réitérons l'importance de son adoption, afin que des pays comme Nauru puissent accéder à des financements accordés à des conditions de faveur. À cet égard, nous saluons la proposition du Secrétaire général de trouver des mesures et des évaluations plus exhaustives des progrès et du développement qui vont au-delà du PIB et nous collaborerons de manière étroite pour garantir que les préoccupations et les réalités des PEID soient prises en compte dans l'élaboration de toute mesure complémentaire.

Il est indispensable de remplir les promesses de financement annoncées dans le cadre des Orientations de Samoa, du Programme 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris pour la mise en œuvre complète et efficace de ces accords historiques. Sans un appui adéquat et prévisible de la communauté internationale, Nauru et bon nombre de pays insulaires ne pourront pas atteindre les objectifs de développement durable, ni s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques ou les atténuer.

Monsieur le Président,

Nous devons mettre fin à notre guerre contre la nature et remédier aux sécheresses, aux inondations, aux incendies, à la famine et à bien d'autres phénomènes provoqués par les changements climatiques. Malgré les incidences indéniables qui touchent toutes les régions du monde, nous devons faire face à la dure réalité, à savoir que le financement des causes profondes des changements climatiques est exponentiellement supérieur au financement de notre riposte.

Les changements climatiques représentent la plus grande menace pour notre avenir commun, pour les individus, la planète, la paix et la prospérité.

Nauru et ses voisins du Pacifique se font l'écho de la sonnette d'alarme pour l'humanité qui a été lancée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans ses récentes conclusions. À Nauru, nous prenons des mesures ambitieuses pour faire face à la crise climatique, mais nous ne pouvons pas agir seuls. Les dirigeants et les pays du monde entier doivent agir, et agir rapidement et de manière décisive pour combler les lacunes croissantes en matière d'émissions et maintenir la hausse des températures bien en deçà de l'objectif de 1,5°C.

Cela fait déjà longtemps que bon nombre de nos pays connaissent la réalité des changements climatiques. Les changements climatiques sapent et menacent la capacité des gouvernements et des institutions à fournir des services de base tels que la nourriture et l'eau. La pandémie a exacerbé les effets croissants des changements climatiques et les a multipliés en aggravant les inégalités et en provoquant des régressions économiques. Le mélange dangereux qui en résulte affaiblit la capacité des gouvernements à garantir la sûreté et la sécurité de leurs citoyens, ce qui entraîne des risques de troubles sociaux et politiques. Les changements climatiques ont des répercussions transfrontalières sur la sécurité, qui appellent une réponse multilatérale.

Nous continuerons de plaider en faveur de la création d'un nouveau bureau, celui de représentant spécial du Secrétaire général pour le climat et la sécurité.

Les changements climatiques font désormais partie de toutes les facettes et de tous les secteurs de la vie, de l'air que nous respirons aux aliments que nous consommons, en passant par les maisons dans lesquelles nous vivons, et notre réponse

doit être tout aussi diverse et globale. L'ONU et ses États Membres doivent prendre des mesures urgentes, en garantissant la sécurité des pays et des communautés les plus vulnérables et en veillant à ce que notre chère planète verte et bleue ne devienne pas rouge.

Nous approchons à grands pas de la COP 26, et nous devons saisir cette occasion pour réduire le nombre record des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes climatiques. Nous devons faire fond sur la science par de véritables efforts et non de promesses creuses.

Nous appelons le Groupe des Vingt (G20) à supprimer progressivement toutes les subventions aux combustibles fossiles d'ici à 2023 et à accélérer la mise en œuvre des mesures prises en vue de la transition vers des économies à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilientes face aux changements climatiques, conformément à l'article 2.1 c) de l'Accord de Paris. Nous demandons également aux pays du G20 de prendre en considération les garanties environnementales et sociales dans leurs systèmes énergétiques, aux fins d'un alignement à long terme et durable sur l'Accord de Paris.

Nous avons une occasion précieuse de réparer et renouveler notre relation avec la planète, et nous devons tirer parti de ces possibilités.

Monsieur le Président,

Nauru est un grand État océanique. En tant que peuple de l'océan, notre vie est inextricablement liée et connectée à l'océan Pacifique. L'océan façonne qui nous sommes et notre attachement à sa gestion responsable.

Nauru reconnaît dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer le traité général qui régit l'accès à l'océan et ses ressources ainsi que leur utilisation. Nous profitons des avantages de notre vaste zone économique exclusive et de ceux qui découlent de l'Accord de Nauru, et, avec nos voisins, nous gérons avec succès les stocks de thons grands migrateurs en les maintenant à des niveaux durables. Notre solide coopération régionale est également considérée à l'échelle mondiale comme un exemple de pratiques optimales de gestion des ressources océaniques vivantes.

En s'appuyant sur ses forts liens régionaux, Nauru a eu la fierté d'accueillir tout récemment le Sommet des présidents micronésiens, qui a approuvé le Communiqué de Naoero relatif à une coopération renforcée sur plusieurs domaines concernant la sécurité régionale face aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer, la criminalité transnationale et la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Nous avons décidé d'élaborer une stratégie sous-régionale pour traiter de ces questions afin de maintenir la sécurité et la sûreté des peuples micronésiens à l'avenir.

Monsieur le Président,

Nous sommes attachés à l'état de droit dans les affaires océaniques et à une coopération efficace dans l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nauru a ainsi pris la décision d'invoquer le paragraphe 15 de la section 1 de l'Accord de 1994 pour lancer le processus d'achèvement du Code d'exploitation (minière) dans les deux ans, sous le mandat de l'Autorité internationale des fonds marins. Ce processus permettra à Nauru et à d'autres pays en développement de participer à une nouvelle industrie, accédant de la sorte à des ressources de valeur à la lumière d'un contexte historique qui a bien trop souvent privé les pays en développement de la possibilité d'en tirer les bénéfices.

Nous attendons avec intérêt de travailler en étroite collaboration avec les membres et observateurs de l'Autorité pour achever le projet de code d'exploitation dans les deux ans et élaborer des règles environnementales permettant de veiller à ce que toute opération d'exploitation ou de collecte dans les fonds marins soit conduite de façon sûre et responsable. Je remercie nos partenaires qui aident des pays comme le mien à développer leurs capacités à cet égard.

L'accès à ces ressources en nodules polymétalliques est crucial pour bâtir la transition vers une énergie propre dont nous avons besoin et atteindre l'objectif d'une économie circulaire. Ces nodules polymétalliques sont nécessaires pour transformer les systèmes énergétiques des pays, grands comme petits, et soutenir notre lutte contre les changements climatiques.

Monsieur le Président,

J'apprécie de prendre part au présent débat et je me félicite de l'accent mis sur le travail à accomplir afin que l'ONU soit à même de relever les défis qui nous attendent, et sur la jeunesse d'aujourd'hui et les générations futures.

Nauru est impatiente de voir l'avenir tel qu'il aura été façonné par le Programme 2030, les objectifs de développement durable et nos plans nationaux. L'éducation et le renforcement des capacités restent des priorités et des domaines d'investissement clefs pour que les jeunes Nauruans bénéficient d'une éducation de qualité accessible à tous, qui offre une plateforme pour des moyens de subsistance durables. Par conséquent, nous accueillons avec satisfaction la proposition d'organiser un sommet sur la transformation de l'éducation en 2022 et de former une coalition afin de promouvoir et de suivre les emplois et carrières verts pour les jeunes. Nous nous réjouissons également de la création du Programme de bourses pour les jeunes du Président de l'Assemblée générale, notamment de l'accent qui y est mis sur le renforcement des capacités pour les jeunes spécialistes venant de pays en situation particulière.

Monsieur le Président,

Je terminerai en exprimant l'espoir que nous saurons nous rassembler, dans la solidarité, pour surmonter la COVID-19, remédier aux changements climatiques et réaliser l'égalité. Main dans la main, épaule contre épaule, comme nous y invitent les Écritures, allons de l'avant pour relever les défis de demain.

Ensemble, nous pouvons réussir pour nous, les peuples.

Que Dieu bénisse la République de Nauru et les Nations Unies.

Annexe V**Allocution de M. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe**

[Original : anglais]

S. E. Abdulla Shahid, Président d de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session ;

S. E. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ;

Majestés ;

Excellences, chefs d'État et de gouvernement ;

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, Excellence, Monsieur le Président, de vous adresser mes félicitations sincères pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Nous sommes convaincus que votre vaste expérience aidera à faire progresser l'ordre du jour mondial durant la présente session.

Je rends également hommage au Président sortant, M. Volkan Bozkır, pour sa direction remarquable de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, à un moment où la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a nui à l'activité de l'Organisation

Permettez-moi, Monsieur le Président, de féliciter le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, de son élection pour un second mandat. Mon pays est prêt à travailler étroitement avec lui et les autres États Membres pour atteindre notre objectif partagé d'une vie meilleure pour tous.

La soixante-seizième session a lieu dans un contexte marqué par la persistance de la pandémie de COVID-19. Néanmoins, tout espoir n'est pas perdu. En tirant parti des réalisations collectives obtenues à ce jour, un renforcement du multilatéralisme et l'unité d'action demeurent essentiels pour atténuer cette urgence sanitaire mondiale. L'accumulation et la répartition inéquitable qui ont pour résultat une vaccination inégale dans le monde ne sont pas acceptables. Le nationalisme vaccinal est voué à l'échec et contraire à l'idée selon laquelle personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité. Qu'ils se trouvent dans le monde du Nord ou le monde du Sud, qu'ils soient riches ou pauvres, vieux ou jeunes, tous les habitants du monde méritent d'avoir accès aux vaccins.

La pandémie a démontré la nécessité urgente de bâtir des économies et des sociétés résilientes qui soient capables de tenir le coup face aux chocs et aux dangers. La pandémie a mis en évidence la nécessité pour nous de reconstruire en mieux et en plus vert, d'en ressortir plus forts.

Le thème de la soixante-seizième session, « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies », est bien en phase avec les besoins du monde à ce stade. Ensemble, nous pouvons vaincre les problèmes qui se posent à l'humanité et réaliser un avenir durable où personne ne soit laissé de côté.

Nous devons rétablir la dignité et l'espoir, en particulier pour les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables, qui comptent sur nous pour les inspirer et leur garantir que leur bien-être et leur futur restent au cœur de notre action.

Monsieur le Président,

Les réunions de haut niveau de cette année marquent d'importants dialogues au cœur du développement durable dans ses trois dimensions. Le Sommet sur la biodiversité et la deuxième Conférence mondiale sur les transports durables, de même que le Sommet Nutrition pour la croissance, tous convoqués cette année, complètent nos efforts en faveur d'une planète saine.

L'énergie verte est un facteur habilitant pour reconstruire en mieux et revêt un caractère crucial dans la réalisation directe des objectifs de développement durable, tout en jouant un rôle décisif dans l'atténuation des changements climatiques. Le dialogue de haut niveau sur l'énergie plante le décor pour l'exploration de solutions énergétiques renouvelables et vertes viables. Ce faisant, nous devrions lier la croissance économique à la transition accélérée vers zéro émission nette pour un avenir climato-résilient.

Mon pays et certaines parties de l'Afrique australe continuent de subir les effets dévastateurs des changements climatiques – inondations dues aux cyclones, sécheresses récurrentes, saisons des pluies plus courtes, étés plus chauds et hivers plus froids. Tout cela se produit en dépit du fait que notre continent est celui qui pollue le moins.

La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow, doit donc être tournée vers l'action et l'application des décisions du passé. En outre, un soutien financier concret est essentiel pour combattre les changements climatiques au-delà des discours. Le Programme 2030 reste notre feuille de route partagée pour réaliser l'avenir que nous voulons tous.

Pour nous, au Zimbabwe, l'élimination de la pauvreté et de la faim reste une priorité absolue. Les changements climatiques et les variations météorologiques erratiques qui en résultent, la croissance démographique ainsi que les conséquences de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire, exigent que nous revoyions nos systèmes traditionnels de production, de transformation, de distribution et de consommation de denrées alimentaires.

Mon gouvernement a établi une base solide pour une production alimentaire durable grâce au programme de redistribution des terres et au renforcement du soutien aux agriculteurs locaux et aux petits exploitants. La majorité des personnes vivant en milieu rural ont ainsi pu bénéficier de revenus plus importants et durables et contribuent désormais à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et du pays.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires offre une plateforme propice aux nouvelles initiatives, aux solutions innovantes et aux plans visant à progresser dans la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris.

Monsieur le Président,

Le Zimbabwe a lancé un programme intitulé « Vision 2030 » qui a pour but d'améliorer la vie de sa population, de gérer durablement l'environnement et de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. La poursuite de cette vision inclusive et transformatrice a permis de créer davantage d'emplois décents, de réduire les inégalités et d'accéder à des services sociaux de qualité.

La création de perspectives économiques pour tous les citoyens donne des résultats positifs dans tous les secteurs de l'économie. Les réformes à plusieurs volets que nous entreprenons nous ont permis d'être l'un des acteurs les plus dynamiques selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

Le Zimbabwe a présenté son deuxième examen national volontaire lors du Forum politique de haut niveau de juillet 2021. Des progrès remarquables ont été enregistrés en matière de couverture sanitaire universelle et de création d'un système éducatif fondé sur les compétences, qui favorise l'innovation dans une économie fondée sur la connaissance. L'augmentation de la production et de la productivité agricoles, grâce à une meilleure utilisation des terres et de l'eau et à l'adoption d'une agriculture intelligente face aux changements climatiques, est encouragée.

L'Examen national volontaire a également mis en évidence les progrès réalisés en matière de soutien à l'emploi productif, au travail décent et à la transformation du secteur informel en secteur formel. Mon gouvernement continue d'asseoir le constitutionnalisme démocratique et l'état de droit en se dotant d'une législation solide et en garantissant une administration équitable et impartiale de la justice. Cela témoigne de notre volonté de parvenir à un développement durable d'ici à 2030. Nous restons disponibles pour partager notre expérience dans un intérêt mutuel.

Mon gouvernement reconnaît et salue le rôle complémentaire que jouent le secteur privé, les partenaires de développement, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes dans la réalisation des objectifs de développement durable au Zimbabwe.

S'agissant des défis à relever pour atteindre les objectifs de développement durable, la pandémie de COVID-19 a accru la vulnérabilité de notre économie, déjà paralysée par les effets néfastes des sanctions unilatérales illégales imposées à mon pays. Cela a encore altéré notre capacité de lutter contre la pandémie pour le bien de nos citoyens.

J'ai le plaisir de souligner que mon gouvernement a approuvé la visite au Zimbabwe, en octobre, de la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme.

La Rapporteuse spéciale aura ainsi l'occasion de constater par elle-même les conséquences dévastatrices de ces sanctions illégales sur mon pays.

Nous appelons une nouvelle fois à la levée urgente et inconditionnelle de ces sanctions illégales.

Le Zimbabwe reste reconnaissant à la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), à l'Union africaine et aux autres nations progressistes qui continuent de se tenir à nos côtés et se joignent à notre appel à la levée inconditionnelle de ces sanctions illégales injustifiées et injustifiables. Nous sommes déterminés à nous engager, à nous réengager et à coexister pacifiquement, à être l'ami de tous et l'ennemi de personne, et à nouer des partenariats égalitaires en vue d'une coopération gagnant-gagnant et d'un avenir commun.

Monsieur le Président,

L'état de la paix et de la sécurité mondiales est préoccupant. Le terrorisme, les flux illicites d'armes légères et de petit calibre, la criminalité transnationale organisée, la cybercriminalité et les flux financiers illicites, entre autres, continuent d'entraver notre marche vers la réalisation d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables.

Les récents actes de terrorisme dans la région de la SADC sont des rappels constants de notre vulnérabilité face à ce fléau qui est devenu l'une des plus grandes menaces pour la sécurité de l'Afrique. Il faut donner aux nations africaines les moyens de lutter efficacement contre ce phénomène, parallèlement au programme phare du continent intitulé « Faire taire les armes », qui propose d'apporter des solutions africaines aux problèmes africains.

Alors que nous commémorons la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires au cours de cette semaine de haut niveau, gardons à l'esprit la nécessité d'instaurer un climat de confiance fondé sur le droit international, afin d'atteindre l'objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Nous restons alarmés par la montée des tensions raciales, de la violence et des crimes de haine dans le monde. Vingt ans après la Déclaration et le Programme d'action de Durban, les structures socioéconomiques et politiques qui encouragent, favorisent et justifient le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée doivent être démantelées.

L'adoption récente de la résolution portant création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine est louable. L'Instance doit tous nous encourager à bâtir un monde qui valorise nos diversités raciales, au profit de la paix, de l'harmonie et du développement durable.

Le respect et la défense des droits humains sont une obligation pour tous les États, comme indiqué dans la Charte des Nations Unies. De même, l'autodétermination et l'indépendance sont des droits fondamentaux dont devraient jouir tous les peuples. Nous appelons donc à la pleine mise en œuvre des résolutions des organes de l'ONU pour mettre fin à toutes les formes de colonialisme et d'occupation.

Monsieur le Président,

Fondée sur les principes d'égalité souveraine et d'indépendance des États, l'ONU doit être équitable, juste et ancrée dans le multilatéralisme, l'inclusion et la transparence, afin de servir au mieux les intérêts collectifs de tous les États Membres. La réforme du Conseil de sécurité doit être accélérée. Mon pays soutient également les efforts actuellement déployés pour revitaliser l'Assemblée générale. L'empiètement d'autres organes de l'ONU sur le mandat et la compétence de l'Assemblée générale est préoccupant.

Enfin, les défis accrus auxquels le monde est confronté aujourd'hui appellent à une solidarité plus forte et à un engagement renouvelé à renforcer le multilatéralisme, en tant que mécanisme viable pour instaurer et maintenir la paix, la sécurité, l'égalité, la justice, le développement économique durable et la protection de l'environnement.

Je vous remercie.

Annexe VI**Allocution de M. Mahamat Idriss Déby Itno, Président du Conseil militaire de transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'État du Tchad, Chef de l'État**

[Original: français]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de délégation,
Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Distingués participants,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, adresser mes chaleureuses félicitations à S. E. M. Abdulla Shahid pour sa brillante élection à la présidence de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et lui souhaiter plein succès dans sa mission. Le Tchad l'assure de son soutien durant son mandat.

Je voudrais également adresser nos sincères remerciements et rendre un hommage mérité à S. E. M. Volkan Bozkır, Président sortant de l'Assemblée générale, pour avoir accompli son mandat avec succès, malgré le contexte difficile marqué par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

De même, je tiens à féliciter vivement S. E. M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, pour sa brillante réélection, le 18 juin dernier, ainsi que pour son leadership.

Le Tchad lui réitère son soutien et sa haute appréciation pour l'excellent travail abattu au cours de son précédent mandat et pour son dynamisme face à la pandémie de COVID-19. Le Tchad salue la qualité et la pertinence des réformes importantes qu'il a opérées dans les domaines de la paix et de la sécurité, du système de développement et de la gestion, ainsi que de sa stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le thème de la présente session, à savoir « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies », reflète avec éloquence les multiples défis auxquels le monde continue d'être confronté, pour la deuxième année consécutive, à cause de la pandémie de COVID-19.

Cette pandémie a traumatisé l'humanité par l'ampleur de ses conséquences multiformes et multidimensionnelles à travers la planète. Elle continue de faire des ravages, mettant à rude épreuve nos systèmes de santé, nos économies, nos finances publiques, nos services sociaux de base, voire le fonctionnement et la sécurité mêmes de nos États, pour ne citer que ceux-là.

Avec plus de 4 millions et demi de morts, 220 millions de personnes infectées et des économies totalement ruinées à travers le monde, les pays en développement en général, et ceux d'Afrique en particulier, sont profondément impactés, en raison de leurs vulnérabilités structurelles.

Nous saluons l'élan de solidarité dont nos partenaires bilatéraux et multilatéraux ont fait montre pour atténuer le choc. Cependant, devant la persistance de la pandémie et de ses conséquences dévastatrices, la mobilisation et la vigilance doivent être de mise pour amplifier la riposte à l'échelle planétaire et soutenir durablement les efforts de relèvement post-COVID.

Les mutations du virus avec ses nouveaux variants doivent nous inciter à plus de solidarité, de mutualisation d'efforts et des moyens pour adapter la riposte, accélérer la recherche et partager équitablement les vaccins déjà mis au point et à venir.

À cet égard, je note avec regrets que l'inégalité dans l'accès aux vaccins demeure extrêmement profonde. Les pays riches ont atteint une couverture vaccinale à plus de 50 %, tandis que la plupart des pays africains sont à moins de 2 %.

D'après l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sur plus de cinq milliards de doses administrées dans le monde, seuls 2 % sont allés en Afrique. Rien ne justifie ce déséquilibre au regard de l'interdépendance de notre monde et de la nécessité d'éradiquer le virus de la planète toute entière. Dans ce contexte, il est incompréhensible, voire inadmissible que certains pays stockent des surplus de vaccins et que d'autres en manquent cruellement.

Le virus ne connaît pas de continent ni de frontières, encore moins de nationalité ou de statut social. Les pays ou régions non vaccinés seront une source de propagation et de développement de nouveaux variants du virus. À cet égard, nous saluons les appels maintes fois répétés du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Directeur général de l'OMS en faveur de l'accessibilité du vaccin pour tous. Le salut de l'humanité tout entière en dépend.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

L'amélioration des perspectives de reprise économique post-COVID-19 est étroitement liée à l'amélioration de la situation sanitaire ou à l'éradication de la pandémie. Cette reprise économique attendue est aussi tributaire de la réduction de la fracture dans tous les domaines entre le Nord et le Sud.

Les pays en développement, gravement impactés par la COVID-19, font déjà face à des obstacles récurrents et variés, tels que le poids de la dette, le difficile accès aux ressources pour financer leur développement, les termes injustes de leurs échanges commerciaux avec le monde développé, la raréfaction des investissements étrangers directs, la réduction des transferts de fonds venant de la diaspora, l'effondrement du secteur du tourisme, etc.

En outre, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, dont le Tchad, sont tout aussi affectés par le non-respect des engagements pris dans le cadre de lu Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'Action d'Addis-Abeba, en matière d'aide publique au développement.

Le Tchad lance, une fois de plus, un appel pressant à tous nos partenaires du nord pour qu'ils honorent leurs engagements vis-à-vis des pays vulnérables en vue de contribuer de façon durable à une meilleure reprise économique post-COVID-19, et à une

accélération dans l'atteinte des objectifs de développement durable, conformément à la noble ambition des Nations Unies de « ne laisser personne de côté » à l'échéance 2030.

Dans cette perspective, le Tchad réitère l'appel maintes fois lancé par les pays membres du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), relatif à l'annulation de la dette de ces pays durement frappés par le terrorisme et les changements climatiques, en sus de la COVID-19 et de la pauvreté ambiante.

Il convient de rappeler que l'absence de perspectives pour la jeunesse au Sahel pousse celle-ci à tomber dans le piège des idéologies extrémistes et à emprunter le chemin de l'immigration clandestine vers l'Europe, avec tous les risques que cela comporte.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Je profite de l'occasion que m'offre les présentes assises pour vous entretenir de la situation politique et sécuritaire de mon pays, le Tchad.

Comme vous le savez, suite à la disparation tragique de son Président, feu Maréchal Idriss Déby Itno, tombé sur le champ d'honneur, le 20 avril dernier, lors de combats contre des mercenaires en provenance de Libye, le Tchad a entamé une période de transition politique.

Un Conseil militaire de transition a été mis en place pour assurer la continuité de l'État et garantir la sécurité du pays, gravement mises en péril par des assaillants lourdement armés qui écument le sud de la Libye.

Un Gouvernement de large ouverture, dirigé par un Premier Ministre civil, a été mis en place le 2 mai 2021 et travaille d'arrache-pied pour tenir les échéances devant boucler le processus de transition.

Une feuille de route pour la transition a été élaborée et adoptée en juillet dernier. Elle s'articule autour des trois principaux axes suivants :

1 – Le renforcement de la sécurité et de la défense ;

2 – L'organisation du dialogue inclusif et la consolidation de la paix et de l'unité nationale ;

3 – Le renforcement de la bonne gouvernance et de l'état de droit.

La mise en œuvre de cette feuille de route, dont le coût est estimé à près de 1,3 milliard de dollars, hors de la portée du Tchad tout seul, nécessite un accompagnement conséquent de nos partenaires, à travers une mobilisation urgente des ressources financières attendues.

Au regard d'énormes difficultés d'ordre sécuritaire, économique, financier et sanitaire auxquelles le Gouvernement de transition fait face, le Tchad en appelle à un soutien fort de la communauté internationale.

Dans le même élan, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour la tenue d'un dialogue national inclusif, dont les modalités d'organisation et de déroulement sont en train d'être examinées par un comité mis en place à cet effet.

En outre, dans un souci de rassemblement de tous les fils du Tchad, y compris les groupes armés, un Comité technique spécial a été créé et installé pour préparer et faciliter la participation des politico-militaires au dialogue national inclusif.

Par ailleurs, à l'issue de larges et intenses consultations en cours, le Conseil national de transition, qui assumera le rôle de Parlement provisoire, sera installé dans les toutes prochaines semaines.

En tout état de cause, le processus de réconciliation nationale est fortement engagé et, évolue à un rythme apprécié tant par les acteurs nationaux concernés que par la plupart de nos partenaires.

À cet égard, il me plaît de me féliciter du retour au bercail de plusieurs de nos compatriotes en exil et des membres de certains groupes armés, répondant favorablement à la politique de la main tendue du Gouvernement.

J'exhorte tous ceux de nos frères qui sont encore hors de leur pays à y revenir sans crainte, ni hésitation. Ils y occuperont la place qui leur revient de droit. Leur précieuse contribution à l'effort de la réconciliation nationale et de l'édification de notre pays est vivement souhaitée et attendue. Nous les accueillerons tous, les bras ouverts.

Dans cette optique, conscients de notre tâche à assumer devant l'histoire et devant le peuple tchadien, je voudrais rassurer cette auguste assemblée que rien n'entamera notre engagement et notre détermination à conduire à son terme le processus de transition en cours.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Le Tchad, qui partage avec la Libye plus de 1000 kilomètres de frontières communes et qui est lié à ce pays frère et voisin par l'histoire, la géographie et la culture, voire par des liens de sang, subit de plein fouet les conséquences de la crise libyenne, en termes d'attaques armées récurrentes lancées depuis le sud de ce pays.

La dernière agression dont le Tchad a été la cible, entre les 11 et 29 avril dernier, qui a causé la mort de l'ancien Président, feu Idriss Déby Itno, en est une malheureuse illustration, sans compter l'insécurité et l'instabilité chroniques installées bien au-delà dans le Sahel depuis 2012.

Il convient de rappeler à cet égard que le Conseil de sécurité de l'ONU, au cours de sa séance du 29 avril dernier, à la demande de ses membres africains, a établi un lien direct entre le retrait des mercenaires et combattants étrangers de Libye et les douloureux événements susmentionnés survenus au Tchad.

Fort de ce constat, le Tchad exprime sa vive préoccupation devant la forte pression de la communauté internationale exigeant un départ immédiat de Libye des mercenaires, combattants étrangers et autres bandes armées irrégulières. Un tel départ des ressortissants tchadiens recrutés, formés, encadrés, armés et financés pour les besoins de la guerre en Libye, n'est pas sans conséquence sur la sécurité du Tchad.

C'est pourquoi, le Tchad demande avec insistance, une fois de plus, à la communauté internationale, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, de faire prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en place d'un mécanisme d'encadrement d'un départ planifié et coordonné de ces éléments.

Le Tchad est favorable à un processus de désarmement, démobilisation et réinsertion de ses ressortissants à la solde des factions libyennes, renonçant à la violence et au mercenariat pour regagner leur pays. Nous comptons sur le leadership et le rôle crucial des Nations Unies dans la conduite de ce processus et la mobilisation des ressources nécessaires à son financement.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Nous ne pouvons pas parler de la crise libyenne, sans aborder la gravité de la situation sécuritaire dans le Sahel et son voisinage. Celle-ci demeure marquée par l'expansion du terrorisme, le crime organisé et les traffics illicites des armes, de drogues et d'êtres humains.

La multiplication des attaques terroristes contre les armées des pays du G5 Sahel et du bassin du lac Tchad, ainsi que les populations civiles au Burkina, Mali et Niger, illustrent la résilience et la capacité de nuisance des groupes terroristes, qui menacent gravement l'existence de nos États et hypothèquent leur développement.

Les sacrifices consentis par la Force du G5 Sahel et la Force multinationale mixte contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad sont énormes, mais le péril persiste et continue de faire des ravages, plongeant les populations civiles innocentes dans la désolation et le désespoir.

Face à cette menace qui transcende les frontières, et met à rude épreuve nos capacités individuelles de réaction, nous devons revoir nos approches de riposte et mutualiser nos efforts pour des réponses plus adaptées à l'évolution du contexte et des défis sur le terrain. Les pays du G5 Sahel s'y attèlent en mobilisant leurs maigres moyens militaires, matériels et financiers.

De même, la riposte à la menace terroriste devrait intégrer les dimensions liées au développement économique, aux changements climatiques, à l'éducation de la jeunesse, et à l'accès aux services sociaux de base par nos populations.

Dans cette optique, nos pays affectés par ce fléau de terrorisme, considéré comme une menace à la paix et à la sécurité, sont en droit de compter sur la solidarité de la communauté internationale, dans un élan de complémentarité. Nous sommes condamnés à agir ensemble face aux défis globaux.

Le Tchad souligne l'impérieuse nécessité d'un soutien multiforme plus important tant aux forces conjointes précitées qu'à leurs États membres individuellement pris.

À cet effet, le Tchad réitère, une fois de plus, l'appel maintes fois lancé par la Conférence des chefs d'État du G5 Sahel au Conseil de sécurité de l'ONU, relatif à l'octroi à la Force conjointe du G5 Sahel d'un mandat sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies afin de lui assurer un financement pérenne et prévisible.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Le Tchad réaffirme sa position de principe concernant la réforme de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité. Cette réforme revendiquée par l'Afrique depuis plusieurs années ne fait que traduire une aspiration légitime de plus d'un milliard 200 millions d'Africains. Comment peut-on ignorer cet appel persistant de tout un continent injustement exclu d'un organe qui se veut représentatif ?

Tout en appelant au sens de justice et d'équité de toutes les nations, valeurs chères et fondatrices de l'ONU, le Tchad réitère son soutien et son attachement à la Position commune africaine telle qu'exprimée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Pour conclure, je voudrais exprimer à S. E. M. Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, à son institution et à tous les États Membres, ainsi qu'aux organisations régionales, présents dans cette salle, nos sincères remerciements et notre profonde reconnaissance pour la marque de solidarité et de soutien moral qu'ils ont témoigné à l'endroit du Tchad suite à la disparition tragique et soudaine de l'ancien Président, feu Idriss Déby Itno.

Et enfin, au nom des principes fondateurs de l'ONU, et en celui de l'amitié entre les peuples, le Tchad réitère son appel en faveur de la levée de l'embargo imposé injustement à Cuba, qui porte gravement préjudice à ce pays. Sur ce, tout en souhaitant plein succès à nos travaux, je vous remercie de votre aimable attention.

Annexe VII

Allocution de M. Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise

[Original: français]

Monsieur le Président,
Majestés,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres et chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Président,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de cette soixante-seizième session ordinaire de l'Assemblée générale. Je me réjouis de l'espoir suscité par votre vision ainsi que de votre parfaite connaissance des enjeux internationaux.

Je voudrais également adresser mes félicitations à votre prédécesseur, M. Volkan Bozkır, pour le travail remarquable accompli dans un contexte particulièrement difficile.

À vous, Monsieur le Secrétaire général, je réitère mes vives félicitations pour votre réélection et mon plein soutien à votre action dynamique tout au long de votre premier mandat, ainsi que ma confiance en votre projection dans la recherche de solutions durables aux multiples menaces et défis qui se posent à l'Organisation.

Le thème proposé pour le débat général de la présente session : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies », m'offre l'occasion de partager avec vous notre réflexion sur les grandes problématiques de l'heure.

Comme vous le savez, la crise sanitaire sans précédent générée par la pandémie de COVID-19, qui demeure prégnante, a complètement déstructuré nos sociétés, nos économies et notre vivre-ensemble.

La mise au point de plusieurs vaccins par une collaboration internationale et les campagnes de vaccination en cours dans de nombreux pays constituent une lueur d'espoir pour l'humanité. La vaccination est le seul moyen réellement efficace pour freiner la propagation du virus.

La conjugaison de toutes nos forces pour venir à bout de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est, à mon sens, une opportunité pour nous permettre de surmonter d'autres crises d'envergure qui se posent à l'humanité.

En effet, la COVID-19 a révélé les faiblesses et vulnérabilités de nos économies ainsi que de nos systèmes de santé, nous contraignant aujourd'hui à penser autrement nos modèles de développement afin de les rendre plus résilients.

Certains pays développés entendent déjà relocaliser tout ou partie de leur tissu productif stratégique afin de réduire leur dépendance extérieure.

L'Afrique devrait, également, s'inscrire dans ce changement de paradigme afin de rompre avec les crises qui entravent son développement.

Cela passe aussi par sa capacité à construire des infrastructures de base à même de garantir la sécurité des populations, une tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et une gestion efficace des ressources publiques.

Il nous faudrait, par ailleurs, former un capital humain de qualité, investir massivement et en urgence dans les infrastructures de santé et enfin, rompre avec le cercle vicieux de la dépendance aux matières premières brutes.

Nos économies doivent donc s'industrialiser pour créer davantage de richesses en tirant pleinement profit dudit capital humain et de nos ressources naturelles.

À cet effet, une gestion rigoureuse et transparente de la dette et des ressources liées à l'exportation des matières premières est indispensable dans la phase de transition.

Nous devons enfin, plus que jamais, accélérer la transition numérique et mobiliser les ressources internes en renforçant l'inclusivité financière, notamment en faveur des femmes.

Au total, il nous faut tirer les leçons de cette pandémie et reconstruire nos sociétés de façon plus durable, plus juste et plus inclusive.

J'appelle une fois de plus les dirigeants du monde à plus de multilatéralisme afin de bâtir ensemble une économie mondiale tenant compte des aspirations des peuples qui souhaiteraient un partage plus équitable des vaccins et des progrès technologiques.

Dans cette phase charnière de jonction des dynamiques, il est fondamental de satisfaire à ces justes exigences de la conscience universelle, y compris une répartition équitable des rentes des technologies, au risque de voir se sédimenter un ordre international source de fragilités humaines, de défiance entre les nations et d'insécurité globale.

Une autre problématique qui appelle notre solidarité et qui s'impose à nous aujourd'hui comme une priorité est la sécurité climatique de notre planète.

La vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui se tiendra à Glasgow, en Ecosse, en novembre prochain, devrait donc être un moment d'action sans précédent.

Pour rappel, son objectif est de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre et de préserver la biodiversité, tout en favorisant les investissements dans les infrastructures vertes des pays en développement afin de stimuler et décarboner leurs économies.

En effet, les conséquences du dérèglement climatique, notamment la hausse du niveau de la mer, les tremblements de terre, les feux de forêts récurrents, mettent nos sociétés et nos communautés sous pression et doivent nous interpeller sur l'urgence à agir collectivement.

Ces phénomènes interagissent avec les problèmes socioéconomiques et politiques dans nos pays, mettant en évidence des risques tels que l'instabilité politique et économique, l'insécurité alimentaire et la migration à grande échelle, entre autres.

Il faudrait désormais que les États et les communautés s'adaptent pour faire face aux défis du changement climatique.

Aussi, sans préjudice de l'atténuation, l'agenda politique international a besoin d'une augmentation significative des ressources consacrées à l'adaptation aux changements climatiques.

Je reste convaincu qu'aucun gouvernement ne saurait à lui seul assumer l'adaptation aux changements climatiques. Une coopération internationale est donc, à mon sens, indispensable pour soutenir l'action locale, comme moyen à la fois de renforcer la sécurité internationale et d'atteindre les objectifs de développement durable.

Le lien entre changements climatiques et insécurité me paraît ainsi évident.

Comme on le sait, le Gabon a toujours eu un engagement en faveur de la paix et de la sécurité climatique. Cet engagement restera entier tout au long du mandat de mon pays en qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2022-2023.

En me réjouissant de la confiance de la communauté internationale, je voudrais ici réitérer ma ferme volonté d'œuvrer sans ménagement, dans la dynamique de faire taire les armes en tous lieux et d'inscrire résolument notre action dans la recherche permanente d'un consensus global, faisant prévaloir la sécurité, la dignité et la prospérité des peuples du monde.

Le Gabon saisira chaque opportunité pour appeler à l'avènement d'un ordre international plus juste, marqué par une réforme du Conseil de sécurité, intégrant aussi bien une représentation équitable en son sein qu'une amélioration de ses méthodes de travail, en phase avec la position commune africaine exprimée par le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

Parallèlement à plus de solidarité internationale et à la réforme attendue du Conseil de sécurité, la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social doit également être menée en vue d'impulser une dynamique nouvelle au sein de l'Organisation.

Ces réformes sont indispensables, tant elles sont à même d'impacter considérablement la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable à l'horizon 2030, y compris la réponse aux aspirations légitimes des peuples africains contenues dans l'Agenda 2063.

Monsieur le Président,

L'espoir de reconstruire durablement nos modèles de gouvernance et de répondre aux besoins de la planète exige le respect et la concrétisation des engagements souscrits.

Je pense notamment au transfert des technologies « propres » et à l'amélioration de l'accès des peuples aux énergies renouvelables, afin d'accélérer leur passage à une industrie décarbonée, respectueuse de l'environnement.

La réalisation de ces engagements est cruciale pour soutenir les efforts des pays comme le Gabon, qui a substantiellement mobilisé ses ressources domestiques dans la mise en œuvre des projets d'adaptation aux changements climatiques et de préservation de la biodiversité.

Dans son investissement pour la sécurité climatique, le Gabon séquestre annuellement l'équivalent de 140 millions de tonnes de carbone, alors qu'il n'en émet que 35 millions.

Ainsi, fort d'une différence de plus de 100 millions de tonnes de carbone chaque année, l'action du Gabon est déterminante pour l'avenir de l'humanité tout entière.

L'inscription du Parc national de l'Ivindo au patrimoine mondial de l'humanité, après le Parc de la Lopé, affirme la valeur universelle et exceptionnelle de nos aires protégées.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier tous nos partenaires et nos pays amis, ainsi que tous ceux qui, par leurs soutiens multiformes, accompagnent nos efforts de conservation et de gestion durable de nos forêts.

Monsieur le Président,

Le Gabon, à l'instar de nombreux pays producteurs de pétrole, a subi de plein fouet l'impact de la baisse drastique des cours des matières premières. Cette situation a conduit au ralentissement de notre activité économique.

Dans ce contexte, j'ai instruit le Gouvernement de mettre en place le Plan d'accélération de la transformation (PAT). Ce programme vise à relancer notre économie, en accélérant la transition vers l'après-pétrole et en mettant l'accent sur les nouveaux moteurs de croissance dont le potentiel peut être accru. Il s'agit notamment des secteurs minier, forestier et agricole.

Par ailleurs, le Gabon renforce ses capacités énergétiques par la finalisation imminente de nouvelles centrales solaires ou hydroélectriques en vue de donner une nouvelle impulsion à son processus d'industrialisation.

Au-delà du développement des infrastructures, l'effet induit de la mise en œuvre de ce plan de relance est d'assurer l'ajustement budgétaire et la promotion du secteur privé comme leviers de diversification et de transformation de l'économie nationale.

Dans le secteur de l'éducation, le Gouvernement continue de mobiliser d'importantes ressources afin d'optimiser le système éducatif et de le mettre en adéquation avec les exigences et les besoins réels du marché de l'emploi.

Monsieur le Président,

L'inclusion est une autre préoccupation majeure dans l'orientation politique de mon pays.

C'est toute la portée du programme politique pour l'égalité des chances, que j'ai impulsé en faveur d'un développement plus équitable, mettant notamment l'accent sur la revalorisation des femmes et des jeunes, tout en s'assurant que personne ne soit laissé de côté.

Pour ce qui est de la question de la parité, le Gabon est, en Afrique, l'un des pays où les femmes sont les plus présentes et représentées dans la vie publique : premier ministre, président du Sénat, président de la Cour constitutionnelle, maire de Libreville, gouverneurs, entre autres.

Toutes ces fonctions, parmi les plus prestigieuses de la République, sont occupées, dans mon pays, par des femmes, auxquelles je réitère toute ma confiance.

Ma ferme conviction est que, dans un monde globalisé et compétitif, la parité est une question de justice sociale, d'égalité, d'équité et d'efficacité.

En effet, un pays doit être en mesure d'identifier ses talents et ses intelligences, de les coopter et de les promouvoir, sans distinction de genre.

Monsieur le Président,

Le développement ne saurait être durable sans la paix et la stabilité. Pourtant, la paix continue malheureusement d'être mise à rude épreuve dans plusieurs régions du monde.

Le prix de l'instabilité, sous l'effet du terrorisme ou des groupes armés, est particulièrement lourd pour de nombreux pays africains, contraints de consacrer des ressources conséquentes à ces phénomènes entretenus, entre autres, par le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et le trafic des espèces sauvages.

Une approche globale et solidaire me paraît indispensable dans le combat que nous menons contre ces sources d'instabilité et de fragilité dans plusieurs régions d'Afrique. Nous devons prendre conscience que toute menace contre une nation constitue une menace contre tous.

Monsieur le Président,

Le Gabon demeure résolument engagé au sein de l'ONU, comme il l'a toujours été, dans la promotion de la stabilité et de la paix sur le plan continental et en Afrique centrale, singulièrement en République centrafricaine.

La réforme du secteur de la sécurité devrait être soutenue en République centrafricaine, afin de lui permettre de se doter de forces de défense et de sécurité républicaines disposant de moyens humains, matériels et logistiques appropriés.

L'objectif est de permettre le déploiement stratégique de ces forces sur toute l'étendue du territoire, afin de restaurer l'autorité de l'État, d'assurer la sécurité des personnes et des biens et de favoriser le retour des personnes déplacées et des réfugiés.

Tout ceci conduira inéluctablement au désengagement progressif des forces étrangères opérant en République centrafricaine sur la base des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Il est par ailleurs fondamental de poursuivre l'opérationnalisation des institutions républicaines afin de contribuer significativement à la garantie de non-répétition des graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans ce pays.

Il convient également de soutenir les efforts des autorités centrafricaines visant le renforcement de la cohésion sociale et le redressement économique du pays afin de conforter les acquis et de garantir une sécurité durable.

À cet effet, nous invitons la communauté internationale et les donateurs à maintenir un soutien financier adéquat en vue d'asseoir la stabilité et de redonner espoir au peuple centrafricain.

Monsieur le Président,

La construction d'un monde meilleur restera à géométrie variable aussi longtemps que de nombreux peuples demeureront soumis à des sanctions iniques.

Aussi voudrais-je réitérer un appel solennel pour la levée totale de l'embargo qui frappe le Gouvernement et le peuple cubains depuis plusieurs décennies.

Pour terminer, il me plaît de réaffirmer l'attachement du Gabon au multilatéralisme et à une plus grande solidarité internationale qui demeurent, j'en suis convaincu, nos atouts les plus sûrs pour bâtir une organisation plus résiliente et à même de faire face efficacement aux défis et aux menaces qui se posent à l'humanité.

Je vous remercie.

Annexe VIII**Allocution de M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria**

[Original: anglais]

S. E. M. António Guterres,
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames les Ambassadrices, Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Chers Représentantes et Représentants,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et un plaisir de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies, à cette soixante-seizième session, au nom du Gouvernement et du peuple libériens.

Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter S. E. M. Abdulla Shahid pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session et l'assurer du plein appui du Libéria dans l'accomplissement de ses devoirs et responsabilités.

Je tiens également à féliciter S. E. M. Volkan Bozkır pour sa direction remarquable des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session.

Je tiens en outre à féliciter S. E. M. António Guterres d'avoir été reconduit dans ses fonctions pour un second mandat de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui débutera le 1^{er} janvier 2022. Je le félicite et le remercie de sa diligence et de son attachement continu aux travaux de l'ONU, qu'il dirige avec brio alors même que nous sommes confrontés à des défis sans précédent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les effets socioéconomiques néfastes et les conséquences sanitaires de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous rappellent l'ampleur du travail à accomplir aux niveaux mondial et national pour lutter contre ce fléau. Cela est reflété dans le thème de cette soixante-seizième session :

« Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ».

Ce thème est un appel lancé à tous les peuples de tous les pays pour que, dans nos efforts pour reconstruire nos économies paralysées par la COVID-19, nous suivions une démarche durable qui tienne compte de l'environnement et des droits humains fondamentaux inscrits dans la Charte de cette noble institution.

Dans le même temps, il est important que nous rendions un hommage appuyé aux agents de santé publique courageux et dévoués du monde entier pour le désintéressement dont ils ont fait preuve dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19. Le monde leur doit sa profonde reconnaissance.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le thème de cette session de l'Assemblée générale appelle également à revitaliser l'ONU pour qu'elle soit plus pertinente et plus efficace en vue de s'acquitter véritablement de son mandat dans un monde en pleine mutation. Cette tâche a été reconnue comme une priorité absolue par divers dirigeants et membres de l'Organisation ces derniers temps.

Il y a six ans, fidèle aux idéaux et aux principes consacrés par la Charte, l'Assemblée générale a fait un pas de géant dans la promotion du progrès socioéconomique de tous les peuples et l'amélioration de leur niveau de vie en adoptant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a marqué une étape décisive. Il s'agissait d'un plan d'action global pour l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats, visant à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions.

Toutefois, après le début de la Décennie d'action pour la mise en œuvre des nouveaux objectifs de développement durable, le monde a été frappé par une pandémie qui a mis à rude épreuve notre capacité de mettre en œuvre le Programme 2030 et a même suscité des craintes de reculs en matière de développement.

Afin de miser sur l'espoir pour renforcer la résilience, nous devons continuer d'insister sur la nécessité d'accorder notre attention et notre appui aux sociétés vulnérables et aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. Un relèvement durable après la pandémie doit être fondé sur les principes d'inclusion et de solidarité et ne laisser personne de côté.

Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés pourrait contribuer sensiblement au relèvement. L'appui à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Doha, au Qatar, en janvier 2022, et le nouveau programme d'action pour les pays les moins avancés pour la décennie à venir, jetteront également les bases d'un relèvement durable et de la mise en œuvre en temps opportun des objectifs de développement durable.

Monsieur le Président,

Mesdames les Représentantes et Messieurs les Représentants,

Qu'il me soit permis, au nom du Gouvernement et du peuple libériens, d'exprimer ma profonde gratitude à tous nos partenaires bilatéraux, multilatéraux, de développement, régionaux, sous-régionaux, nationaux et locaux pour leur appui dans notre lutte contre la pandémie de COVID-19 et l'aide qu'ils continuent de nous apporter dans nos efforts de relèvement.

Pour faire face à la pandémie, mon gouvernement, en faisant fond sur notre plan national de développement, le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres, a élaboré un plan de relance économique post-COVID-19. Ce plan vise à atténuer les conséquences de la pandémie en jetant les bases d'une reprise économique grâce à des mesures et à des investissements à court terme dans des secteurs clés, notamment l'agriculture et le tourisme.

Dans le cadre du plan de relance économique, l'économie libérienne commence déjà à montrer des signes d'amélioration et malgré les conséquences négatives de la maladie à coronavirus, selon les estimations, le taux de croissance du produit intérieur brut est actuellement positif et devrait atteindre 4 % l'année prochaine.

Grâce à la mise en œuvre de réformes macroéconomiques complexes, mon gouvernement a pu enregistrer une augmentation considérable des recettes intérieures pour la première fois depuis plus d'une décennie, et nous nous sommes engagés à entreprendre des réformes de plus large portée sur le plan économique et en matière de climat d'investissement.

Dans le secteur de l'agriculture par exemple, mon gouvernement déploie des efforts pour lancer des projets de promotion agricole, qui permettront d'augmenter la production agricole en créant des possibilités d'entrepreneuriat et en favorisant l'innovation et des techniques agricoles sûres. En outre, conscient de l'importance des infrastructures et de leur impact sur le développement socioéconomique, comme indiqué dans le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres, mon gouvernement a décidé de faire des investissements dans les routes, le secteur énergétique et les ports une priorité.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Une réflexion plus approfondie sur le thème choisi pour l'Assemblée générale cette année met en évidence la nécessité de répondre aux besoins de notre planète. La réalité des changements climatiques auxquels notre planète est confrontée exige l'attention urgente et l'action collective de tous les acteurs nationaux et internationaux.

Nous avons tous observé la progression des déserts et les sécheresses récurrentes en Afrique orientale et australe ; l'intensité et la fréquence croissantes des tempêtes et des inondations dans notre région ; la hausse alarmante du niveau des océans de la planète due à la fonte de l'Arctique ; et la fréquence et l'ampleur des incendies de forêt qui ont détruit des milliers d'hectares de terres arables et de propriétés. Ces conditions menacent notre survie en tant qu'habitants de notre précieuse planète Terre.

À cet égard, le récent retour des États-Unis d'Amérique dans l'Accord de Paris est une décision que mon gouvernement salue et applaudit de tout cœur, car nous pensons qu'elle manifeste et démontre le leadership ô combien nécessaire pour mobiliser une action mondiale coordonnée.

Dans le même ordre d'idées, il convient de noter que le Président des États-Unis d'Amérique, dans un récent discours au peuple américain sur la dévastation causée par l'ouragan Ida, a appelé à une action immédiate et urgente pour lutter contre le réchauffement de la planète et inverser cette tendance.

Pendant trop longtemps, nous, les acteurs étatiques, y compris ceux de mon propre continent qui ont été confrontés aux conditions météorologiques et climatiques les plus extrêmes, avons été coupables d'occulter les problèmes climatiques derrière des discours et des déclarations passives. Le Libéria déclare humblement devant cette auguste assemblée que le moment est venu de mener une action concertée et décisive.

Le Libéria, pour sa part, réaffirme sa détermination à poursuivre la bonne gestion de son écosystème essentiel composé de forêts tropicales humides, de mangroves côtières et de tourbières intérieures.

Notre inventaire forestier national, qui s'est achevé récemment et a été réalisé avec l'appui de la Banque mondiale et du Royaume de Norvège, a révélé que le Libéria est doté de près de sept millions d'hectares de forêt, ce qui représente près de la moitié de l'ensemble de la forêt de haute Guinée restant en Afrique de l'Ouest. Si l'on ajoute à cela nos 1,9 million d'hectares d'agroforesterie et de mangroves côtières, il est clair que près de 90 % de notre territoire stocke du carbone.

Nos forêts sont les dernières surfaces forestières intactes dans cette région et contiennent certaines des plus grosses réserves aériennes de carbone au monde, plus élevées que les réserves de carbone de la grande forêt amazonienne. Étant donné qu'il s'agit d'une des dernières réserves de carbone de cette ampleur, il est impératif de préserver les forêts du Libéria pour l'avenir. Mon gouvernement réaffirme son engagement à le faire.

Nous savons qu'un grand nombre de forêts à fortes réserves de carbone au Libéria génèrent des avantages essentiels en termes de capital naturel et de services écosystémiques, des avantages qui nous ont jusqu'à présent échappé en tant que nation en développement. Le Libéria a une population jeune et doit faire face à d'énormes pressions pour se développer rapidement afin de pouvoir offrir des emplois et des moyens de subsistance décentes, en particulier dans nos secteurs productifs, à savoir l'agriculture et l'exploitation minière.

Notre économie a besoin de se développer, et nous voulons qu'elle le fasse de manière durable. Nous voulons continuer de préserver nos forêts et nos écosystèmes, ainsi que notre incroyable biodiversité, tout en appliquant des approches intelligentes du point de vue climatique pour l'agriculture et l'exploitation minière, qui sont nos piliers économiques.

Toutefois, pour y parvenir, le Libéria a besoin de nouer des partenariats véritables dans sa marche vers le développement durable ; des partenariats avec les États-Unis, ainsi qu'avec le reste du monde développé, y compris avec le secteur privé, pour nous permettre de garder nos forêts intactes étant donné leur extraordinaire capacité à capturer le carbone au profit du monde industriel.

Nous comptons donc sur des collaborations constructives avec toutes les parties intéressées à cet égard.

La prochaine session de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP26, sera une nouvelle occasion de stimuler des actions et des engagements plus ambitieux en faveur du climat.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Conscient du fait que la croissance et le développement sont toujours favorisés par la paix et la sécurité, mon gouvernement reste attaché au maintien de la démocratie, à l'état de droit, et à la consolidation et au maintien de la paix et de la sécurité au Libéria. Nous demeurons fermement engagés à cet égard.

Nous remercions l'ONU pour ses efforts constants en vue de maintenir la paix dans le monde. Avec une profonde gratitude, nous voulons la remercier, ainsi que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union du fleuve Mano, et tous nos partenaires et amis internationaux, pour avoir apporté l'appui nécessaire à la paix dont nous jouissons aujourd'hui encore au Libéria. Nous continuerons de compter sur cet appui pour renforcer nos capacités de faire régner la paix dans notre pays.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Après la guerre civile sanglante qui a ravagé notre pays et divisé notre peuple pendant plus de 15 ans, et qui a pris fin il y a un peu plus de 20 ans, il est important de convenir d'un processus qui permette de refermer les blessures des victimes et de garantir ainsi la pérennité de la paix, de la stabilité, de la justice et de la réconciliation nationale.

Comme je l'ai mentionné lors de ma précédente intervention devant cet organe, mon gouvernement a déjà entamé des consultations avec notre corps législatif, les représentants de notre peuple, à cet égard.

Aujourd'hui, nous pouvons faire état de progrès notables puisque nous avons déjà reçu des propositions et recommandations du Sénat libérien, qui est la chambre haute de notre corps législatif.

Nous attendons maintenant les propositions similaires de la part de la Chambre des représentants, après quoi nous avons l'intention de tenir un dialogue plus large avec le système judiciaire libérien, de même qu'avec nos partenaires internationaux stratégiques et les organisations internationales. J'espère qu'il ressortira de ce processus consultatif un consensus national qui déterminera la voie à suivre pour régler cette question.

En attendant, nous continuons d'encourager nos citoyens à utiliser la méthode de la case à palabres, selon laquelle les auteurs de crimes et les victimes peuvent se rencontrer dans des forums communautaires traditionnels pour résoudre leurs problèmes et leurs différends.

Cette approche suit une des principales recommandations de la Commission Vérité et réconciliation, créée à la fin du conflit civil.

Monsieur le Président,

Excellences, estimés Représentants, estimées Représentantes,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens à réaffirmer que la voie à suivre pour une reprise résiliente post-COVID consiste avant tout à veiller que nos interventions soient guidées par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; à garantir un accès abordable aux vaccins, aux tests et aux traitements sur une base équitable et inclusive ; et à renforcer les capacités des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, afin que personne ne soit laissé de côté dans la réalisation des objectifs de développement durable. La meilleure façon d'accélérer la concrétisation de ces objectifs importants et cruciaux est d'améliorer les partenariats et de renforcer la solidarité entre tous les États Membres.

Je vous remercie.
